

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS **F**



Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Fax: (+39) 06 5705 4593 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.net

REP11/CAC

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Trente-quatrième session
Centre international de Conférences, Genève (Suisse)

4-9 juillet 2011

RAPPORT

RÉSUMÉ

La Commission:

- a) a adopté un amendement au Manuel de procédure (mandat du Comité sur les fruits et légumes traités);
- b) a adopté 31 normes Codex nouvelles ou révisées, textes apparentés ou amendements à ces textes et un grand nombre de dispositions nouvelles ou révisées concernant les additifs et les LMR pour les pesticides et les médicaments vétérinaires;
- c) a adopté 8 projets de normes Codex ou textes apparentés et plusieurs LMR pour les pesticides à l'étape 5;
- d) a approuvé plusieurs propositions relatives au lancement de nouveaux travaux ou à la cessation d'activités et a révoqué plusieurs normes et textes apparentés;
- e) a examiné plusieurs questions qui lui ont été soumises par les organes subsidiaires ou qui découlaient de sessions antérieures;
- f) a pris note du budget du Codex et des dépenses pour 2010-2011 et du budget proposé pour 2012-2013, et notamment du budget FAO/OMS pour les activités liées au Codex; a remercié la FAO et l'OMS de leur appui au programme du Codex et aux activités apparentées ainsi que les gouvernements hôtes de leurs contributions; et a invité la FAO, l'OMS et les États membres à accorder une haute priorité et à apporter leur soutien à la fourniture d'avis scientifiques dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments;
- g) a noté l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan stratégique 2008-2013 et les travaux préparatoires du Plan stratégique 2014-2019;
- h) a formulé un certain nombre de recommandations sur les propositions visant à donner suite à l'Examen à mi-parcours du Fonds fiduciaire du Codex;
- i) a appuyé le maintien de la coopération et de la coordination avec les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales;
- j) a élu en qualité de **Président** M. Sanjay Dave (Inde), et de **Vice-Présidents** M. Samuel Godefroy (Canada), Mme Awilo Ochieng Pernet (Suisse) et M. Samuel Sefa Dedeh (Ghana); et a élu les **Membres du Conseil exécutif sur une base géographique**: Australie, Chine, États-Unis d'Amérique, France, Kenya, Tunisie;
- k) a nommé les **Coordonateurs** régionaux suivants: Cameroun (Afrique), Japon (Asie), Pologne (Europe), Costa Rica (Amérique latine et Caraïbes), Liban (Proche-Orient) Papouasie-Nouvelle-Guinée (Amérique du Nord et Pacific Sud-Ouest);
- l) a désigné les gouvernements hôtes des organes subsidiaires du Codex et est convenu de dissoudre le Groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens.

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes
INTRODUCTION	1-6
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	7
RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE DE LA SOIXANTE-CINQUIÈME SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF	8-9
RAPPORTS DES COMITÉS FAO/OMS DE COORDINATION	10-15
AMENDEMENTS PROPOSÉS AU MANUEL DE PROCÉDURE	16-20
PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS À L'ÉTAPE 8 DE LA PROCÉDURE	21-22
Résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments	23-24
Résistance aux antimicrobiens	25-26
Fruits et légumes traités	27-33
Comité de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes	34-38
Comité de coordination pour l'Asie	39
Hygiène des aliments	40-41
Huiles et matières grasses	42-52
Méthodes d'analyse et d'échantillonnage	53-54
Additifs alimentaires	55-61
Contaminants dans les aliments	62
Résidus de pesticides	63-66
Poissons et produits de la pêche	67-69
Fruits et légumes frais	70-72
Étiquetage des denrées alimentaires	73-82
Comité de coordination pour le Proche-Orient	83-87
Normes et textes apparentés maintenus par la Commission à l'étape 8	88-115
AVANT-PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS À L'ÉTAPE 5 DE LA PROCÉDURE	116-119
RÉVOCATION DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS DU CODEX EN VIGUEUR	120-125
AMENDEMENTS AUX NORMES ET TEXTES APPARENTÉS DU CODEX	126-130
PROPOSITIONS RELATIVES À L'ÉLABORATION DE NOUVELLES NORMES ET DE NOUVEAUX TEXTES APPARENTÉS ET À L'INTERRUPTION D'ACTIVITÉS	
Élaboration de nouvelles normes et de nouveaux textes apparentés	131-148
Interruption de travaux	149-159

QUESTIONS DÉCOULANT DES RAPPORTS DES COMITÉS ET DES GROUPES DE TRAVAIL	160-167
QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES	168-184
PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS	185-189
RELATIONS ENTRE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	190-215
PROJET ET FONDS FIDUCIAIRE FAO/OMS À L'APPUI D'UNE PARTICIPATION RENFORCÉE AU CODEX	216-236
AUTRES QUESTIONS SOUMISES PAR LA FAO ET L'OMS	237-244
ÉLECTION DU PRÉSIDENT, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES AUTRES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF	245-247
DÉSIGNATION DES PAYS CHARGÉS DE NOMMER LES PRÉSIDENTS DES COMITÉS ET DES GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX DU CODEX ET CALENDRIER DES SESSIONS DE 2012-2013	248-251
AUTRES QUESTIONS, DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION	252-258

ANNEXES

	Page
I LISTE DES PARTICIPANTS	43
II AMENDEMENTS AU MANUEL DE PROCÉDURE	102
III LISTE DES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS ADOPTÉS PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION	103
IV LISTE DES PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS ADOPTÉS A L'ÉTAPE 5 PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION	107
V LISTE DES NORMES ET TEXTES APPARENTES RÉVOQUÉS PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION	108
VI LISTE DES PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS APPROUVÉS EN TANT QUE NOUVEAUX TRAVAUX PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION	109
VII LISTE DES TRAVAUX INTERROMPUS PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION	111
VIII PRÉSIDENTE DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CODEX	112

INTRODUCTION

1. La Commission du Codex Alimentarius a tenu sa trente-quatrième session à Genève (Suisse) du 4 au 9 juillet 2011. La session a été présidée par Mme Karen Hulebak (États-Unis d'Amérique), Présidente de la Commission, avec l'aide des Vice-Présidents MM. Knud Østergaard (Danemark), Sanjay Dave (Inde) et Ben Manyindo (Ouganda). Ont participé aux travaux 625 délégués représentant 145 pays membres, une organisation membre et 34 organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, notamment des organismes des Nations Unies. La liste des participants, y compris ceux du Secrétariat, figure à l'Annexe I du présent rapport.

2. La session a été ouverte par M. Maged Younes, Directeur du Département de la Sécurité sanitaire des aliments et des zoonoses de l'OMS, qui a souhaité la bienvenue aux délégués au nom du Directeur général de l'OMS, Mme Margaret Chan. M. Maged Younes a souligné qu'en matière de sécurité sanitaire des aliments, les récentes situations d'urgence – par exemple la contamination d'aliments par des substances radioactives au Japon, la flambée d'ECEH en Allemagne et la contamination intentionnelle d'aliments et de boissons par des phtalates – ont montré à quel point le marché des denrées alimentaires s'était mondialisé et à quelle vitesse des incidents survenant dans un pays ou dans une région pouvaient se répercuter sur les autres. Il a estimé que ces événements montraient bien que des normes internationales étaient nécessaires, avant tout pour protéger les consommateurs, mais aussi pour assurer la loyauté des pratiques suivies dans le commerce des produits alimentaires. Il a également rappelé qu'au cours des situations d'urgence, le Réseau INFOSAN avait joué un rôle central et montré la nécessité d'échanger rapidement des informations et de communiquer. Il a noté que le processus de réforme de grande ampleur de l'OMS était axé sur les fonctions essentielles de l'Organisation – notamment fixer des normes et encourager et surveiller leur application – et réaffirmé l'engagement de l'OMS à soutenir les activités du Codex, leur fondement scientifique et les activités connexes de renforcement des capacités, dont le Fonds fiduciaire du Codex, conjointement avec la FAO.

3. Le Représentant de la FAO, M. Samuel Jutzi, Directeur de la Division de la production et de la santé animales et Directeur par intérim de la Division de la nutrition et de la protection des consommateurs, a souligné l'importance des normes du Codex pour orienter l'action des gouvernements et les aider à s'assurer de la sécurité sanitaire tout au long de la chaîne alimentaire, en particulier dans les situations de crise, rappelant que la FAO et l'OMS coopèrent étroitement dans les situations d'urgence par le biais d'INFOSAN et d'EMPRES-Sécurité sanitaire des aliments. M. Jutzi a rappelé les efforts constants déployés par la FAO et l'OMS pour renforcer la capacité des pays de créer des systèmes de sécurité sanitaire des aliments ou les améliorer, ainsi que l'importance du Fonds fiduciaire du Codex pour accroître la participation au processus du Codex. Il a également souligné que les avis scientifiques formaient l'assise indispensable des travaux du Codex sur les normes de sécurité sanitaire des aliments. Il a également précisé que le nouveau Directeur général de la FAO, M. Graziano Da Silva, était bien conscient de l'importance des travaux du Codex pour les pays membres et que la FAO allait continuer, lors du prochain exercice biennal, d'accorder un degré de priorité élevé au programme du Codex et aux activités connexes.

4. La Présidente a rappelé que la crise mondiale et le niveau élevé du prix des aliments ont accru la pauvreté et la malnutrition dans le monde, et souligné le rôle joué par les normes internationales face à ce problème. Elle a souligné que la Commission devait répondre aux besoins de ses membres et, à ce titre, établir des normes pertinentes fondées sur des bases scientifiques de sorte à éviter la prolifération des normes privées. Rappelant que de nombreuses normes se fondaient sur les évaluations des risques de la FAO et de l'OMS, elle a indiqué qu'il fallait continuer d'employer cette méthode et mis en garde contre la tentation d'accorder une attention excessive aux considérations nationales, notant que si les normes du Codex ne se fondaient pas sur une évaluation des risques, cela nuirait à leur statut au titre de l'OMC.

5. À l'invitation de la Présidente, l'observateur de l'OMC a rappelé le statut donné aux normes du Codex par l'Accord SPS ainsi que les obligations légales incombant aux membres de l'OMC. Il a également noté que d'aucuns, au sein du Comité SPS, s'inquiétaient que des normes n'avaient pu être adoptées et que certaines semblaient dénuées de fondement scientifique. Les normes internationales étant présumées conformes aux dispositions de l'Accord, celles du Codex devaient se fonder sur une évaluation scientifique des risques et ne pas induire plus que nécessaire de restriction au commerce. L'observateur a rappelé que les gouvernements avaient la possibilité de fonder leurs exigences sur des preuves scientifiques et des évaluations des risques autres que celles utilisées par le Codex, mais a souligné que les normes Codex étaient importantes pour protéger la santé des consommateurs et assurer la loyauté des pratiques commerciales internationales.

Répartition des compétences

6. La Commission a pris note de la répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États Membres, telle qu'établie au paragraphe 5 de l'article II du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius (voir le document de séance 1).

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)¹

7. La Commission a adopté l'ordre du jour provisoire en tant qu'ordre du jour de la session. La Commission est convenue d'examiner les réponses des comités de coordination (document CX/CAC 11/34/10) non plus au point 10 de l'ordre du jour mais au point 9 de l'ordre du jour lorsqu'elle examinera les propositions relatives à l'interruption d'activités.

RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE DE LA SOIXANTE-CINQUIÈME SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF (Point 2 de l'ordre du jour)²

8. Conformément à l'Article V.7 du Règlement intérieur, la Présidente a fait part à la Commission des conclusions de la soixante-cinquième session du Comité exécutif et a noté que le Comité avait acquis une expérience et une efficacité de haut niveau dans l'exercice de ses fonctions, notamment l'examen critique de l'élaboration des normes et des propositions de nouvelles activités.

9. La Commission a été informée que le Comité exécutif, lors de l'examen des questions financières et budgétaires, avait décidé qu'il n'avait pas besoin de se réunir systématiquement entre les sessions de la Commission. Il s'était penché sur la mise en œuvre du Plan stratégique 2008-2013 et l'élaboration du Plan stratégique 2014-2019 et était convenu d'examiner un projet révisé à sa prochaine session en février 2012. Il a été noté que les recommandations du Comité exécutif concernant des questions spécifiques seraient examinées au titre des points de l'ordre du jour pertinents.

RAPPORT DES COMITÉS FAO/OMS DE COORDINATION (Point 3 de l'ordre du jour)³

Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique (CCAFRICA)

10. Le coordonnateur pour l'Afrique (Ghana) a informé la Commission que, à sa dix-neuvième session, le CCAFRICA avait examiné plusieurs questions dont la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2008-2013; les orientations pour le projet de nouveau Plan stratégique; la mise en œuvre du Plan stratégique concernant le CCAFRICA et d'autres activités qui complètent les travaux du Codex, comme par exemple le Fonds fiduciaire du Codex, et avait échangé des informations sur les systèmes nationaux de contrôle des aliments. Le coordonnateur a remercié notamment la FAO, l'OMS et le Fonds fiduciaire du Codex de leur soutien aux pays de la région Afrique.

Comité FAO/OMS de coordination pour l'Asie (CCASIA)

11. Le coordonnateur pour l'Asie (Indonésie) a informé la Commission que le CCASIA, à sa dix-septième session, avait achevé l'élaboration de deux normes régionales pour adoption à l'étape 8 et aux étapes 5/8, dont l'examen par la Commission était inscrit à d'autres points de l'ordre du jour. À cette session, le Comité s'était également penché sur le Plan stratégique 2008-2013, l'élaboration du Plan stratégique 2013-2018 et le Plan stratégique du CCASIA, et avait désigné le Japon en tant que nouveau coordonnateur régional.

Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe (CCEURO)

12. Le coordonnateur pour l'Europe (Pologne) a informé la Commission que le CCEURO (vingt-septième session), lors de l'examen de l'élaboration du nouveau Plan stratégique, avait proposé un amendement à l'Objectif 2 visant à préciser que la gestion des risques ne reposait pas uniquement sur la science, que les autres facteurs légitimes devraient être mieux définis et que des orientations étaient nécessaires pour leur application. Le Comité était d'avis que les groupes de travail devaient rester ouverts à tous les membres et observateurs, et avait indiqué qu'il était opposé à l'adoption des LMR qui sont actuellement proposées pour la ractopamine. Il avait proposé une nouvelle activité portant sur la révision de la norme régionale pour les chanterelles fraîches et sur une norme pour l'ayran. La Pologne avait été désignée en tant que coordonnateur

¹ CX/CAC/ 11/34/1.

² REP11/EXEC.

³ REP11/AFRICA, REP11/ASIA, REP11/EURO, REP11/LAC, REP11/NEA, REP11/NASWP.

pour un deuxième mandat et d'autres pays avaient manifesté leur intérêt à accueillir conjointement le Comité. La FAO, l'OMS et la Pologne, avec l'appui du Fonds fiduciaire du Codex, avaient organisé, avant la session du Comité, un atelier intitulé *Analyse des risques en matière de sécurité sanitaire des aliments: élaboration de systèmes de sécurité sanitaire des aliments et de normes Codex au niveau national*. Toutes les informations utiles sont disponibles sur le site web du CCEURO www.cceuro.pl.

Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CCLAC)

13. Le coordonnateur pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Mexique) a présenté succinctement les principaux points examinés lors de la dix-septième session du CCLAC, par exemple les normes régionales, le fait qu'un nouvel examen des orientations sur la traçabilité ne s'imposait pas, l'impact des normes privées de sécurité sanitaire des aliments, la nécessité d'une norme internationale pour le fromage fondu, les trois objectifs du Fonds fiduciaire FAO/OMS à l'appui d'une participation renforcée au Codex, la nécessité de renforcer les capacités pour améliorer les systèmes nationaux de contrôle des aliments et les structures nationales pour les questions ayant trait au Codex, le soutien à l'élaboration d'une norme mondiale pour la « panela » et la désignation du Costa Rica en tant que prochain coordonnateur pour la région Amérique latine et Caraïbes. D'autres détails seront donnés, notamment sur ces questions, aux points pertinents de l'ordre du jour.

Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient (CCNEA)

14. Le coordonnateur pour le Proche-Orient (Tunisie) a indiqué à la Commission que le CCNEA (sixième session) avait souligné qu'il importait de disposer en temps voulu des documents et des normes en langue arabe afin que les membres puissent formuler des observations dans les délais impartis. Le Comité avait examiné les questions soumises par la Commission, comme par exemple l'impact des normes privées, la nécessité d'une norme pour le fromage fondu, la mise en œuvre des normes existantes et l'élaboration du nouveau Plan stratégique. Le Comité avait achevé l'élaboration d'un code d'usages et de deux normes au niveau régional qui doivent être examinés au point 4 de l'ordre du jour. Le Comité avait pris note de l'intérêt du Liban pour les fonctions de nouveau coordonnateur.

Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest (CCNASWP)

15. Le coordonnateur pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest (Tonga) a présenté succinctement les principaux points qui ont fait l'objet de débats lors de la onzième session du CCNASWP, à savoir les remerciements exprimés à la FAO et à l'OMS pour l'assistance technique et les avis scientifiques fournis et les domaines de priorité pour les futures activités de renforcement des capacités, le soutien au déplacement d'accent du Fonds fiduciaire du Codex de l'Objectif 1 « Élargir la participation » au profit des Objectifs 2 et 3 « Renforcer la participation globale » et « Améliorer la participation scientifique et technique » tout en garantissant que les pays « affranchis » continuent de participer aux réunions du Codex; l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan stratégique actuel du CCNASWP et le processus d'élaboration du nouveau Plan. Le CCNASWP avait aussi noté l'évolution récente de la situation concernant les systèmes nationaux de contrôle des aliments, les activités de formation et de renforcement des capacités, les domaines prioritaires concernant la mise en œuvre du Plan stratégique régional; et l'utilisation des normes du Codex dans la région. Le CCNASWP était aussi convenu d'examiner à sa prochaine session un document révisé sur le kava et avait recommandé à l'unanimité à la Commission de nommer la Papouasie-Nouvelle-Guinée en tant que prochain coordonnateur pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest.

AMENDEMENTS PROPOSÉS AU MANUEL DE PROCÉDURE (Point 4 de l'ordre du jour)⁴

Amendement proposé au mandat du Comité du Codex sur les fruits et légumes traités

16. La Commission a rappelé qu'elle avait demandé au Comité sur les fruits et légumes traités de réexaminer son mandat afin d'envisager l'incorporation des jus de fruits et de légumes étant donné la dissolution du Groupe intergouvernemental spécial sur les jus de fruits et de légumes, cette démarche s'inscrivant dans le cadre de l'examen des structures et mandats des comités et groupes spéciaux du Codex.

17. De nombreuses délégations et observateurs ont appuyé l'incorporation des jus et des nectars de fruits et de légumes dans le mandat du Comité, à l'exclusion des « produits apparentés », estimant que cette

⁴ CX/CAC 11/34/2. CX/CAC 11/34/2-Add.1 (observations du Brésil, de Cuba, du Mexique, de l'ICBA et de l'ICGMA). CX/CAC 11/34/2-Add.2 (observations de l'UE et de la FIJU).

expression était ambiguë et risquait d'élargir le champ d'application des travaux du Comité à des produits qui pourraient ne pas correspondre à ce que l'on entend par fruit ou légume traité, par exemple des produits composés, dans lesquels le jus de fruit pourrait être utilisé comme un ingrédient, mais déjà couverts par des textes horizontaux du Codex portant sur les aliments à ingrédients multiples. Une proposition libellée ainsi « les jus et les nectars de fruits et de légumes et leurs produits » n'a pas été acceptée au motif que sa signification ne semblait pas différente de « produits apparentés ».

18. La délégation brésilienne a soutenu l'amendement proposé par le Comité et a fait observer que la suppression de l'expression « produits apparentés » risquait de limiter le travail du Comité sur des produits qui étaient actuellement disponibles sur le marché ou pourraient le devenir, par exemple extraits de fruits tropicaux, boissons à base de pulpe et/ou de jus, etc.

19. La délégation des États-Unis d'Amérique, s'exprimant en tant que Présidente du Comité, a expliqué que, en se penchant sur la recommandation de la Commission d'inclure les jus de fruits et de légumes, le Comité avait retenu la partie pertinente du mandat du Groupe intergouvernemental spécial sur les jus de fruits et de légumes, à savoir « les jus et les nectars de fruits et de légumes et les produits apparentés » et l'avait incorporée dans son mandat afin de pouvoir réaliser à l'avenir les travaux couverts jusqu'ici par le Groupe spécial. Il a par ailleurs expliqué que, lorsque le Groupe spécial était en activité, les « produits apparentés » concernaient uniquement les nectars et, étant donné que l'amendement proposé prenait déjà en compte ce produit, il n'était peut-être pas nécessaire d'inclure « produits apparentés » dans le mandat révisé.

20. Compte tenu de ce qui précède, la Commission est convenue d'adopter l'amendement du mandat du Comité sur les fruits et légumes traités en excluant la mention « produits apparentés ». La délégation brésilienne a exprimé ses réserves sur cette exclusion.

PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS A L'ÉTAPE 8 DE LA PROCÉDURE (NOTAMMENT CEUX SOUMIS À L'ÉTAPE 5 AVEC OMISSION RECOMMANDÉE DES ÉTAPES 6 ET 7 ET CEUX SOUMIS À L'ÉTAPE 5 DE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE) (Point 5 de l'ordre du jour)⁵

21. Tenant compte des recommandations issues de l'examen critique mené par le Comité exécutif à sa soixante-cinquième session, la Commission a adopté les avant-projets de normes et textes apparentés soumis par ses organes subsidiaires à l'étape 8 (notamment ceux soumis à l'étape 5 avec omission recommandée des étapes 6 et 7), ainsi que d'autres normes et textes apparentés qui lui avaient été communiqués pour adoption, tels que présentés à l'Annexe III au présent rapport. Les normes et textes apparentés ont été adoptés tels qu'approuvés par les comités compétents au regard des dispositions sur les additifs alimentaires, l'hygiène alimentaire, l'étiquetage des denrées alimentaires et les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, en intégrant notamment les modifications de forme.

22. Les paragraphes ci-après donnent des renseignements supplémentaires sur les observations formulées et sur les décisions prises sur certains points.

⁵ CX/CAC 11/34/3, CX/CAC 11/34/3-Add.1, CX/CAC 11/34/3-Add.2 (synthèse des débats du groupe des Amis du Président), CX/CAC 11/34/3-Add.3, CX/CAC 11/34/4 (observations de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de l'Égypte, des États-Unis d'Amérique, de l'Iran, du Mexique, de la Norvège, du Pérou, de l'Union européenne et de l'IFAH), document de séance 2 (observations non sollicitées sur la ractopamine des pays suivants: Brésil, Guinée-Bissau, Jamaïque, Kenya, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République dominicaine et Suriname), document de séance 3 (observations de l'Égypte), document de séance 4 (observations de la Malaisie), document de séance 5 (observations de l'ALA), document de séance 6 (observations de la Norvège), document de séance 7 (observations du Nigéria), document de séance 8 (observations du Mexique), document de séance 9 (observations du Brésil), document de séance 10 (observations de l'Indonésie), document de séance 11 (observations de l'Union européenne), document de séance 12 (observations de l'Inde), document de séance 13 (observations des Philippines), document de séance 14 (observations du Libéria), document de séance 16 (observations du Japon), document de séance 18 (observations de la Thaïlande), document de séance 19 (observations de la Chine).

Résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments

*Projets de LMR pour la narasine (tissus de porc) et la tilmicosine (tissus de poules/poulets et dindons)*⁶

23. Les délégations norvégienne et suisse ont fait part de leur inquiétude quant à l'usage non thérapeutique des médicaments vétérinaires chez les animaux destinés à la production alimentaire et, en ce qui concerne la narasine, le risque de renforcement de la résistance aux antimicrobiens, une préoccupation partagée par un observateur. Plusieurs délégations ont appuyé l'adoption des LMR car elles reposaient sur une évaluation scientifique de risques réalisées par le JECFA

24. La Commission a adopté les projets de LMR pour la narasine (tissus de porc) et la tilmicosine (tissus de poulets et dindons), conformément à la recommandation du CCRVDF. Les délégations de la Croatie, de l'Égypte, de l'Iran, de la Norvège, de la Suisse et de l'Union européenne ont exprimé leurs réserves concernant l'adoption des LMR pour la narasine; celles de la Croatie, de l'Égypte et de l'Iran ont fait de même concernant l'adoption des LMR pour la tilmicosine.

Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens

*Projet de lignes directrices pour l'analyse des risques liés à la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire*⁷

25. La délégation des États-Unis d'Amérique a remercié la République de Corée des efforts qu'elle a déployés en assumant la présidence du Groupe sur la résistance aux antimicrobiens, et qui ont permis d'élaborer un projet de lignes directrices pour l'analyse des risques liés à la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire. La délégation a noté que les membres du Codex étaient une nouvelle fois parvenus à surmonter leurs différences pour trouver un consensus, et qu'ils avaient rédigé un document fondé scientifiquement, soutenant l'idée selon laquelle l'évaluation des risques était indispensable pour se prononcer sur les questions de sécurité sanitaire des aliments et convenir des options de gestion des risques. Selon elle, les décisions de gestion des risques devraient toujours se fonder sur une évaluation des risques.

26. La Commission a adopté le projet de lignes directrices et félicité la République de Corée pour son excellent travail préparatoire et pour avoir permis au groupe de travail de mener à bien dans les temps la tâche qui lui était confiée.

Fruits et légumes traités (CCPFV)

*Avant-projet de norme pour la noix de coco desséchée (révision de la norme CODEX STAN 177-1991)*⁸

27. Le Président du Comité a indiqué que le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires n'avait pas adopté l'expression « noix de coco desséchée à teneur réduite en huile » comme nom de produit pour la noix de coco desséchée dont l'huile a été extraite en partie. Les termes « à teneur réduite en huile » pourraient en effet être interprétés comme une allégation relative à la teneur en éléments nutritifs ou comme une modification de la dénomination commune normalisée, ce qui risquerait d'induire le consommateur en erreur. Pour rendre la norme conforme à la décision du CCFL, il faudrait modifier deux de ses dispositions, celle sur la définition du produit (section 2.1.2) et celle sur la teneur en huile (section 3.1.4c), comme cela est indiqué dans le document de séance 9, tout en maintenant son champ d'application aux deux produits (noix de coco desséchée et noix de coco desséchée dont l'huile a été extraite en partie).

28. Sur la base de cette explication, la Commission est convenue d'adopter la norme au titre des étapes 5/8 en y apportant les modifications précisées ci-dessus.

*Avant-projet d'annexe sur certains champignons (révision de la norme CODEX STAN 55-1981) (pour inclusion dans la norme du Codex pour certains légumes en conserve)*⁹

29. La délégation égyptienne a indiqué que son pays appliquait une teneur maximale de 10 g/kg pour le glutamate monosodique, contrairement aux bonnes pratiques de fabrication précisées dans l'Annexe et adoptées par le Comité sur les additifs alimentaires.

⁶ REP11/RVDF par. 49, Annexe II.

⁷ REP11/AMR par. 80, Annexe II.

⁸ REP11/PFV, par. 45, Annexe III.

⁹ REP11/PFV, par. 84, Annexe IV.

30. La délégation de l'Union européenne a fait part de ses réserves concernant l'utilisation, pour les champignons en conserve présentés sous conditionnement ordinaire (saumure), du glutamate monosodique en tant qu'exaltateur d'arôme, ce dernier pouvant servir à masquer la qualité médiocre de la matière première et tromper les consommateurs quant au caractère naturel du produit; elle a aussi exprimé ses réserves concernant le caramel colorant IV pour des raisons de sécurité. Les délégations norvégienne, suisse et kényane ont également exprimé leurs réserves, les deux premières quant à l'utilisation de colorants, arguant qu'ils pourraient servir à masquer la qualité médiocre de la matière première et que leur emploi ne serait pas justifié techniquement, la troisième concernant l'utilisation du glutamate monosodique en tant qu'exaltateur d'arôme dans les champignons en conserve

31. La Commission a donc adopté l'Annexe aux étapes 5/8 en y incluant les réserves précisées plus haut.

Avant-projet de norme pour les pousses de bambou en conserve (révision de la norme CODEX STAN 241-2003)¹⁰

32. La Commission a noté que les méthodes d'analyse des impuretés minérales devraient être supprimées, la norme ne comportant pas de disposition correspondante. Elle a indiqué qu'il en allait de même pour celles applicables aux contaminants (plomb et cadmium), la norme générale pour les contaminants et les toxines dans les aliments destinés à la consommation humaine et animale ne prévoyant pas de limites maximales à la présence desdits contaminants dans les conserves. Les méthodes d'analyse de l'étain devraient elles aussi être supprimées, sous réserve de consultations ultérieures sur les méthodes d'analyse entre le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage et le Comité sur les fruits et légumes traités.

33. Sur la base des considérations ci-dessus précisées, la Commission a adopté la norme aux étapes 5/8 en modifiant la section sur les méthodes d'analyse.

Comité de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CCLAC)

Avant-projet de norme régionale pour la coriandre du Mexique¹¹

34. La délégation colombienne a fait part de ses réserves quant à l'absence de dispositions relatives à l'excès d'humidité extérieure, qui pourrait entraîner une augmentation du taux d'humidité dans le produit final (section 2.1), ce qui en affecterait la sécurité sanitaire. La délégation a également exprimé ses réserves sur l'humidité extérieure pour les feuilles cassées ou fragmentées pour la catégorie II (section 2.2): celle-ci étant supérieure à celle habituellement prévue par les normes du Codex pour les fruits et les légumes frais, elle pourrait nuire à la qualité du produit.

35. La délégation du Costa Rica, en tant que pays dirigeant le groupe de travail du CCLAC chargé de l'élaboration de cette norme, a expliqué que ces inquiétudes avaient été apaisées à la dernière session du Comité, durant laquelle les membres présents de la région étaient convenus de transmettre la norme à la Commission en vue de son adoption définitive, la Colombie ayant cependant formulé certaines réserves à ce sujet.

36. La Commission a adopté la norme aux étapes 5/8, en notant les réserves exprimées par la Colombie.

Avant-projet de norme régionale pour la lucuma¹²

37. La délégation colombienne a fait part de ses réserves concernant la combinaison des catégories de calibre et de qualité (section 3) et quant à l'emploi du nombre de noyaux comme paramètre pour déterminer les différentes catégories de qualité (section 2.2). Elle a également observé que certaines dispositions devraient être harmonisées avec le mode de présentation habituel des normes du Codex pour les fruits et les légumes frais.

38. La Commission a adopté la norme aux étapes 5/8, en notant les réserves exprimées par la Colombie.

¹⁰ REP11/PFV, par. 95, Annexe V.

¹¹ REP11/LAC, par. 60, Annexe II.

¹² REP11/LAC, par. 67, Annexe III.

Comité de coordination pour l'Asie (CCASIA)

*Avant-projet de norme régionale pour la sauce chili*¹³

39. La Commission a adopté l'avant-projet de norme régionale aux étapes 5/8 avec omission des étapes 6 et 7, y compris les modifications proposées par le CCFA¹⁴ et le CCFL.¹⁵

Hygiène des aliments (CCFH)

*Avant-projet de directives pour la maîtrise de Campylobacter et de Salmonella spp dans la chair de poulet*¹⁶

40. La Commission a adopté l'avant-projet de directives. Elle a noté que celles-ci étaient scientifiquement fondées et qu'associées à l'outil en ligne élaboré par la FAO et l'OMS, elles apporteraient aux pays des orientations utiles pour assurer la salubrité de la production de poulet. La délégation de l'Union européenne s'est félicitée de la mise au point finale des directives et a remercié toutes les délégations pour leur ouverture, celle-ci ayant permis de parvenir à un accord sur l'utilisation de décontaminants chimiques. L'Union européenne estime qu'aux termes de cet accord, l'autorité compétente à l'une ou l'autre des étapes de la chaîne alimentaire, y compris le pays de consommation, peut demander que les substances employées pour la décontamination soient soumises à son approbation.

*Avant-projet de révision du Code d'usages international recommandé en matière d'hygiène pour le captage, l'exploitation et la commercialisation des eaux minérales naturelles (CAC/RCP 33-1985)*¹⁷

41. La Commission a adopté l'avant-projet de révision, y compris les modifications de forme. Elle a également noté que, suite à cette adoption, la section 4.4 (critères microbiologiques) de la norme pour les eaux minérales naturelles (CODEX STAN 108-1981) devrait être modifiée de sorte à remplacer les exigences actuelles par un énoncé renvoyant au Code révisé (voir le point 8 de l'ordre du jour).

Huiles et matières grasses (CCFO)

*Projet d'amendement à la norme pour les huiles végétales portant un nom spécifique: inclusion de l'oléine de palmiste et de la stéarine de palmiste*¹⁸

42. La délégation égyptienne a estimé que la référence aux huiles brutes devrait être précisée, la norme étant censée couvrir les huiles comestibles.

43. La délégation malaysienne, qui assume la présidence du Comité sur les huiles et les matières grasses (CCFO), a indiqué que le terme « brutes » est employé pour de nombreuses huiles obtenues par les procédés mécaniques décrits à la section 2.2.2 de la norme pour les huiles végétales portant un nom spécifique, et rappelé que le Comité était convenu à l'unanimité de transmettre le projet d'amendement pour adoption.

44. La Commission a adopté le projet d'amendement tel que proposé par le CCFO et pris note de la réserve exprimée par la délégation égyptienne.

*Code d'usages pour l'entreposage et le transport des huiles et des graisses comestibles en vrac: projet de critères pour évaluer l'acceptabilité de substances en vue de leur inclusion dans une liste de cargaisons précédentes acceptables*¹⁹

45. La délégation colombienne a proposé que le troisième critère devienne simplement « la substance ne devrait pas être ou contenir un allergène alimentaire connu », et de supprimer ainsi la deuxième partie de la phrase d'origine (« à moins que l'allergène alimentaire identifié puisse être éliminé de manière adéquate par transformation ultérieure de la graisse ou de l'huile pour son utilisation finale »), aucune indication claire n'étant donnée quant au procédé qui serait utilisé pour éliminer l'allergène.

¹³ REP11/ASIA, par. 76, Annexe III.

¹⁴ REP11/FA, par. 33 et 34 et Annexe II.

¹⁵ REP11/FL, par. 19.

¹⁶ REP11/FH, par. 63, Annexe III.

¹⁷ REP11/FH, par. 116, Annexe V.

¹⁸ REP11/FO, par. 30, Annexe II.

¹⁹ REP11/FO, par. 40, Annexe III.

46. La Commission a adopté le projet de critères tel que proposé par le CCFO et pris note de la réserve exprimée par la délégation colombienne.

Code d'usages pour l'entreposage et le transport des huiles et des graisses comestibles en vrac: projet de liste et avant-projet de liste de cargaisons précédentes acceptables²⁰

47. La délégation des États-Unis s'est déclarée opposée à l'adoption du projet de liste et de l'avant-projet de liste et a proposé de les renvoyer au Comité sur les huiles et les matières grasses pour les raisons suivantes: le Comité a travaillé pendant près de vingt ans sur ce thème sans parvenir à un consensus sur l'élaboration des listes; à la dernière session du CCFO, les débats qui se sont tenus au sein du groupe de travail intra-session et en séance plénière ont mis en évidence une profonde division entre les délégués et montré qu'il était impossible de parvenir à un consensus; l'absence de critères permettant d'évaluer les substances a fortement entravé la mise au point définitive des listes; c'est pourquoi, la réunion technique FAO/OMS a défini les critères utilisés pour élaborer les critères définitifs adoptés à la présente session, mais la liste proposée de substances ne satisfait pas à ces derniers (en particulier au second), soit car aucune DJA ne leur est associée, soit car la DJA existante ne s'applique qu'à l'usage en tant qu'arôme et non aux contaminants provenant des cargaisons précédentes; tout cela pose problème car les critères ont été élaborés en vue d'évaluer les substances à inclure dans les listes. La délégation a souligné que, selon elle, le fait que ces listes ne soient pas adoptées ne devrait pas pénaliser les pays qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour effectuer leur propre évaluation de la sécurité sanitaire; en effet, plusieurs organismes tiennent déjà des listes de cargaisons acceptables qui sont mises à disposition du public. La délégation a indiqué que si la Commission adoptait les listes, il conviendrait de demander au CCFO d'examiner immédiatement toutes les substances au regard des critères.

48. Plusieurs délégations ont appuyé cette position et fait part de leur préoccupation quant à la tenue de ces listes et au fait que plusieurs substances y étant incluses ne satisfaisaient pas aux critères qui venaient d'être adoptés.

49. La délégation malaisienne, qui assume la présidence du Comité sur les huiles et les matières grasses, a rappelé que les pays ont déjà eu de nombreuses fois l'occasion de débattre de cette question, que les points soulevés par les États-Unis avaient été examinés en profondeur et que de nombreuses délégations étaient favorables à l'avancement des listes pour les raisons ci-après: celles-ci seraient particulièrement favorables aux pays en développement qui ne possèdent ni les compétences techniques ni les ressources nécessaires pour élaborer leurs propres listes; ces substances sont actuellement utilisées en tant que cargaisons précédentes acceptables dans le commerce des huiles et des graisses, et ont été jugées salubres; les listes commerciales nationales sont élaborées sur la base exclusive de contributions nationales, alors que les listes du Codex sont élaborées à l'échelle internationale; enfin, l'absence d'harmonisation internationale pourrait faire obstacle au commerce. La délégation a également rappelé que mandat avait été donné au CCFO d'élaborer les listes de cargaisons précédentes acceptables au moment où le Code d'usages avait été adopté parallèlement aux listes de cargaisons précédentes directes interdites (1999), et que le Comité exécutif, à sa soixante-deuxième session, avait recommandé au CCFO de mener à bien ses travaux d'ici à 2011, ce qui montre qu'il souhaitait vivement leur adoption.

50. De nombreuses délégations ont appuyé l'adoption des listes pour les raisons mentionnées plus haut. Il a été noté qu'au fil des ans seules des modifications mineures avaient été apportées aux listes déjà élaborées par d'autres organes, et qu'il semblait donc peu probable que des mises à jour fréquentes soient nécessaires. Il a également été noté que le Code précisait que la liste était sujette à examen et, éventuellement, à modifications en vue de tenir compte des avancées scientifiques (Note (3) aux projets de liste).

51. Le Représentant de l'OMS a rappelé qu'il était impossible au JECFA d'évaluer toutes les substances présentes sur les listes, et proposé au Comité d'utiliser les critères pour évaluer l'acceptabilité des substances, étant entendu que si des problèmes étaient décelés, l'avis de la FAO et de l'OMS pourrait être sollicité au cas par cas, sur certains points, en leur communiquant les données nécessaires à cet effet.

52. La Commission a adopté le projet de liste à l'étape 8 et l'avant-projet de liste aux étapes 5/8, et confié au Comité sur les huiles et les matières grasses la tâche prioritaire d'examiner les listes au regard des critères adoptés à la présente session, afin de déterminer les substances posant le plus problème à soumettre au

²⁰ REP11/FO, par. 47, Annexe IV.

JECFA pour examen, en fonction des données disponibles et en tenant compte du caractère limité des ressources du JECFA.

Méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS)

*Méthodes d'analyse dans les normes du Codex à différentes étapes de la Procédure*²¹

53. La Commission a adopté les méthodes d'analyse proposées avec les modifications soumises par l'Argentine²².

54. La délégation colombienne a demandé que soient incluses certaines méthodes d'analyse applicables aux eaux minérales naturelles. Le Président du CCMAS a précisé qu'une partie des méthodes proposées, conformes aux critères, avaient été incluses et que toute méthode satisfaisant auxdits critères pouvait être employée.

Additifs alimentaires (CCFA)

*Projet et avant-projet de dispositions relatives aux additifs alimentaires de la Norme générale pour les additifs alimentaires (NGAA)*²³

55. La Commission a noté que plusieurs délégations étaient favorables à la suppression de la note 16 « Utilisation dans les glaçages, enrobages ou décorations des fruits, des légumes, de la viande ou du poisson » dans la disposition sur les caroténoïdes de la catégorie d'aliments 9.1.1 « Poisson frais » du fait que, selon elles, cet usage pourrait induire en erreur les consommateurs. À cet égard, la Commission a également pris note de l'inquiétude exprimée par le Comité sur les poissons et les produits de la pêche selon lequel les glaçages colorés pourraient être utilisés pour simuler l'aspect du poisson frais et tromper ainsi le consommateur quant à la fraîcheur du poisson et des produits de la pêche²⁴.

56. La délégation des États-Unis d'Amérique, appuyée par l'Australie, s'est dite favorable au maintien de la note 16 et précisé ces substances n'étaient pas utilisées pour injecter des couleurs dans les produits mais comme enrobage. Elle a rappelé les recommandations du Comité exécutif (cinquante-huitième session), adoptées par la Commission à sa vingt-huitième session, aux termes desquelles « *la Norme générale Codex pour les additifs alimentaires (NGAA) devrait être l'unique point de référence faisant autorité pour les additifs alimentaires et ceci devrait être clairement énoncé dans toutes les normes de produits*²⁵ ». La délégation norvégienne, s'exprimant en tant que Président du CCFFP, a rappelé que les comités devaient examiner si les dispositions relatives aux additifs alimentaires figurant dans les normes de produit étaient justifiées sur le plan technologique, que le CCFFP avait examiné ces additifs et, n'ayant trouvé aucune justification technologique, avait recommandé de supprimer la note.

57. La délégation de l'Union européenne a proposé de remplacer la note O1 « À l'exclusion des pâtes contenant des légumes » et la note P « Pour emploi dans les pâtes faites de *Triticum aestivum*, et pour emploi dans les nouilles » par la note P1 « Pour emploi dans les nouilles uniquement » dans la disposition sur les β -carotènes (légumes) de la catégorie d'aliments 06.4.2 « Pâtes sèches et nouilles et produits similaires ». Cette proposition a reçu le soutien d'autres délégations, qui ont noté qu'elle était conforme à la démarche adoptée pour l'emploi des autres colorants dans cette catégorie d'aliments.

58. La Commission a adopté le projet et l'avant-projet de dispositions relatives aux additifs alimentaires tels que proposés par le CCFA avec les modifications ci-après:

- suppression de la note n°16 « Utilisation dans les glaçages, enrobages ou décorations des fruits, des légumes, de la viande ou du poisson » dans la disposition sur les caroténoïdes de la catégorie d'aliments 9.1.1 « Poisson frais » (la note n°4 de la disposition « À des fins de décoration, d'estampillage, de marquage du produit » a par contre été conservée); et
- remplacement de la note O1 et de la note P par la note P1 dans la disposition sur les β -carotènes (légumes) de la catégorie d'aliments 06.4.2 « Pâtes sèches et nouilles et produits similaires ».

²¹ REP11/MAS, par. 25-51, Annexe III.

²² CX/CAC 11/34/4, p. 15.

²³ REP11/FA par.75, Annexe III.

²⁴ REP11/FFP, par.166.

²⁵ ALINORM 05/28/3A, par. 56.

59. La Commission a pris note des réserves formulées par différents pays : le Brésil pour la disposition sur le caramel IV dans la catégorie d'aliments 11.6 « Édulcorants de table y compris ceux contenant des édulcorants intenses »; le Chili pour la disposition sur les sulfites dans la catégorie d'aliments 4.1.1.2 « Fruits frais traités en surface » et toutes les dispositions pour l'érythrosine; Cuba pour la disposition sur les sulfites dans la catégorie d'aliments 14.2.7 « Boissons alcoolisées aromatisées (par exemple boissons rafraîchissantes dérivées de bière, de vin et de spiritueux, rafraîchissements à faible teneur en alcool) » et toutes les dispositions pour l'érythrosine; l'Égypte pour les dispositions sur l'ester éthylique d'arginate laurique; l'Union européenne pour les dispositions sur la canthaxanthine, le caramel III, le caramel IV, l'ester éthylique d'arginate laurique et les glycosides de stéviol; la Norvège pour les dispositions sur la canthaxanthine, l'ester éthylique d'arginate laurique et les glycosides de stéviol; la République de Corée pour les dispositions sur les caroténoïdes dans les catégories d'aliments 09.1.1 « Poisson frais » et 09.1.2 « Mollusques, crustacés et échinodermes frais »; et la Suisse pour les dispositions sur les glycosides de stéviol et la canthaxanthine dans les produits frais.

60. La Commission a également pris note de la réserve formulée par les délégations de l'Australie et des États-Unis d'Amérique concernant la suppression de la note 16 de la disposition sur les caroténoïdes de la catégorie d'aliments 9.1.1 « Poisson frais ».

Amendements aux dispositions relatives aux additifs alimentaires pour les antioxydants et les conservateurs dans la catégorie d'aliments 04.1.2.2 « Fruits secs » de la NGAA²⁶

61. La Commission a adopté les amendements aux dispositions relatives aux additifs alimentaires pour les antioxydants et les conservateurs dans la catégorie d'aliments 04.1.2.2 « Fruits secs » de la NGAA et révisé comme suit la note 135 « Sauf pour utilisation dans les abricots secs à 2000 mg/kg, les raisins secs blanchis à 1500 mg/kg, la noix de coco desséchée à 200 mg/kg et la noix de coco dont l'huile a été partiellement extraite à 50 mg/kg ».

Contaminants dans les aliments (CCCF)

Avant-projet limites maximales pour la mélamine dans l'alimentation (préparation liquide pour nourrisson)²⁷

62. Un certain nombre de délégations et un observateur, tout en appuyant l'avant-projet de LM, ont émis une objection ou une réserve au sujet de la note sur l'exemption de LM, libellée comme suit « La limite maximale ne s'applique pas aux préparations liquides pour nourrissons pour lesquelles il peut être prouvé que la teneur en mélamine supérieure à 0,15 mg/kg est la conséquence de la migration de matériaux en contact avec les aliments en tenant compte de toute limite de migration autorisée nationale ». Ces délégations estimaient que la teneur en mélamine dans un produit sensible, tel qu'une préparation liquide pour nourrisson, devait être aussi basse que possible et que la note était de nature à permettre des teneurs en mélamine excessives. Le Président du Comité sur les contaminants dans les aliments a indiqué que la LM était destinée à différencier les produits dénaturés de ceux qui pourraient contenir de la mélamine à travers la migration possible du matériel d'emballage. Il a aussi été précisé que la note tenait compte de cette migration inévitable dans le produit à partir des matériaux d'emballage, que ces teneurs dues à la migration seraient négligeables et ne présenteraient pas un risque pour la santé humaine, et qu'elles seraient fonction de la législation nationale. Toutefois, compte tenu des réserves et de l'inquiétude que continue de susciter cette note, la Commission est convenue d'adopter la LM à l'étape 5, et de l'avancer à l'étape 6 pour observations et discussion du Comité sur les contaminants dans les aliments.

Résidus de pesticides (CCPR)

Projet et avant-projet de limites maximales de résidus pour les pesticides²⁸

63. La Commission a adopté les projets de LMR à l'étape 8 en notant les réserves exprimées par l'Union européenne et la Norvège sur l'utilisation de l'haloxyfop (194) et du fluopicolide (235) pour un certain nombre de produits agricoles, en raison de problèmes d'ingestion chronique et aiguë respectivement énoncés dans le document CX/CAC 11/34/4-Add.1 et le document de séance 6.

²⁶ REP11/FA par. 26.

²⁷ REP11/CF, par. 33, Annexe III.

²⁸ REP11/PR, par. 31-81, Annexe II et Annexe III.

64. La Commission a adopté les avant-projets de LMR aux étapes 5/8, notant les réserves exprimées par l'Union européenne et la Norvège sur plusieurs LMR de groupe concernant différentes combinaisons pesticides/produits agricoles pour les motifs énoncés dans le document CX/CAC 11/34/4-Add.1 et le document de séance 6.

65. La Commission a aussi adopté les avant-projets de LMR pour les épices aux étapes 5/8, à l'exception des LMR proposées pour l'ométhoate (055) dans les groupes « fruit ou baie (028B) » et « racine ou rhizome (028D) » qui ont été adoptées à l'étape 5 uniquement, étant donné que le CCPR avait décidé auparavant de retirer toutes les LMR pour ce produit.

66. À cet égard, le secrétariat de la JMPR (OMS) a précisé que le CCPR (trente-sixième session) avait retiré les LMR Codex concernant l'ométhoate pour les produits agricoles, celui-ci ne bénéficiant plus de l'appui du fabricant, ce qui ne permettait pas de réévaluer les résidus d'ométhoate sur la base d'études d'essais de résidus. Par contre, les LMR pour les épices ont été fixées sur la base de données de suivi, ce qui constitue un cas encore jamais rencontré; il était donc conseillé de demander l'avis du CCPR sur la manière de traiter les LMR concernant l'ométhoate proposées pour les épices avant de procéder à leur adoption finale.

Poissons et produits de la pêche (CCFFP)

Projet de norme pour la sauce de poisson²⁹

67. La Commission a adopté le projet de norme avec des modifications rédactionnelles concernant les numéros SIN pour les benzoates et les sorbates et noté la réserve émise par l'Union européenne quant à l'inclusion du caramel III-ammoniaque caramel (SIN 150c) pour des raisons de sécurité sanitaire.

Avant-projet de Code d'usages pour le poisson et les produits de la pêche (section sur le poisson fumé et définitions pertinentes)³⁰

68. La Commission a adopté la section sur le poisson fumé et les définitions pertinentes avec les modifications rédactionnelles proposées par la Norvège et l'Union européenne dans leurs observations écrites. (CX/CAC11/34/4-Add.1)

Avant-projet d'amendement de la section 3.4.5.1 Eau du Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche³¹

69. La Commission a adopté l'avant-projet d'amendement de la section 3.4.5.1. L'Union européenne a accueilli favorablement l'amendement et remercié les délégations de leur ouverture d'esprit qui a permis de parvenir à un accord sur l'utilisation de concentrations de chlore plus élevées dans l'eau que dans l'eau potable pour le traitement de l'eau entrant en contact direct avec les poissons et les produits de la mer. L'Union européenne estime qu'aux termes de cet accord, l'autorité compétente responsable à quelque étape que ce soit de la chaîne alimentaire, y compris dans le pays de consommation, peut exiger que les substances utilisées pour le traitement de l'eau soient soumises à son approbation.

Fruits et légumes frais (CCFFV)

Projet de norme pour les tamarillos³²

70. La Commission a adopté la norme à l'étape 8 avec une modification rédactionnelle du tableau sur le calibrage par diamètre (section 3, tableau A) visant à remplacer la fourchette du code de calibre E « 35-45 » par « 45-35 » par souci de cohérence.

Avant-projet de norme pour les piments forts³³

71. La Commission a adopté la norme aux étapes 5/8 avec les amendements suivants: la référence au transport en vrac a été éliminée par souci de cohérence avec la décision antérieure du Comité d'éliminer dans toute la norme les dispositions concernant le transport en vrac, de telles dispositions n'étant pas appropriées

²⁹ REP11/FFP, par. 36, Annexe III.

³⁰ REP11/FFP, par. 70, Annexe V.

³¹ REP11/FFP, par. 75, Annexe VI.

³² REP11/FFV, par. 70, Annexe III.

³³ REP11/FFV, par. 92, Annexe IV.

pour ce produit (section 4) et pour inclure l'indication facultative sur l'étiquette de la force piquante du piment dans des emballages destinés ou non destinés à la vente au détail (sections 6.1.1 et 6.2.2), car tous les pays n'ont pas la capacité d'appliquer cette disposition, faute des données requises pour classer les variétés par force piquante, et parce qu'aucune méthode d'analyse de référence ne figure dans la norme à cet effet.

72. Le Représentant de l'UNECE a indiqué que l'UNECE souhaiterait que la Commission du Codex Alimentarius adopte la norme pour les piments forts aux étapes 5/8. L'UNECE examine cette norme depuis plusieurs années. En mai 2011, la Section spécialisée de la normalisation des fruits et des légumes frais de l'UNECE a converti le texte de la norme du Codex en norme-cadre UNECE, l'a examiné et soumis au groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles en vue de son adoption comme une recommandation pour une période d'essai d'un an. Cette période d'essai permettra aux pays de préciser certaines dispositions techniques, par exemple les défauts de la peau pouvant affecter 2 et 3 pour cent de la surface du produit pour les catégories I et II, de vérifier le nom botanique des espèces visées par la norme, l'objectif étant d'harmoniser le texte de l'UNECE et celui du Codex, et de vérifier les méthodes utilisées pour déterminer la force piquante. Sur la base des renseignements communiqués en retour par les pays, la recommandation sera revue par la Section spécialisée en mai 2012 en vue de son adoption en tant que norme par le groupe de travail en 2012. Les résultats de la discussion de la Section spécialisée seront présentés au Comité des fruits et des légumes frais pour examen.

Étiquetage des denrées alimentaires (CCFL)

*Projet de révision des directives concernant l'étiquetage nutritionnel: liste des éléments nutritifs qui sont déclarés dans tous les cas, de façon soit obligatoire soit volontaire*³⁴

73. La délégation malaisienne a maintenu son opinion que les acides gras trans devaient être étiquetés avec les acides gras et les acides gras saturés de la section 3.2.1.2 des Directives, manière appropriée d'étiqueter les acides gras et les acides gras saturés pour informer les consommateurs sur le profil réel des aliments au plan des acides gras. La délégation n'a pas appuyé l'adoption du projet de révision concernant l'étiquetage des acides gras trans comme une simple note de bas de page à la section 3.2.1.4. La délégation a également indiqué que les effets négatifs pour la santé des acides gras trans avaient été bien établis, comme en témoigne la Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé qui recommande de réduire la consommation d'acides gras trans. La délégation estimait que plusieurs questions relatives aux acides gras trans restaient en suspens, comme en a discuté le CCFL à sa trente-neuvième session, et notamment l'examen éventuel de la définition des acides gras trans par le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime, et la création d'allégations sur le contenu nutritif lié aux acides gras trans. La délégation a rappelé que le CCFL, à sa trente-neuvième session, avait été informé que l'OMS devait s'occuper cette année de la question des acides gras trans (voir REP11/FL, par. 190). Compte tenu de ces discussions et de l'examen à venir, la délégation a proposé que la Commission diffère l'adoption de l'étiquetage des acides gras trans et la renvoie au CCFL, et examine la déclaration relative aux acides gras trans à l'étape 7 pour des débats plus approfondis, en attendant l'issue des examens évoqués.

74. Un observateur a appuyé la position de la Malaisie.

75. Le Représentant de l'OMS a apporté des précisions quant aux travaux de l'OMS en cours, auxquels la délégation malaisienne a fait référence, et a informé la Commission que l'examen systématique entrepris actuellement par l'OMS ne porte pas sur les acides gras trans, mais sur les effets sanitaires des niveaux et des seuils de lipides totaux. L'examen en cours de l'OMS sur les lipides totaux n'est donc pas lié aux acides gras trans.

76. La délégation canadienne, s'exprimant au titre de Président du CCFL, a informé la Commission que la question avait été examinée en profondeur au sein du CCFL et que le Comité avait tenu compte des informations présentées par l'OMS pendant la session ainsi que de l'intervention et de la réserve de la Malaisie, mais reconnaissait que les acides gras trans n'étaient pas un problème de santé publique dans toutes les juridictions et qu'elle avait donc accepté que soit ajoutée une note de bas de page sur les acides gras trans.

77. La délégation de l'Union européenne a indiqué qu'aucune information nouvelle n'était disponible mais que la question pourrait être réexaminée ultérieurement à la lumière d'éléments nouveaux.

³⁴ REP11/FL, par. 31, Annexe II.

78. La Commission a adopté l'avant-projet d'amendement aux étapes 5/8 et noté la réserve de la Malaisie.

Avant-projet de compilation de textes du Codex sur l'étiquetage applicables à l'étiquetage des aliments dérivés de la biotechnologie moderne³⁵

79. Le délégation canadienne, s'exprimant au titre de Président du CCFL, a déclaré que plusieurs délégations avaient noté que c'était là l'occasion de préciser la note de bas de page qui avait été jointe à l'expression « biotechnologie moderne » dans le titre du document en le faisant précéder des mots « pour une définition de « biotechnologie moderne » ».

80. Plusieurs délégations ont vigoureusement appuyé l'adoption de l'avant-projet, y compris la modification rédactionnelle proposée par le Président, et félicité ce dernier de ses efforts pour réunir un consensus sur cette question, sur laquelle se penche le CCFL depuis de nombreuses années. Ce succès a prouvé qu'une médiation ouverte et transparente était un bon moyen de réunir un consensus.

81. La Présidente de la Commission a également pris acte du succès de la médiation, qui a contribué à rassembler les délégations concernant cette épineuse question. Le Président du CCFL a estimé que ce succès n'aurait pas été possible si les délégations n'avaient pas été prêtes à tenter une approche nouvelle et différente pour parvenir à un consensus.

82. La Commission a adopté l'avant-projet de compilation de textes du Codex sur l'étiquetage applicables à l'étiquetage des aliments dérivés de la biotechnologie moderne aux étapes 5/8.

Comité de coordination pour le Proche-Orient (CCNEA)

Avant-projet de code d'usages régional pour les aliments vendus sur la voie publique (Proche-Orient)³⁶

83. La Commission a noté que le Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (CCFH) n'avait pas encore approuvé le Code, comme ce fut le cas pour les codes conçus par d'autres régions.

84. La Commission a décidé d'adopter le Code à l'étape 5, de le maintenir à l'étape 8 et de le soumettre en vue de son approbation au CCFH, et si le CCFH n'avait pas d'observations majeures à formuler, le Code pourrait être adopté à l'étape 8 à la trente-cinquième session de la Commission, sans qu'il soit nécessaire de le renvoyer devant le CCNEA.

Avant-projet de norme régionale pour la harissa (purée de piment rouge piquant)³⁷

85. La Commission a approuvé la recommandation du Comité exécutif et adopté l'avant-projet de norme aux étapes 5/8 sans les méthodes d'analyse. La norme sera transmise pour approbation au CCMAS et au CCFL.

Avant-projet de norme régionale pour le halva avec tahiné³⁸

86. La Commission a approuvé la recommandation du Comité exécutif et adopté l'avant-projet de norme aux étapes 5/8 sans les méthodes d'analyse. La norme sera adressée pour approbation au CCFA, au CCMAS et au CCFL.

87. La délégation égyptienne, tout en appuyant la norme, a émis une réserve concernant son adoption aux étapes 5/8, préférant qu'elle soit adoptée à l'étape 5 ne serait-ce que pour permettre de plus amples consultations.

Normes et textes apparentés maintenus par la Commission à l'étape 8

Projets de LMR pour la somatotropine bovine³⁹

88. Certaines délégations se sont inquiétées du retard apporté à la prise d'une décision concernant les LMR pour la somatotropine bovine, maintenue à l'étape 8 depuis la vingt-troisième session de la Commission (1999).

³⁵ REP11/FL, par. 156, Annexe III.

³⁶ REP11/NEA, par. 62-72, Annexe II.

³⁷ REP11/NEA, par. 73-75, Annexe III.

³⁸ REP11/NEA, par. 76-79, Annexe IV.

³⁹ ALINORM 95/31, Annexe II.

89. La Commission est convenue d'examiner le projet de LMR pour la somatotropine bovine à sa prochaine session. Pour faciliter sa discussion, et après les interventions du Chili et de Cuba sur la longue période durant laquelle rien n'a été fait, la Commission a demandé au Secrétariat du Codex de rédiger un document faisant l'historique de l'élaboration et de l'examen des LMR au Codex, et notamment un résumé de l'évaluation du JECFA.

Projet de LMR pour la ractopamine⁴⁰

90. La Présidente a rappelé que la Commission, à sa trente-troisième session, n'avait pas été en mesure de dégager un consensus sur le projet de LMR pour la ractopamine et que la Commission avait accepté la proposition de la Présidente d'animer un débat sur de possibles solutions grâce à une technique, utilisée à la FAO, à l'OMC et dans d'autres organisations des Nations Unies, à savoir la création d'un groupe informel des « Amis du Président ». Ce groupe comprenait 11 membres, à savoir: Afrique du Sud, Brésil, Chine, Canada, États-Unis d'Amérique, Ghana, Japon, Mexique, Norvège, Tunisie et Union européenne, et deux observateurs, la Fédération internationale pour la Santé animale et Consumers International.

91. La Présidente a également noté, comme indiqué dans le document CX/CAC 11/34/4-Add.3, que le groupe des « Amis du Président » s'était réuni plusieurs fois et était convenu d'une méthode de travail. Malgré une discussion ouverte et franche, le groupe n'était pas parvenu à un consensus mais avait fait deux propositions, qui avaient laissé la Commission dans la même position qu'à sa trente-troisième session.

92. La Présidente a également expliqué qu'une délégation s'était interrogée sur la transparence du fonctionnement du groupe alors qu'elle avait veillé à préserver cette transparence pendant tout le processus.

93. Plusieurs délégations se sont félicitées des efforts déployés par le groupe pour trouver des solutions. La délégation ghanéenne, qui avait participé aux travaux du groupe, a apprécié le processus, qui a permis de faire la lumière sur des problèmes critiques concernant le Codex, mais regretté que la discussion n'ait pas débouché sur une solution. D'autres délégations ont remercié le groupe de ses efforts. La délégation de l'Union européenne a déclaré avoir participé de manière constructive et positive aux travaux du groupe mais noté qu'à son avis, après un début prometteur, la conduite du processus avait été entachée de plusieurs irrégularités, et que la transparence et la neutralité n'avaient pas toujours été assurées. Une autre délégation, en principe favorable à l'utilisation des « Amis du Président » pour dégager un consensus, a estimé qu'il convenait d'utiliser le groupe conformément aux directives du Codex, qu'il devait être impartial et que les travaux du Codex devaient être ouverts, transparents et n'exclure personne.

94. La Commission a longuement débattu de l'adoption du projet de LMR pour la ractopamine, reprenant les positions et les arguments exprimés à sa trente-troisième session, plusieurs délégations appuyant l'adoption du projet de LMR et plusieurs autres souhaitant interrompre les travaux ou proposant de maintenir le projet de LMR à l'étape 8.

95. Les délégations en faveur de l'adoption du projet de LMR ont souligné que le JECFA avait par trois fois analysé les LRM et s'était acquitté de sa tâche en examinant toutes les données disponibles et noté que ces LMR pourraient être examinées ultérieurement à la lumière de nouvelles données scientifiques. Il a également été observé que le projet de LMR reposait sur une évaluation des risques par le JECFA, conformément aux *Principes d'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments*, inclus dans le Manuel de procédure, et que les préoccupations de la Chine concernant les résidus dans le poumon n'entraient pas dans le champ d'application du projet de LMR à l'étude. Ces délégations ont également souligné que le JECFA avait conclu à la conformité de ces LMR à la DJA et à leur innocuité, et réitéré la confiance que leur inspiraient les travaux du JECFA, qui reposaient sur des bases scientifiques, et se sont inquiétées du précédent qui pourrait être ainsi constitué, et compromettrait les travaux du JECFA et l'évaluation des risques.

96. Ces délégations ont également fait part de leur préoccupation face aux longs délais d'adoption des LMR ne reposant pas sur des facteurs scientifiques et souligné la nécessité de fonder les décisions sur une base scientifique compte tenu du statut des normes du Codex dans le cadre de l'Accord SPS. Elles ont rappelé que de nombreux pays utilisaient les normes du Codex comme base de leur législation et que l'absence de LMR pour la ractopamine pourrait poser des problèmes de sécurité sanitaire des aliments, dans

⁴⁰ ALINORM 08/31/31 par. 47 et Annexe II.

la mesure où l'établissement de LMR pour la ractopamine permettrait d'utiliser sans danger de nouvelles technologies pour répondre à la demande croissante de produits alimentaire prévue par la FAO. De nombreuses délégations ont aussi indiqué que toutes les étapes du Codex devaient être respectées dans l'élaboration de LMR pour la ractopamine.

97. La délégation des États-Unis d'Amérique a noté qu'il n'était pas demandé aux gouvernements d'autoriser l'utilisation de la ractopamine mais d'autoriser les importations, en ayant la certitude que les viandes importées sont sans danger pour les consommateurs à partir du moment où elles ont été produites par le pays exportateur conformément aux normes Codex.

98. Les délégations opposées à l'adoption du projet de LMR restaient préoccupées par l'innocuité de la ractopamine, car de nombreuses questions de sécurité restaient sans réponse, en particulier pour ce qui concerne les résidus dans le tissu pulmonaire et les préoccupations scientifiques liées à l'utilisation de la ractopamine, qui requièrent des études complémentaires. Il a été observé que de nombreux pays étaient opposés à l'emploi de médicaments vétérinaires destinés uniquement à stimuler la croissance et n'ayant pas de fin thérapeutique et que le Codex, organe de gestion des risques, ne doit pas seulement fonder sa décision sur des données scientifiques mais tenir compte d'autres facteurs, comme les préoccupations du consommateur. Elles ont aussi noté qu'une décision ne reposant pas sur un large consensus porterait atteinte à la crédibilité du Codex.

99. La délégation de l'Union européenne a souligné qu'elle avait un profond respect pour les travaux du JECFA mais ne pouvait ignorer l'avis fourni par l'EFSA, qui est à la base de son système de sécurité sanitaire des aliments, lui-même établi conformément aux Principes de l'analyse des risques. La délégation chinoise a fait observer que son pays était le plus gros producteur et consommateur de viande de porc; que la Chine et l'Union européenne représentaient ensemble 70 pour cent de la production porcine dans le monde et plus de 70 pour cent de la consommation de viande porcine dans ces pays; que l'adoption d'une norme sans le soutien de ces deux acteurs majeurs porterait atteinte à la crédibilité du Codex.

100. La délégation chinoise a rappelé les conclusions de leur expérimentation sur les résidus dans le poumon de porc et a exprimé ses préoccupations au regard de la sécurité sanitaire de la ractopamine, notamment les risques liés aux résidus dans les tissus de poumon et d'autres abats. La Chine a donc estimé que si l'évaluation des risques pertinente est achevée et que si les problèmes de sécurité sanitaire sont traités dans leur intégralité, l'adoption des LMR pour la ractopamine pouvait être envisagée.

101. Le Secrétaire du JECFA à l'OMS a rappelé que le JECFA avait évalué une importante base de données toxicologiques, et notamment des études sur l'homme, à sa soixante-deuxième réunion (2004) et établi une DJA de 0-1 µg/kg de poids corporel. Les très nombreuses données sur les résidus qui ont aussi été évaluées ont servi de base aux LMR recommandées pour les tissus porcins et bovins (muscle, foie, rognon et graisse), conformément à la demande du CCRVDF. À sa soixante-sixième réunion (2006), le JECFA a examiné l'établissement de la DJA à la demande du CCRVDF (quinzième session) et confirmé la base scientifique et le bien-fondé de sa décision antérieure.

102. L'analyse effectuée par le JECFA en 2010 à partir d'autres études sur les résidus dans les tissus porcins, soumises par la République populaire de Chine, a confirmé les LMR précédemment recommandées. L'exposition alimentaire estimative, compte tenu du panier alimentaire et des tissus inclus dans le régime alimentaire type, était égale à 50 pour cent environ de la limite du niveau d'apport sans danger (la DJA). Les données sur les résidus dans d'autres tissus, et notamment le poumon, issues de ces nouvelles études ont aussi été évaluées. Il a cependant été noté que les résidus dans ces tissus n'étaient pas systématiquement mesurés et n'étaient pas disponibles dans les précédentes études évaluées aux soixante-deuxième et soixante-sixième réunions du JECFA. Le Secrétaire du JECFA a en outre noté que si le tissu pulmonaire et les autres tissus qui n'entrent pas dans l'alimentation type sont consommés, ils remplacent généralement les tissus inclus dans le régime type (par exemple le muscle) et ils ne s'ajoutent pas à la consommation journalière de produits d'origine animale. Même si les niveaux de résidus dans le poumon sont plus élevés que dans les autres tissus, sur la base de l'exposition alimentaire estimative, ils ne semblent pas être le signe d'un problème pour la santé.

103. Le Secrétariat du JECFA a souligné que le JECFA avait pour mandat d'évaluer les résidus dans les aliments en cas d'utilisation de médicaments vétérinaires conformément aux bonnes pratiques vétérinaires, c'est-à-dire comme recommandé, tandis que les résidus résultant d'une mauvaise utilisation ne peuvent être

examinés. La définition d'une LMR est un aspect important de gestion des risques, mais il incombe aux gouvernements d'instaurer des mesures de contrôle et de surveillance appropriées.

104. Le Secrétariat du JECFA a en outre précisé que l'EFSA n'avait pas entrepris une évaluation des risques à partir des données brutes originales mais un examen de l'évaluation du JECFA fondée sur l'évaluation publiée par le JECFA.

105. La Présidente a noté que le débat prolongé avait essentiellement présenté trois grandes options concernant la manière de procéder : i) continuer de tenir le projet de LMR à l'étape 8; ii) suspendre les travaux sur le projet de LMR; et iii) mettre aux voix l'adoption du projet de LMR. La Présidente a précisé qu'en cas de vote, la question posée serait de savoir si tous les efforts ont été déployés pour dégager un consensus.

106. La délégation des États-Unis d'Amérique a demandé qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur l'adoption du projet de LMR pour la ractopamine.

107. La Présidente a posé la question de savoir si tous les efforts avaient été déployés pour dégager un consensus avant de procéder à ce vote, comme l'exige l'article XII.2 du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius.

108. La discussion qui a suivi a montré que les délégations étaient divisées: i) les délégations qui estimaient que tous les efforts avaient été déployés pour dégager un consensus, que le Codex s'appuyait sur la science et qu'il était nécessaire de prendre une décision pendant la présente session, et qui étaient par conséquent favorables au vote; ii) les délégations qui étaient opposées à l'adoption du projet de LMR et proposaient d'interrompre les travaux; et iii) les délégations qui étaient prêtes à adopter le projet de LMR en substance mais ne souhaitaient pas procéder à un vote, estimant que tous les efforts n'avaient pas été déployés pour dégager un consensus, et qu'un vote porterait atteinte à la crédibilité du Codex et aux LMR à l'étude.

109. La Présidente a observé que les délégations qui pensaient qu'il restait possible de parvenir à un consensus étaient plus nombreuses. Dans ce contexte, le Conseiller juridique de la FAO a expliqué qu'il appartient au Président de déterminer si les conditions exigées par l'article XII.2 sont remplies. Il a toutefois précisé que la Commission peut passer outre à l'avis du Président.

110. Le débat se poursuivant, et en l'absence apparente d'un consensus sur la question de savoir si les conditions requises par l'article XII.2 étaient remplies, la Présidente a proposé qu'il soit procédé à un vote sur la question suivante: *voulez-vous procéder à un vote sur l'adoption des LMR pour la ractopamine à la présente session de la Commission?* (Vote 1). Le Conseiller juridique de la FAO a précisé que le vote aurait lieu soit à main levée, soit par appel nominal, si un membre le demande, ou au scrutin secret, si la Commission en décide ainsi.

111. Plusieurs délégations ont souhaité que le vote ait lieu au scrutin secret. Toutefois, en l'absence de consensus sur la manière de voter, la Commission a procédé à un vote par appel nominal pour décider de la manière de conduire le vote 1.

112. Il a été noté que l'Union européenne étant habilitée à voter sur cette question au nom de ses États Membres (voir le CRD 1), l'Union européenne émet 27 voix, une par État Membre de l'Union européenne présent (au début du vote, la présence des 27 États Membres de l'Union européenne a été confirmée par le Secrétariat).

Votes pour:

Afrique du Sud, Angola, Argentine, Australie, Barbade, Bénin, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Équateur, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Fidji, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Salomon, Indonésie, Jamaïque, Lesotho, Madagascar, Mexique, Népal, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tonga, Turquie, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Zambie.

Votes contre:	Albanie, Arménie, Bélarus, Bhoutan, Chine, Côte d'Ivoire, Croatie, Égypte, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liban, Mali, Maroc, Norvège, Suisse, Tadjikistan, Tunisie, Zimbabwe, Union européenne (27 votes).
Abstentions:	Éthiopie, Gabon, Jordanie, Malaisie, Namibie, Uruguay.
Comptage:	117 votes, 63 pour, 54 contre, 6 abstentions (majorité requise 59).
Résultat:	Le Vote 1 doit se dérouler au scrutin secret.

113. Compte tenu du résultat qui précède, la Commission a procédé au vote 1 au scrutin secret. La présence des 27 États Membres de l'Union européenne a été de nouveau vérifiée par le Secrétariat.

114. Le résultat du vote au scrutin secret a été le suivant:

Votants:	136
Nombre de bulletins:	136
Bulletins nuls:	0
Bulletins valables:	136
Abstentions:	9
Suffrages exprimés:	127
Majorité simple:	64
Votes pour:	59
Votes contre:	68
Résultat:	La Commission ne procédera pas au vote pour l'adoption du projet de LMR pour la ractopamine à la présente session.

Conclusions

115. Compte tenu du résultat du vote, le projet de LMR pour la ractopamine dans les tissus bovins et porcins est maintenu à l'étape 8.

AVANT-PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS À L'ÉTAPE 5 (Point 6 de l'ordre du jour)⁴¹

116. La Commission a adopté à l'étape 5 plusieurs avant-projets de normes et textes apparentés soumis par ses organes subsidiaires, tels que présentés à l'Annexe IV au présent rapport, et les a avancés à l'étape 6.

117. Les paragraphes ci-après donnent des renseignements supplémentaires sur les observations formulées et sur les décisions prises sur certains points.

Poissons et produits de la pêche (CCFFP)

Avant-projet de norme pour la chair du muscle adducteur de coquilles Saint-Jacques et de pétoncles surgelée⁴²

118. La délégation des États-Unis d'Amérique, tout en ne s'opposant pas à l'adoption de l'avant-projet de norme à l'étape 5, a proposé que la Commission demande au Comité sur les poissons et les produits de la pêche d'exclure du champ d'application les coquilles Saint-Jacques ou pétoncles avec le corail attaché. La délégation a estimé qu'en raison des risques particuliers liés à ces produits (notamment biotoxines), il conviendrait plutôt de les traiter dans la norme pour les mollusques bivalves vivants et crus. Cette proposition n'a cependant pas été acceptée car il a été précisé que le CCFFP avait déjà examiné cette

⁴¹ CX/CAC 11/34/5, CX/CAC 11/34/6 (observations des Philippines et du Costa Rica), document de séance 7 (observations du Nigéria), document de séance 10 (observations de l'Indonésie), document de séance 15 (observations du Cameroun).

⁴² REP 11/FFP, Annexe VII.

question et conclu que la chair de coquille Saint-Jacques ou de pétoncle avec le corail attaché ne présentait pas nécessairement de risque supplémentaire d'intoxication par les biotoxines. Des mesures appropriées touchant à la maîtrise de ces substances et incluses à la norme pour les mollusques bivalves vivants et crus pourraient être reprises dans la norme pour la chair de coquilles Saint-Jacques et de pétoncles. Il a été noté par ailleurs que le Comité exécutif avait recommandé au CCFFP de terminer ses travaux aussi rapidement que possible et que la réouverture du débat sur le champ d'application pourrait nécessiter de repousser la date butoir.

119. La Commission est donc convenue d'adopter l'avant-projet de norme à l'étape 5.

RÉVOCATION DE NORMES ET DE TEXTES APPARENTÉS DU CODEX EN VIGUEUR (Point 7 de l'ordre du jour)⁴³

120. La Commission est convenue de révoquer du Codex Alimentarius tous les textes proposés, qui figurent dans le document CX/CAC 11/34/7. La liste des textes approuvés pour révocation du Codex Alimentarius est récapitulée à l'Annexe V au présent rapport. Les paragraphes ci-après donnent un complément d'informations sur les observations formulées et les décisions prises sur les questions suivantes:

Révocation de la norme CODEX STAN 229-1993 – Analyse des résidus de pesticides: méthodes recommandées

121. La délégation indienne n'a pas soutenu la révocation de la norme CODEX STAN 229-1993 et a demandé qu'elle soit maintenue et mise à jour périodiquement en déterminant les méthodes validées au plan international susceptibles d'être utilisées comme méthodes de référence Codex pour la mise en application des LMR du Codex pour les pesticides. La délégation a noté que les méthodes d'analyse faisaient partie intégrante du processus d'établissement des LMR Codex, et à cet égard les principes d'analyse des risques appliqués par le CCPR énonçaient clairement que « *Si aucune méthode d'analyse n'est disponible pour l'application des LMR pour un composé particulier, aucune LMR ne sera établie par le CCPR* ». La délégation a reconnu que les compilations électroniques des méthodes d'analyse réglementaires et la collecte des données de validation, comme par exemple la liste répertoire du site web de l'AIEA, offraient davantage de souplesse pour mettre à jour les méthodes d'analyse que les documents imprimés, mais que la détermination des méthodes d'analyse dans le cadre de la procédure Codex garantirait qu'elles ne sont pas plus contraignantes que nécessaires pour l'essai des LMR par rapport aux toutes dernières technologies qui pourraient être révélées par la mise à jour continue de la liste, ce qui à son tour risquait de limiter la disponibilité et l'application des méthodes d'analyse dans les États membres, notamment les pays en développement. À cet égard, la délégation a demandé des éclaircissements sur le statut de la liste de l'AIEA dans le cadre de l'OMC.

122. La Commission a noté que le mandat du CCPR prévoyait l'examen des méthodes d'échantillonnage et d'analyse pour la détermination des résidus de pesticides dans les aliments destinés à la consommation humaine et animale qui pourraient être adoptées par la Commission comme méthodes de référence du Codex pour le commerce international. La Commission a également noté que le CCPR avait décidé de ne pas maintenir de liste de méthodes d'analyse mais de conserver les méthodes validées existantes sur le site web de l'AIEA afin de fournir une plate-forme pour la formulation d'observations et le partage d'expériences concernant les méthodes, mais que la liste devait être considérée comme une liste de ressources et qu'elle n'avait jamais été destinée à être une liste de méthodes préconisées ou obligatoires aux fins du Codex. Le Comité était donc convenu que la norme CODEX STAN 229-1993 serait révoquée et que l'AIEA continuerait de tenir la base de données des méthodes sur le web. La Commission a par ailleurs noté que, du fait de la révocation de la norme CODEX STAN 229-1993, il n'y aurait plus de méthodes de référence Codex à recommander aux autorités publiques pour la mise en application des LMR Codex.

123. Plusieurs délégations ont appuyé le maintien de la norme CODEX STAN 229-1993 s'agissant de la seule référence disponible concernant les méthodes d'analyse pour la détermination des résidus de pesticides établie dans le cadre du Codex. Il a été fait observer que le site web de l'AIEA en tant que liste répertoire des méthodes d'analyse ne pouvait pas avoir le même statut qu'une liste publiée dans un document du Codex, tout en reconnaissant l'utilité d'une telle information émanant de l'AIEA. D'autres délégations ont indiqué que le CCPR avait déjà examiné en détail cette question et avait recommandé de révoquer la norme tout en

⁴³ CX/CAC 11/34/7. CRD 12 (observations de l'Inde).

conservant la base de données des méthodes sur le site web de l'AIEA comme liste des méthodes d'analyse pour la détermination des résidus de pesticides. Une délégation a suggéré que cette question soit traitée dans le cadre du document élaboré actuellement par le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS) sur les principes concernant l'utilisation des échantillonnages et des essais dans le commerce international des denrées alimentaires. La Commission a toutefois noté que ce document devait traiter de questions d'ordre général et non de la façon d'établir des méthodes de référence pour les résidus de pesticides, ce qui relève du mandat du CCPR et non du CCMAS.

124. À la lumière de ce qui précède, la Commission a décidé de conserver la norme CODEX STAN 229-1993. Toutefois, compte tenu des difficultés que pourrait poser dans la pratique la mise à jour régulière des méthodes d'analyse, la Commission est aussi convenue de demander au CCPR de réfléchir à la possibilité d'élaborer des critères auxquels devraient satisfaire les méthodes pouvant être utilisées comme méthode d'analyse pour la détermination des LMR de pesticides dans les aliments destinés à la consommation humaine et animale. Les pays pourraient ainsi choisir leurs propres méthodes validées en fonction de critères établis dans le cadre du Codex.

Révocation de la norme pour les champignons de couche en conserve (CODEX STAN 55-1981)

125. Compte tenu de l'adoption de l'Annexe pour certains champignons de couche (voir Point 5 de l'ordre du jour) qui remplace la norme CODEX STAN 55-1981, la Commission a révoqué la norme pour les champignons de couche.

AMENDEMENTS AUX NORMES ET TEXTES APPARENTÉS DU CODEX (Point 8 de l'ordre du jour)⁴⁴

126. La Commission a noté que ce point concernait le travail entrepris par le Secrétariat du Codex pour assurer la cohérence de l'ensemble des textes du Codex.

127. La Commission a adopté les amendements suivants tels que présentés dans le document de travail et son additif 1:

- amendements d'ordre rédactionnel à l'intitulé des codes d'usages et des lignes directrices;
- amendements présentés par les Comités du Codex sur les contaminants dans les aliments; l'étiquetage des denrées alimentaires; les poissons et les produits de la pêche; les fruits et légumes frais; les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments; la nutrition et les aliments diététiques ou de régime;
- amendement découlant de la note de bas de page 8 des Principes pour l'analyse des risques liés aux aliments dérivés des biotechnologies modernes (CAC/GL 44-2003) ;
- amendements d'ordre éditorial à la *Norme Codex pour le miel* (CODEX STAN 12-1981).

128. La Commission est convenue de remplacer la section 4.4 de la *Norme Codex pour les eaux minérales naturelles* (CODEX STAN 108-1981) par le texte suivant: « Au cours de sa commercialisation, l'eau minérale naturelle doit être conforme aux spécifications microbiologiques définies dans l'Annexe I du Code d'usages international recommandé en matière d'hygiène pour le captage, l'exploitation et la commercialisation des eaux minérales naturelles. ».

129. La Commission est convenue de demander au Comité sur les additifs alimentaires de réfléchir à la nécessité de révoquer ou de réviser les textes suivants: Renseignements sur l'emploi des additifs dans les aliments (CAC/MISC 1-1989); et Directives pour l'évaluation simplifiée de l'ingestion d'additifs alimentaires (CAC/GL 03-1989).

130. La Commission a noté que la section sur les contaminants dans la *Norme pour les huiles végétales portant un nom spécifique* avait été modifiée et elle est convenue de réviser la section sur les contaminants dans toutes les autres normes sur les graisses et les huiles pour y faire figurer le texte type énoncé dans le Plan de présentation des normes Codex de produits du Manuel de procédure.

⁴⁴ CX/CAC 11/34/8 et -/Add.1; CRD 15 (observations du Cameroun).

PROPOSITIONS RELATIVES À L'ÉLABORATION DE NOUVELLES NORMES ET DE NOUVEAUX TEXTES APPARENTÉS ET À L'INTERRUPTION D'ACTIVITÉS (Point 9 de l'ordre du jour)⁴⁵

ÉLABORATION DE NOUVELLES NORMES ET DE NOUVEAUX TEXTES APPARENTÉS

131. La Commission a approuvé l'élaboration de nouvelles normes et de nouveaux textes apparentés résumés à l'Annexe VI. Les paragraphes ci-après donnent des renseignements supplémentaires sur les observations formulées et sur les décisions prises sur certains points.

Comité de coordination FAO/OMS pour l'Asie (CCASIA)/ fruits et légumes frais (CCFFV)

Norme (régionale) pour le durian⁴⁶

132. La Commission a rappelé que le CCASIA avait proposé d'élaborer une norme régionale pour le durian mais, comme le descriptif du projet indiquait que ce produit faisait l'objet d'un commerce mondial, le Comité exécutif avait proposé d'affecter ce travail au Comité sur les fruits et légumes frais (CCFFV). À cet égard, la Commission a relevé que l'ordre du jour du Comité permettait d'assumer de nouveaux travaux sur ce produit.

133. La Commission a approuvé les nouveaux travaux sur une norme pour le durian et a demandé au CCFFV de donner son avis sur cette tâche à sa prochaine session. Toutefois, si le CCFFV (en septembre 2012) considère que l'élaboration d'une norme mondiale pour le durian n'est pas possible, les travaux pourraient se poursuivre en vue d'une norme régionale au niveau du CCASIA (novembre 2012).

134. La délégation thaïlandaise a informé la Commission qu'elle allait élaborer un avant-projet de norme pour le durian à étudier à la dix-septième session du CCFFV en 2012.

Hygiène des aliments (CCFH)

Directives pour le contrôle de parasites zoonotiques dans la viande : Trichinella spiralis et Cysticercus bovis⁴⁷

135. La délégation des États-Unis d'Amérique a informé la Commission qu'elle n'était pas favorable à la proposition d'affecter de nouveaux travaux au groupe de travail du CCFH pour l'établissement des priorités et qu'elle pensait qu'en règle générale, les comités du Codex, en particulier le CCFH, devaient d'abord travailler sur les questions les plus préoccupantes pour la santé publique. La délégation ne croit pas que les parasites faisant l'objet des nouveaux travaux proposés atteignent ce niveau, et elle a proposé d'attendre pour ces nouveaux travaux que l'OIE termine ses activités sur *Trichinella* (voir le point 13 de l'ordre du jour). La délégation a proposé d'élaborer un document d'orientation plus général sur les parasites transmis par les aliments, qui fournira un cadre pour les annexes sur les associations spécifiques parasites-produits de base et tiendra compte des travaux de la FAO et de l'OMS.

136. Plusieurs délégations se sont déclarées favorables à l'approbation des nouveaux travaux, signalant que:

- Les nouveaux travaux font partie d'un projet plus général, visant à établir une orientation mondiale sur les parasites dans les denrées alimentaires;
- L'approche basée sur le risque pour la lutte contre ces parasites choisis, bien que moins importants pour la santé publique, aiderait à cibler la lutte sur les dangers les plus pertinents;
- Le CCFH a un processus rigoureux d'établissement des priorités et, conformément à celui-ci, la proposition de nouveaux travaux s'est accompagnée d'un profil du risque et a été discutée de manière approfondie par le groupe de travail sur les priorités;

⁴⁵ CX/CAC 11/34/9, CX/CAC 11/34/9-Add.1. CX/CAC 11/34/9-Add.2, document de séance 4 (observations de la Malaisie), document de séance 10 (observations de l'Indonésie), document de séance 12 (observations de l'Inde), document de séance 15 (observations du Cameroun), document de séance 16 (observations du Japon) et document de séance 17 (observations de la Suisse).

⁴⁶ REP11/ASIA, par. 142, Annexe V.

⁴⁷ REP11/FH, par. 137, Annexe VI.

- Il n'est pas actuellement nécessaire d'avoir un avis scientifique ou une évaluation du risque pour ces travaux, un grand nombre de données étant déjà disponibles, par exemple auprès de l'International Commission for Trichinellosis;
- Les travaux peuvent se développer en parallèle et en collaboration avec ceux de l'OIE, celle-ci s'occupant des mesures dans les exploitations agricoles, tandis que les travaux du Codex commenceraient à partir de l'abattage, ce qui donnerait une garantie qu'il n'y ait pas d'empiètements ou de doublons.

137. La Commission a donc accepté d'approuver les nouveaux travaux et a recommandé qu'ils soient basés sur les risques, que la liste des priorités, préparée par la FAO et l'OMS, soit examinée et que les travaux de l'OIE soient suivis de façon à éviter toute duplication des efforts.

138. Le Représentant de l'OIE a indiqué que son Organisation allait travailler en étroite collaboration avec le CCFH pour l'élaboration des directives.

Hygiène des aliments (CCFH)

Appendice sur les melons au Code d'usages en matière d'hygiène pour les fruits et légumes frais (CAC/RCP 53-2003)⁴⁸

139. La Commission a approuvé les nouveaux travaux et a pris note des difficultés rencontrées par de nombreux pays hispanophones pour participer à ces travaux par l'intermédiaire du groupe de travail physique établi par le CCFH qui n'avait pas prévu l'espagnol comme langue de travail. De nombreux producteurs de melons sont originaires d'Amérique latine et il est donc nécessaire pour eux de contribuer à l'élaboration de ces travaux. Il a été précisé que le groupe de travail physique avait été établi conformément aux Directives en la matière et que l'avant-projet d'appendice allait être transmis pour observations en anglais, en espagnol et en français et discuté à la quarante-troisième session du CCFH. Le Secrétariat a rappelé la recommandation de la Commission, à sa trente et unième session, concernant la tenue des groupes de travail physiques⁴⁹ et la nécessité d'envisager d'autres stratégies, comme la tenue de groupes de travail physiques immédiatement avant les sessions, plutôt qu'entre les sessions, pour permettre une plus large participation.

Contaminants présents dans les aliments (CCCF)

Limites maximales pour l'arsenic dans le riz⁵⁰

140. La délégation japonaise, se référant à ses observations du document de séance 16, a estimé qu'il était prématuré de prévoir des limites maximales (LM) pour l'arsenic dans le riz et qu'il conviendrait de demander aux membres de soumettre des données d'occurrence sur l'arsenic inorganique. Sans pour autant être opposée au démarrage de la nouvelle activité, la délégation a également souligné que si la Commission approuvait les nouveaux travaux, les LM devraient être établies sur la base des principes et politiques applicables du Codex.

141. Il a été rappelé que, bien que cette question ait déjà été débattue en profondeur par le CCCF, lequel avait notamment reconnu la nécessité d'obtenir des données plus complètes, le consensus était que les travaux devaient se poursuivre. Il a par ailleurs été précisé que demande avait été faite à la Chine, le pays chargé de diriger ces nouveaux travaux, de rédiger un document indiquant si les LM s'appliqueraient à l'arsenic total ou seulement à l'arsenic inorganique. Plusieurs délégations ont souligné qu'il était fondamental de convenir de telles limites pour l'arsenic dans le riz, compte tenu de l'importance de ce produit.

142. La Commission a donc approuvé les nouveaux travaux.

⁴⁸ REP11/FH, par. 142, Annexe VII.

⁴⁹ ALINORM 03/41.

⁵⁰ REP11/CF, par. 64, Annexe IV.

Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CCLAC)/sucres (CCS)

*Norme pour la « panela »*⁵¹

143. La Commission a noté que le CCLAC, à sa dix-septième session, s'était dit favorable à la proposition de la Colombie d'élaborer une norme mondiale pour la « panela », et que le Comité exécutif avait recommandé que soit approuvée la mise au point d'une telle norme, travail dont serait chargé le Comité sur les sucres. La Commission a noté en outre que le CCS est actuellement ajourné *sine die* et que le Royaume-Uni, pays d'accueil de ce Comité, avait indiqué qu'il ne serait pas à même d'en assumer la présidence s'il reprenait ses activités.

144. La délégation colombienne s'est dite prête à accueillir le Comité pour autant que le pays n'assume le secrétariat du CCS que durant la période prévue pour l'élaboration de la norme dans le document de projet, et qu'il travaille par correspondance uniquement. La délégation a également sollicité l'appui du Secrétariat du Codex de sorte à pouvoir opérer de la manière la plus efficace (voir le point 16 de l'ordre du jour). Un certain nombre de délégations ont appuyé la proposition de la Colombie. Une délégation a noté que des travaux supplémentaires s'avéreraient peut être nécessaires sur d'autres produits du sucre à l'avenir. La délégation du Royaume-Uni a remercié la délégation colombienne d'avoir accepté ce travail.

145. La Commission a noté en outre que l'élaboration de la norme suivrait la procédure unique d'élaboration des normes Codex et textes apparentés présentée dans le Manuel de procédure, laquelle s'applique également aux comités actifs travaillant uniquement par correspondance.

Comité de coordination FAO/OMS pour l'Asie (CCASIA)

*Norme régionale pour les produits d'algues Porphyra*⁵²

146. La délégation chinoise s'est dite opposée à l'élaboration d'une norme régionale pour les produits d'algues Porphyra, d'une part car aucun consensus n'avait été trouvé à la cession du CCASIA pour lancer de tels travaux, et d'autre part car la Chine, pays affichant à l'échelle mondiale la plus forte production et le plus important volume d'exportations de ces produits, n'avait pas eu connaissance de problèmes notables en ce qui concerne leur commerce. La délégation a également noté que les techniques de transformation, les ingrédients et les préférences des consommateurs varient d'un pays à l'autre, ce qui complique l'élaboration d'une seule norme uniformisée; elle a en outre fait valoir qu'un nombre important de produits étant exportés à l'extérieur de la région, l'existence d'une norme régionale pourrait engendrer des problèmes sur le plan des échanges. La délégation indonésienne, s'exprimant en qualité de coordonnateur pour l'Asie, a rappelé qu'il y avait eu consensus au sein du CCASIA pour mener de nouveaux travaux sur une norme régionale pour les produits d'algues Porphyra. La délégation chinoise a demandé à participer au nouveau processus normatif pour les produits d'algues Porphyra.

147. Après quelques échanges de vues, la Commission a approuvé la conduite de nouveaux travaux sur une telle norme, notant que le CCFFP en avait recommandé l'élaboration. La Commission a noté que la République de Corée inviterait tous les pays intéressés de la région à élaborer un premier projet pour diffusion à l'étape 3 et examen à la prochaine session du CCASIA..

Poissons et produits de la pêche (CCFFP)

*Critères/paramètres applicables aux méthodes de dépistage des biotoxines dans la norme pour les mollusques bivalves vivants et crus*⁵³

148. Il a été noté que le document de projet, à sa section 2 « Pertinence et actualité » sur la justification de nouveaux travaux, indiquait que les bio-essais sur souris ne seraient notamment pas conformes aux critères actuellement mis au point dans le cadre du CCFFP pour les méthodes de référence et de confirmation. Il a été reconnu qu'il était prématuré de citer des méthodes précises au regard des travaux en cours sur les critères des méthodes de référence et de confirmation, comme au regard des nouveaux travaux proposés sur les critères des méthodes de dépistage, lesdits critères étant toujours en cours d'élaboration. Il a donc été convenu que les nouveaux travaux devraient porter d'abord sur la mise au point des critères, sans préjuger

⁵¹ REP11/LAC, par. 135.

⁵² REP11/ASIA, par. 144 et REP11/FFP par. 176.

⁵³ REP11/FFP, par. 119-121.

des méthodes qui, à l'instar des bio-essais sur souris, seraient ou non conformes aux critères prévus pour les méthodes de référence ou de dépistage. Cela étant entendu, la Commission a supprimé la référence à la méthode des bio-essais sur souris et a approuvé les nouveaux travaux.

INTERRUPTION DE TRAVAUX

149. La Commission a approuvé les interruptions de travaux précisées à l'Annexe VII. Les paragraphes ci-après donnent des renseignements supplémentaires sur les observations formulées et sur les décisions prises sur certains points.

Huiles et matières grasses (CCFO)

Amendement à la norme pour les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive: teneur en acide linoléique⁵⁴

150. La délégation malaisienne, qui assume la présidence du Comité sur les graisses et huiles, a indiqué que le CCFO n'était pas parvenu à un consensus sur ce point en dépit des efforts considérables déployés à cette fin, et qu'il était convenu d'interrompre les travaux conformément à la recommandation du Comité exécutif à sa soixante-deuxième session. La Commission a noté que le CCFO réexaminerait cette question si de nouvelles données étaient fournies.

151. La Commission est convenue d'interrompre ces travaux.

Additifs alimentaires (CCFA)

Projet et avant-projet de dispositions relatives aux additifs alimentaires de la NGAA⁵⁵

152. La délégation malaisienne, se référant à ses observations écrites du document CRD 4, a proposé de renvoyer pour examen par le CCFA la disposition sur les caroténoïdes de la catégorie d'aliments 02.1.2 « Huiles végétales et matières grasses », notant qu'il existait une justification technique à la présence de caroténoïdes dans ces produits (voir l'exemple du vanaspati). La délégation a en outre relevé que les dispositions sur les additifs alimentaires de la Norme pour les graisses et huiles comestibles non visées par des normes individuelles (CODEX STAN 19-1981) concernaient également les caroténoïdes.

153. La Commission a accepté la proposition, approuvé l'interruption des travaux sur tous les autres projets et avant-projets de dispositions sur les additifs alimentaires de la NGAA, conformément à la proposition du CCFA, et a renvoyé pour examen par le CCFA la disposition sur les caroténoïdes de la catégorie d'aliments 02.1.2.

Commission du Codex Alimentarius/lait et produits laitiers (CCMMP)

Avant-projet de norme pour le fromage fondu⁵⁶

154. La Commission a rappelé qu'à sa trente-troisième session, elle était convenue de reporter sa décision quant à l'interruption des travaux sur l'avant-projet de norme pour le fromage fondu et de demander aux comités de coordination intéressés de débattre de la nécessité et du champ d'application des normes régionales et de faire rapport à ce sujet à la présente session⁵⁷. Le Comité a noté que le CCEURO, le CCNASWP et le CCASIA étaient favorables à l'interruption des travaux alors que le CCAFRICA, le CCNEA (sauf un pays) et le CCLAC étaient favorables à la poursuite de travaux régionaux ou internationaux sur une norme pour le fromage fondu.

155. La Commission a également rappelé que le Comité exécutif avait recommandé de suspendre les travaux sur ce point pendant trois ans, délai au cours duquel les pays pourraient collecter des informations sur les difficultés qu'ils rencontrent dans le commerce de ces produits et fournir au Secrétariat des informations en vue de leur examen par le Comité exécutif en 2015⁵⁸.

156. Plusieurs délégations et un observateur se sont dits favorables à l'interruption des travaux et rappelé que le CCMMP n'était pas parvenu à élaborer une norme unique englobant toutes les variétés de fromage

⁵⁴ REP11/FO, par. 59.

⁵⁵ REP11/FA, par. 75, 83 et Annexe IV.

⁵⁶ ALINORM 10/31/11, par. 41 et ALINORM 10/33/REP par. 93.

⁵⁷ ALINORM 10/33/REP, par. 93.

⁵⁸ REP11/EXEC, par. 53.

fondus. Ces délégations ont indiqué qu'il n'était pas justifié selon elles de mener de nouveaux travaux, ces derniers ne satisfaisant pas à certains critères régissant l'établissement des priorités des travaux applicables aux produits. Plusieurs délégations ont aussi indiqué ne pas être informées de problèmes commerciaux au niveau international. Elles ont également estimé que l'élaboration de normes régionales n'était pas fondée car, ces produits frais étant commercialisés dans le monde entier, ces normes pourraient dresser des obstacles au commerce.

157. Certaines délégations se sont en revanche prononcées en faveur de la poursuite des travaux. Selon elles, cette norme est nécessaire afin d'établir des critères de qualité et de salubrité pour ces produits, qui sont très largement consommés, mais aussi de faciliter et de réglementer leur commerce et de donner des orientations aux industriels. De nouveaux retards dans son élaboration risqueraient d'entraîner des problèmes de qualité et de salubrité nuisant au commerce de ces produits.

158. Le Président du Comité sur le lait et les produits laitiers (CCMMP) a rappelé que le Comité avait mobilisé tous les moyens à sa disposition pour mettre au point une norme englobant le large éventail de fromages fondus aujourd'hui commercialisés, mais qu'il n'y était pas parvenu en raison des difficultés rencontrées pour s'entendre sur leur composition. Il a indiqué que les questions relatives à la sécurité sanitaire de ces produits ne relevaient pas du champ d'application de la norme car elles seraient mieux traitées dans d'autres textes du Codex tels que le *Code d'usages en matière d'hygiène pour le lait et les produits laitiers* (CAC/RCP 57-2004). Le Président a de surcroît précisé que, ces produits étant commercialisés dans le monde entier, l'élaboration de normes régionales pourrait dresser des obstacles au commerce. Il a recommandé que ceux qui réclament des travaux futurs tiennent compte de tous ceux accomplis précédemment ainsi que des analyses menées par le CCMMP et suggéré, comme éventuelle voie à suivre, de réduire le champ d'application de la norme. Le Président a confirmé que la Nouvelle-Zélande était prête à relancer le CCMMP si la Commission estimait qu'il était nécessaire de poursuivre les travaux sur ces questions.

159. La Commission est convenue de suspendre jusqu'à sa prochaine session la décision d'interrompre les travaux sur cette norme, et demandé au Secrétariat du Codex de rédiger, en étroite concertation avec le Président du CCMMP, une lettre circulaire examinant la possibilité de nouvelles activités. Celle-ci aurait pour objet d'obtenir des informations détaillées sur les problèmes commerciaux associés à ces produits et des réponses à un ensemble de questions portant sur le champ d'application, le contenu et les spécifications techniques potentiels de ces produits afin de faciliter la poursuite de la discussion sur de nouvelles normes sur le fromage fondu. Les informations ainsi obtenues seraient ensuite analysées puis soumises en 2012 au Comité exécutif et à la Commission, qui seraient chargés d'examiner la possibilité pratique de mener de nouveaux travaux en ce domaine.

QUESTIONS DÉCOULANT DES RAPPORTS DES COMITÉS ET DES GROUPES DE TRAVAIL DU CODEX (Point 10 de l'ordre du jour)⁵⁹

160. La Commission a noté plusieurs questions découlant des rapports des comités du Codex, et notamment les questions découlant de la précédente session de la Commission. Les paragraphes suivants donnent des renseignements supplémentaires sur les observations formulées et sur les décisions adoptées sur certains points.

Questions découlant des demandes de la Commission

Élaboration de directives sur la traçabilité/le traçage des produits

161. La Commission a rappelé qu'à sa trente-deuxième session, elle avait faite sienne la recommandation du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) à sa dix-septième session de demander aux Comités de coordination FAO/OMS d'étudier si de nouvelles orientations concernant la traçabilité et/ou le traçage des produits étaient nécessaires⁶⁰ (ALINORM 09/32/30, par. 74). La Commission a communiqué l'opinion des Comités de coordination sur cette question au CCFICS et reconnu que les membres pouvaient soumettre des propositions de nouveaux travaux directement au Comité. Une délégation en rappelant les recommandations du Comité de

⁵⁹ CX/CAC 11/34/10, document de séance 12 (observations de l'Inde), document de séance 15 (observations du Cameroun).

⁶⁰ ALINORM 09/32/REP, par. 196.

coordination pour l'Europe, a noté que les orientations concernant la traçabilité pouvaient aussi être examinées dans le cadre du travail en cours du CCFICS sur les systèmes nationaux de contrôle des aliments.

Normes privées

162. La Commission a rappelé que la question des normes privées avait été examinée à ses trente-deuxième et trente-troisième sessions et aux sessions 2010/2011 des six Comités de coordination FAO/OMS.

163. L'observateur de l'OMC a informé la Commission que le Comité SPS examinait la question des normes privées liées aux SPS depuis 2005 mais qu'aucun consensus n'avait été dégagé entre les membres de l'OMS sur le point de savoir si cette question relevait de l'Accord SPS. Des pays en développement membres avaient initialement soulevé cette question, et les principaux exemples relevés étaient ceux de chaînes de supermarchés qui fixaient des LMR pour les pesticides plus rigoureuses que les exigences nationales et celles du Codex. Le Comité SPS avait créé un groupe de travail spécial qui avait élaboré des recommandations, dont cinq avaient été approuvées par le Comité SPS en mars 2011, soit:

- concevoir une définition de travail des normes privées liées aux SPS, et limiter toute discussion à cette définition;
- pour le Comité SPS et les trois organisations normatives (Codex, CIPV et OIE): se tenir mutuellement régulièrement informés de leur travail dans ce domaine;
- pour le Secrétariat de l'OMC: informer le Comité SPS des faits pertinents survenus dans d'autres conseils et comités de l'OMC;
- pour les gouvernements membres: sensibiliser les organismes concernés du secteur privé dans leur pays aux préoccupations exprimées au Comité SPS et l'importance des normes internationales du Codex Alimentarius, de l'OIE et de la CIPV;
- pour le Comité SPS: étudier comment coopérer avec les trois organisations normatives à la conception de matériels d'information soulignant l'importance des normes SPS internationales.

164. L'observateur a également informé la Commission que d'autres actions restaient à l'étude au Comité SPS mais qu'aucun consensus n'avait été atteint à ce jour.

165. Une délégation a déclaré, vu le problème que posent les normes privées, que le Codex devait montrer qu'il est capable de remplir son rôle, à savoir fixer des normes alimentaires internationales scientifiquement fondées, faute de quoi les normes privées combleront rapidement le vide laissé par le Codex.

166. La Présidente a conclu que le Codex continuerait de collaborer étroitement avec l'OMC, la CIPV et l'OIE sur cette question et d'inviter les organisations normatives privées à participer en qualité d'observateurs aux réunions du Codex.

167. La Commission a rappelé que l'octroi du statut d'observateur au Codex à des organisations internationales non gouvernementales était régi par une procédure stricte et que le mandat de la Commission consiste notamment à « promouvoir la coordination de tous les travaux en matière de normes alimentaires entrepris par des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales ».

QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES (Point 11 de l'ordre du jour)⁶¹

Budget 2010-2011

168. La Présidente a informé la Commission des débats tenus au Comité exécutif sur les questions financières et budgétaires. Le Secrétariat a présenté les comptes regroupés pour 2010-2011, les dépenses détaillées pour 2010, et un plan de travail établi sur le modèle proposé précédemment au Comité exécutif (CX/EXEC 10/64/3). Le Secrétariat a indiqué que le plan de travail serait affiné lorsque les chiffres de l'exercice complet seraient disponibles.

169. En réponse aux questions ayant trait au retard de certains documents, le Secrétariat a noté que le document sur le budget avait pris du retard du fait de la disponibilité tardive de certaines données et du calendrier de la Conférence de la FAO (25 juin-2 juillet). Étant donné que plusieurs documents reposent sur les conclusions des comités et que la dernière session du Codex s'était tenue un mois seulement avant le

⁶¹ CX/CAC 11/34/11.

Comité exécutif, il était resté peu de temps pour l'établissement des documents et leur traduction. Les retards de la traduction étaient dus essentiellement à la tenue concomitante de la Conférence et du Conseil de la FAO d'une part et du Comité exécutif et de la Commission d'autre part, et à la lourde charge de travail qui s'en est suivie pour les services de traduction de la FAO. En ce qui concerne la proposition visant à contrôler la date de diffusion des documents, cette question sera examinée dans le cadre du nouveau site web.

170. Pour ce qui est des difficultés rencontrées pour la traduction des documents en arabe, le Secrétariat a indiqué que l'aide des pays arabophones serait très utile pour parvenir à une traduction adéquate, par exemple en formulant des observations sur la terminologie, si possible dans le cadre d'une coordination au niveau régional.

171. La Commission a noté la satisfaction exprimée par les pays russophones de pouvoir disposer de services d'interprétation et la demande que la traduction des documents soit également assurée, mais a noté que la traduction en russe n'était pas possible à ce stade compte tenu des ressources disponibles. Pour ce qui concerne les publications, de nombreuses normes et publications thématiques étaient disponibles en arabe, en chinois et en russe, et leur mise à jour était en cours.

172. La Commission a constaté avec satisfaction la stabilité du budget, reconnu le problème général de la disponibilité des documents dans toutes les langues, noté les problèmes d'ordre pratique et de ressources et les efforts faits par le Secrétariat pour améliorer autant que possible la couverture linguistique.

Budget 2012-2013

173. Le Représentant de la FAO a indiqué que la Conférence de la FAO, qui a été déplacée de la fin de l'exercice biennal au milieu de la seconde année de l'exercice, a approuvé une résolution concernant l'ouverture de crédits pour le prochain exercice, et que par rapport au projet de programme de travail et budget 2012-2013 pour le Codex, le niveau réel de soutien ne devrait pas changer. La Conférence a toutefois décidé que l'Organisation devait déterminer des gains d'efficacité équivalents à 3,4 pour cent sur 1 milliard de dollars EU. La résolution indique cependant que ces gains d'efficacité devraient concerner principalement l'administration et les opérations, et donne des instructions explicites qui visent à protéger l'exécution des programmes techniques, et donc le soutien de la FAO au Codex devrait être reconfirmé au niveau prévu dans le programme de travail et budget pour le prochain exercice. Le Représentant a informé la Commission que la Conférence a « *souligné la nécessité de fournir un financement approprié aux organes de normalisation, en particulier la Convention internationale pour la protection des végétaux et la Commission du Codex Alimentarius (CODEX)...* La Conférence a aussi noté la nécessité d'élargir la participation des membres de la FAO au CODEX », et a rappelé que, comme mentionné à la session d'ouverture, le Directeur général élu de la FAO, M. José Graziano Da Silva, avait fait part de son soutien au Codex, le premier organe mondial d'établissement de normes alimentaires fondées sur la science, face à la prolifération des normes privées.

174. Le Représentant a indiqué que la FAO souhaitait réitérer son malaise devant le fait que les deux Organisations mères continuaient de financer les opérations de la Commission et ses activités apparentées de manière très inégale, la FAO finançant 85 pour cent du budget de la Commission, et que la FAO ne doutait pas que l'OMS pourra redresser cette situation afin de mieux refléter les très évidentes complémentarités et synergies des deux Organisations dans leur soutien à la mission du Codex.

175. Le Représentant de l'OMS a confirmé que son Organisation soutenait pleinement les travaux du Codex Alimentarius et de son Secrétariat. Il a rappelé que le niveau de financement de son Organisation au Codex était stable, que 20 pour cent du financement de l'OMS provenait de son budget ordinaire, 80 pour cent de contributions volontaires, dont 85 pour cent étaient des fonds affectés à des fins particulières, et que les allocations aux différents domaines de travail étaient décidées par les États membres par le biais des organes directeurs de l'OMS. Il a noté aussi que les États membres envisageaient l'allocation aux différentes institutions de l'ONU en fonction de leurs mandats et domaines respectifs d'activités. Il était entendu que les activités normatives de la FAO se rapportaient aux aspects de qualité et de sécurité sanitaire alors qu'à l'OMS les aspects touchant à la santé humaine étaient privilégiés, et donc qu'un accent plus important était mis sur ces activités dans le cadre de la FAO et que le financement était fourni en conséquence. Pour ce qui concerne la fourniture d'avis scientifiques, le budget était partagé équitablement entre la FAO et l'OMS, et le Fonds fiduciaire, tout en étant un projet conjoint, était entièrement géré par l'OMS. Le Représentant a souligné la contribution des bureaux régionaux de l'OMS sur le plan des avis scientifiques et du

renforcement des capacités ainsi que sur des questions liées à l'établissement de normes et à d'autres activités du Codex, ce qui n'apparaissait pas dans le budget du Codex mais contribuait aussi à ses travaux.

176. La délégation camerounaise a demandé à la Commission de donner des orientations sur la voie à suivre en ce qui concernait les gains d'efficacité demandés par la Conférence de la FAO, qui venait de se terminer, dans sa résolution sur les ouvertures de crédit pour 2012-2013, étant donné que le budget adopté serait peaufiné au Conseil de la FAO en novembre 2011

177. En réponse à une question sur le niveau des gains d'efficacité, le Représentant de la FAO a indiqué qu'il était trop tôt pour savoir comment ces gains seraient appliqués aux programmes mais que la FAO s'efforçait en général d'assurer une utilisation optimale des ressources et d'améliorer l'efficacité, par exemple en ayant recours à l'informatique.

178. Outre les gains d'efficacité, la Commission a noté que la résolution de la FAO sur les ouvertures de crédit prévoyait que les programmes techniques, y compris la Commission du Codex Alimentarius, seraient protégés. La Commission s'est félicitée de cette résolution et a invité instamment les pays membres à continuer à appuyer les activités normatives des deux organisations mères qui participent aux travaux du Codex et d'envisager d'apporter un appui supplémentaire aux programmes techniques par des contributions volontaires.

179. Certaines délégations ont estimé que si des économies étaient réalisées sur le budget du Codex, les sommes correspondantes devraient être réinvesties dans des activités du Codex, compte tenu des demandes accrues auxquelles le programme du Codex doit faire face.

Avis scientifiques

180. Se référant aux paragraphes 33 à 35 du document CX/CAC 11/34/11, le Représentant de la FAO a indiqué quelles étaient les ressources disponibles au budget ordinaire pour les avis scientifiques au cours de l'exercice 2010-2011 et a précisé que des ressources extrabudgétaires avaient aussi été mises à disposition pour une partie des activités mises en œuvre. Pour l'exercice 2012-2013, le budget ordinaire devrait diminuer légèrement compte tenu des gains d'efficacité demandés par la Conférence de la FAO, et des ressources extrabudgétaires supplémentaires seront nécessaires pour mettre en œuvre à la FAO le programme de demandes d'avis scientifiques du Codex.

181. Le Représentant de l'OMS a indiqué que les contributions volontaires des pays membres représentaient 75 pour cent du budget de l'OMS pour les avis scientifiques, que l'OMS bénéficiait de deux détachements de pays membres et que plusieurs pays membres avaient apporté leur soutien en 2010, y compris un financement pour l'organisation de consultations d'experts ad hoc sur des questions nouvelles.

182. La délégation des États-Unis d'Amérique a fermement soutenu les avis scientifiques et, tout en notant qu'il fallait un financement plus important à court terme, a indiqué à la Commission que le Comité sur les résidus de pesticides avait examiné plusieurs questions relatives au financement, à la fréquence des réunions et à la disponibilité d'experts au sein de la JPMR afin de trouver des moyens d'obtenir davantage de résultats sans compromettre l'intégrité du processus scientifique, et a appelé les membres du Codex à informer leurs représentants auprès de la FAO et de l'OMS de la nécessité d'un financement suffisant pour les avis scientifiques.

183. La délégation polonaise, s'exprimant au nom des États Membres de l'Union européenne présents à la séance, a souligné l'importance des comités et consultations d'experts FAO/OMS et a encouragé la FAO et l'OMS à aborder la question du financement à un haut niveau afin de trouver des solutions structurelles permettant d'assurer le fonctionnement et l'indépendance du JECFA, de la JPMR et des JEMRA. Elle a signalé qu'il était préférable de renforcer les organes spécialisés existants plutôt que d'en créer de nouveaux et a également encouragé les pays membres à soutenir les avis scientifiques.

184. La Commission a pris note de la structure budgétaire des deux Organisations, a reconnu qu'il fallait absolument continuer à obtenir des gains d'efficacité dans le budget de la FAO et celui de l'OMS pour le Codex et les avis scientifiques, a remercié les pays membres de la FAO et ceux de l'OMS pour le soutien qu'ils apportaient au Codex et a invité la FAO, l'OMS et les pays membres à accorder leur soutien et une haute priorité aux avis scientifiques en matière de sécurité sanitaire des aliments.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS (Point 12 de l'ordre du jour)⁶²

185. La Commission a noté la discussion sur le suivi du Plan stratégique 2008-2013 de la Commission du Codex qui a eu lieu à la soixante-cinquième session du CCEXEC.⁶³

186. Une délégation a demandé des précisions sur la manière dont l'activité 3.5 serait mise en œuvre pour adopter des approches dont on sait qu'elles facilitent l'avancement des textes dans la procédure par étape du Codex au niveau des organes subsidiaires qui n'utilisent pas actuellement ces approches, celles-ci ne figurant pas dans les procédures.

187. La Commission a rappelé que le CCEXEC, à ses soixante-troisième et soixante-quatrième sessions, avait examiné un document analysant la rapidité du processus d'élaboration des normes du Codex et que, à sa soixante-quatrième session, il avait conclu que l'analyse avait permis de définir des approches de gestion du travail des comités du Codex qui faciliteraient la progression des textes dans la procédure par étape du Codex; que l'activité 3.4 du Plan stratégique pouvait donc être considérée comme achevée, et que ledit Comité avait recommandé aux comités du Codex d'envisager d'adopter les bonnes pratiques précédemment définies, conformément à l'activité 3.5⁶⁴.

Élaboration du Plan stratégique 2014-2019

188. La Commission a noté que le CCEXEC, à sa soixante-cinquième session, avait longuement débattu de l'élaboration du futur Plan stratégique 2014-2019⁶⁵ en s'appuyant sur un projet conçu par la Présidente et les Vice-présidents de la Commission⁶⁶. La Commission a également noté que le Comité exécutif était convenu, sur la base de ce projet et de la discussion tenue à la session, d'élaborer un projet de Plan stratégique révisé. Le membre pour l'Amérique du Nord (États-Unis) recueillera et rassemblera les observations des membres du Comité exécutif et le projet révisé sera présenté au CCEXEC à sa soixante-sixième session pour de plus amples discussions.

189. En réponse aux questions sur l'état d'avancement du projet de document et sur le stade du processus auquel tous les membres de la Commission pourront formuler des observations sur le texte, la Présidente a indiqué qu'une lettre circulaire contenant le projet serait envoyée, après la soixante-sixième session du CCEXEC, à tous les membres pour qu'ils formulent des observations. La Présidente a également indiqué que le nouveau Plan stratégique devait être adopté par la Commission.

RELATIONS ENTRE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (Point 13 de l'ordre du jour)⁶⁷

A. Relations entre la Commission du Codex Alimentarius et d'autres organisations intergouvernementales internationales

Organisation mondiale de la santé animale (OIE)⁶⁸

190. L'observateur de l'Organisation mondiale de la Santé animale (OIE) a exposé succinctement les informations développées dans le document CAC/34 INF/2.

191. L'observateur a noté que les révisions apportées aux textes fondamentaux de l'OIE, y compris les amendements au Règlement général, ont été adoptées à la session générale en mai 2011. Ces amendements prévoient que les normes sont adoptées sur la base du consensus et sur la base d'un vote à la majorité des deux tiers en cas d'absence de consensus. Ils contiennent aussi des dispositions relatives aux conflits d'intérêts pouvant concerner les membres des groupes d'experts de l'OIE et à la protection de la confidentialité légitime.

⁶² CX/CAC 11/34/12.

⁶³ REP11/EXEC, par. 66-80.

⁶⁴ ALINORM 10/33/3A, par. 113 et 114.

⁶⁵ REP11/EXEC, par. 81-122.

⁶⁶ CX/EXEC 11/65/4.

⁶⁷ CX/CAC 11/34/13.

⁶⁸ CAC/34 INF/2 (Communication de l'OIE – rapport d'activités intéressant les travaux du Codex).

192. L'observateur a noté qu'une collaboration permanente entre le Codex et l'OIE était essentielle étant donné ce que l'on sait aujourd'hui sur la contribution de la santé animale à la sécurité sanitaire des produits tout au long de la chaîne alimentaire, « de la ferme à la table ».

193. L'observateur a noté que l'OIE continuait à œuvrer pour renforcer les capacités des membres à respecter les normes de l'OIE concernant la santé animale et les zoonoses, y compris en suivant le « processus PVS de l'OIE ». À cet égard, l'OIE a invité le Codex à prendre en compte les normes et les procédures du processus PVS de l'OIE lorsqu'il formule des recommandations sur les conditions que doivent remplir les services nationaux d'inspection des aliments d'origine animale.

194. L'observateur a réaffirmé la volonté de l'OIE de continuer à renforcer les liens avec le Codex, notamment dans le cadre du projet d'élaboration conjointe par l'OIE et le Codex de normes pertinentes pour la sécurité des aliments d'origine animale, le cas échéant, et s'est félicité de la perspective de poursuivre le dialogue sur cette question à la vingt-septième session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP); il a déclaré que l'Organisation continuerait à collaborer avec le Secrétariat du Codex dans ce domaine.

195. L'observateur a signalé que l'OIE mettait en place des mécanismes de coordination avec les principales organisations privées de normalisation afin de mieux comprendre les répercussions des normes privées et d'inviter ces organismes à éviter les conflits avec les normes officielles.

196. L'observateur a signalé que la révision du chapitre du *Code terrestre* sur la trichinellose était bien avancée et que des recommandations seraient formulées pour la gestion de cet agent pathogène dans les animaux afin d'éviter les risques pour la santé humaine. Il a invité instamment le Codex à tenir pleinement compte des travaux de l'OIE lorsqu'il élaborera des lignes directrices pour la lutte contre la présence de *Trichinella spiralis* dans la viande et indiqué que des travaux communs sur cette question seraient très souhaitables.

197. En concluant, l'observateur a confirmé que les membres de l'OIE étaient fermement déterminés à renforcer la collaboration, au profit tant des membres du Codex que de ceux de l'OIE.

198. La délégation japonaise a fait observer que des procédures cohérentes et transparentes étaient nécessaires pour assurer une collaboration efficace entre les organisations sœurs de l'Accord SPS et que l'OIE devait mettre en place des procédures écrites claires et des principes d'analyse afin de renforcer la transparence de ses travaux. Le Japon espérait que l'OIE définirait une procédure uniforme pour l'élaboration des normes.

199. La Commission a noté que la question des normes conjointes serait examinée à la prochaine session du CCGP. La Commission a félicité l'observateur de l'OIE de son rapport complet et riche d'informations et a donné son soutien à une collaboration étroite et continue entre le Codex et l'OIE.

Organisation mondiale du Commerce (OMC)⁶⁹

200. L'observateur de l'OMC, se référant au rapport présenté dans le document CAC/34 INF/3, a tenu informée la Commission des questions suivantes:

- la situation des problèmes commerciaux liés à la sécurité sanitaire des aliments au sein du Comité SPS;
- les quatre ateliers SPS régionaux, l'atelier spécial SPS sur la coordination aux niveaux national et régional et le cours de perfectionnement SPS prévu en 2011;
- le lancement du nouveau système de soumission en ligne des notifications SPS, qui permet aux membres de remplir et de soumettre en ligne les notifications SPS;
- le troisième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS, au cours duquel les membres étaient convenus d'accorder la priorité notamment à la coopération entre le Comité SPS et les trois organisations de normalisation, en s'appuyant sur les recommandations de l'atelier 2009 sur cette question, comme par exemple: collaborer sur les questions transversales, réfléchir à la façon

⁶⁹ CAC/34 INF/3 (Rapport sur les activités du Comité SPS/OMC et les autres activités pertinentes de l'OMC – janvier 2010-mars 2011).

d'assurer l'équivalence des normes sur des produits apparentés, solliciter davantage d'informations au stade de la planification stratégique des trois organisations, et définir les moyens permettant d'assurer la coordination entre les entités nationales chargées des trois organisations et celles concernées par les mesures SPS;

- les cinq actions proposées, approuvées par le Comité SPS en mars 2011, visant à définir la portée des débats sur les normes privées liées aux mesures SPS et à promouvoir l'échange d'informations entre les différentes entités intéressées par l'évolution de ce type de norme. En octobre 2011, le Comité SPS se penchera sur la mise en œuvre des actions convenues et sur d'autres actions éventuelles pour lesquelles il n'a pas encore été trouvé de consensus;
- la situation des groupes chargés des règlements des différends qui traitent de questions intéressant la Commission.

*Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)*⁷⁰

201. Le Représentant de la Division mixte FAO/AIEA des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture⁷¹ a fait rapport sur les différentes questions intéressant le Codex, notamment le contrôle des contaminants dans les aliments, l'utilisation des rayonnements ionisants et la gestion des situations d'urgence radiologique et nucléaire.

202. En corrélation avec l'urgence nucléaire au Japon, le Représentant a noté que différentes divisions de la FAO travaillaient en partenariat avec l'AIEA dans le cadre de la Division mixte FAO/AIEA (Vienne) afin d'être prêtes à intervenir en cas d'urgence nucléaire ou radiologique ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture, y compris l'application des capacités de la FAO qui sont essentielles pour définir et mettre en œuvre des mesures correctives et des stratégies de remise en état de l'agriculture dans de telles situations⁷².

203. Le Représentant a fait rapport sur les activités récentes ou en cours de la Division mixte FAO/AIEA, notamment: la dotation en personnel du Bureau de la FAO au Centre d'incident et d'urgence de l'AIEA; la participation aux vidéo/téléconférences dans le cadre du Comité interorganisations sur les urgences radiologiques et nucléaires (IACRNE); la collaboration pour l'établissement de « questions et réponses » conjointes FAO/AIEA/OMS liées à la sécurité sanitaire des aliments et l'application des normes internationales; la participation à une mission conjointe FAO/AIEA d'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments au Japon; et la promotion de l'échange d'informations et de connaissances sur la contamination radioactive touchant l'alimentation et l'agriculture.

204. Le Représentant a par ailleurs donné des informations sur d'autres questions ayant trait à la sécurité sanitaire des aliments, dont l'organisation des récents projets de recherche coordonnée sur la mise en œuvre des techniques nucléaires pour améliorer la traçabilité des aliments et sur la mise au point d'aliments irradiés pour les immunodéprimés et d'autres groupes cibles potentiels.

205. La Division mixte FAO/AIEA a continué de coopérer avec le CCPR et le CCRVDF sur des questions liées aux méthode d'analyse et d'échantillonnage des contaminants ainsi qu'avec la FAO et le PAM sur la lutte contre les mycotoxines dans les aliments.

206. La délégation japonaise a exprimé sa gratitude pour l'assistance et le soutien apportés par l'AIEA et d'autres organisations à la suite de l'accident survenu dans la centrale nucléaire.

*Organisation internationale de la Vigne et du Vin (OIV)*⁷³

207. L'observateur de l'Organisation internationale de la Vigne et du Vin (OIV) a rappelé que l'OIV est une organisation intergouvernementale à caractère scientifique et technique de compétence reconnue dans le domaine de la vigne, du vin, des boissons à base de vin, des raisins de table, des raisins secs et des autres produits issus de la vigne, que la coopération entre l'OIV et le Codex avait donné des résultats très positifs

⁷⁰ CAC/34 INF/7 (Activités de la Division mixte FAO/AIEA des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture intéressant les travaux du Codex).

⁷¹ <http://www-naweb.iaea.org/nafa/index.html>.

⁷² On trouvera de plus amples détails dans les articles publiés dans les éditions de juillet 2010 et juillet 2011 de la Food and Environmental Protection Newsletter.

⁷³ CAC/34 INF/5 (Communication de l'OIV).

dans plusieurs domaines. L'OIV a contribué très activement aux travaux du CCCF sur l'élaboration du *Code d'usages pour la prévention et la réduction de l'ochratoxine A dans le vin* (CAC/RCP 63-2007) et participe actuellement aux travaux sur la révision de certaines limites, en particulier du plomb dans les vins.

208. L'OIV a participé activement au sein du CCFA à la révision du système des catégories alimentaires, en particulier la catégorie « vins (de raisin) » qui doit être distincte de la catégorie « vins (produit à l'aide d'autres fruits que le raisin) », et participe actuellement aux travaux sur la *Norme générale pour les additifs alimentaires* (NGAA) pour la catégorie « vin de raisin » et ses sous-catégories.

209. En ce qui concerne le CCFFV, l'OIV a participé à l'élaboration de la *Norme pour les raisins de table* (CODEX STAN 255-2007) et plus particulièrement les sections ayant trait à la maturité et au poids minimal de la grappe. En 2008, les États membres de l'OIV ont adopté par consensus une norme sur les exigences minimales de maturité pour le raisin de table (VITI 1-2008). L'OIV entend poursuivre cette coopération pour certaines dispositions de la norme Codex pour les raisins de table. Les travaux de l'OIV sur une norme spécifique pour les raisins secs peuvent apporter, lorsqu'elle sera adoptée, une contribution scientifique et technique aux travaux du Codex.

210. L'OIV a aussi pris en compte dans son propre programme de travail plusieurs principes ou textes du Codex, comme par exemple le rôle de la science dans l'élaboration des normes, les principes établis par le CCFFCS sur la traçabilité, lorsqu'il s'est agi d'établir le projet de résolution concernant les directives sur la traçabilité dans le secteur du vin et de la vigne, et les principes et définitions du Codex sur les biotechnologies lors de la formulation de certaines définitions spécifiques au secteur du vin et de la vigne en ce qui concerne les biotechnologies.

211. L'observateur a aussi déclaré qu'il attachait une grande importance à la coopération avec la FAO sur des questions présentant un intérêt commun, et a conclu que ces exemples montraient l'intérêt que l'OIV portait aux travaux du Codex et la nécessité pour les deux Organisations de coordonner leurs activités et de coopérer dans les domaines d'intérêt commun.

B. Relations entre la Commission du Codex Alimentarius et les organisations non gouvernementales internationales

Organisation internationale de Normalisation (ISO)⁷⁴

212. L'observateur de l'ISO, Secrétaire du Comité technique sur les produits alimentaires, ISO/TC 34, s'exprimant au nom du Secrétaire général adjoint de l'ISO, M. Kevin Mac Kinley, a rappelé que son Organisation avait élaboré plus de 800 normes dans le secteur alimentaire. Les normes internationales ISO sont élaborées conformément aux principes stipulés par le Comité de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, en particulier la transparence, l'ouverture, l'impartialité et le consensus. ISO offre une assistance technique aux pays en développement à l'appui de la participation à ses travaux techniques et à ses réunions et au renforcement des capacités pour utiliser et mettre en œuvre les normes ISO. Les consommateurs participent aux travaux de l'ISO.

213. L'observateur a noté que la coopération et la complémentarité des travaux caractérisent depuis longtemps les relations de l'ISO et du Codex, comme décrit dans le document CAC/34 INF/6. Le Codex est un partenaire précieux pour l'ISO dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, domaine où l'ISO s'efforce d'élaborer des normes qui complètent les travaux de la Commission du Codex Alimentarius et facilitent leur mise en œuvre. Dans la perspective d'une collaboration aussi essentielle, l'ISO organise un atelier régional sur la pêche et l'aquaculture en septembre 2011 en Indonésie auquel participeront la FAO, le Secrétariat du Codex, l'OIE et le forum du secteur d'activité – GFSI (Global Food Safety Initiative). ISO pourrait constituer un lien ou un pont avec l'industrie alimentaire mondiale.

214. ISO/TC 34 « Produits alimentaires » et son Sous-comité sur les systèmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments continuent d'harmoniser les programmes de conditions préalables du secteur alimentaire, en coordination avec la Commission du Codex Alimentarius (voir paragraphe 26 du document INF/6). La prochaine réunion plénière d'ISO/TC 34 sera organisée au Kenya en avril 2012, avec un séminaire spécial consacré aux pays en développement d'Afrique.

⁷⁴ CAC/34 INF/6 (Communication de l'ISO – rapport d'activités intéressant les travaux du Codex).

215. L'observateur a également informé la Commission que l'ISO et l'OIE venaient de signer un accord de coopération et d'activités de liaison dans les domaines d'intérêt commun.

QUESTIONS DÉCOULANT DE LA FAO ET DE L'OMS (Point 14 de l'ordre du jour)⁷⁵

PROJET ET FONDS FIDUCIAIRE FAO/OMS À L'APPUI D'UNE PARTICIPATION RENFORCÉE AU CODEX (Point 14a) de l'ordre du jour)

216. La Commission a noté que le rapport annuel et le rapport de situation étaient présentés uniquement à titre d'information. Le Représentant de l'OMS a rappelé qu'à sa dernière session, la Commission avait examiné l'évaluation à mi-parcours du Fonds fiduciaire du Codex et avait présenté plusieurs questions à soumettre aux Comités de coordination. L'OMS et la FAO avaient ensuite élaboré une réponse de la Direction (CX/CAC 11/34/14-Add.1) et des propositions visant à donner suite aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours (CX/CAC 11/34/14-Add.2). Le Représentant a invité la Commission à examiner ces propositions en fonction des trois objectifs du Fonds fiduciaire.

Objectif 1 – Élargir la participation au Codex

217. Le Représentant de l'OMS a rappelé que le secrétariat du Fonds fiduciaire avait étudié les problèmes rencontrés par plusieurs pays pour continuer à assurer leur participation, qu'ils soient ou non encore admis à bénéficier d'un soutien, et avait relevé des caractéristiques communes entre ces pays. L'OMS a invité la Commission à examiner si les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement devaient recevoir un soutien supplémentaire; si les pays « affranchis » qui n'arrivent pas à assurer un certain niveau de participation devaient être réadmis au bénéfice d'un soutien; et si les propositions émises à cette fin étaient appropriées.

218. Certaines délégations ont indiqué que leur priorité était l'Objectif 1 et ont su gré au Fonds fiduciaire de reconnaître que de nombreux pays avaient toujours des difficultés à assurer leur participation.

219. Certaines délégations ont fait valoir que les critères n'étaient pas adaptés et qu'ils devraient être révisés car ils reposaient sur des indicateurs internationaux sans tenir compte de la réalité dans les pays, et ont estimé qu'il fallait indiquer clairement quels critères devaient être appliqués pour que les pays affranchis puissent bénéficier d'un soutien supplémentaire.

220. Certaines délégations ont proposé qu'avant de décider d'un soutien supplémentaire, le Fonds fiduciaire étudie la qualité de la participation, à savoir si les pays concernés avaient participé de manière efficace et si cette participation avait été une source d'avantages et de progrès réels au niveau national. Le Représentant de l'OMS a indiqué que les situations seront évaluées au cas par cas, en tenant compte de l'efficacité et de l'impact de la participation antérieure.

221. Une délégation a fait remarquer que les difficultés rencontrées en ce qui concerne la participation au niveau national pouvaient provenir de la division des compétences et des procédures budgétaires au sein des ministères responsables, et que ces difficultés devaient être prises en compte au moment de décider d'un soutien supplémentaire.

222. Plusieurs délégations ont soutenu le financement supplémentaire destiné aux PMA et aux petits États insulaires en développement. Il a aussi été noté que les options proposées étaient complémentaires étant donné que le soutien devrait être envisagé au cas par cas lorsque les pays rencontrent des difficultés, qu'ils soient ou non admis à bénéficier d'un soutien.

223. La Commission a approuvé les propositions visant à accorder un soutien supplémentaires aux PMA et aux petits États insulaires en développement, ainsi qu'aux pays affranchis qui ne peuvent assurer leur participation. Elle a également approuvé le processus proposé à cette fin dans le document de travail, tout en notant que les critères et les mécanismes devaient être clairs et transparents.

Objectif 2 – Renforcer la participation au Codex

224. Plusieurs délégations ont fait remarquer que les Objectifs 1 et 2 étaient liés, que la réalisation de l'Objectif 2 demanderait plus de temps, et que ces objectifs devraient être prioritaires même si l'Objectif 3 était également important.

⁷⁵ CX/CAC 11/34/14, CX/CAC 11/34/14-Add.1, CX/CAC 11/34/14-Add.2.

225. Plusieurs délégations ont noté que le Fonds fiduciaire avait eu un effet très positif pour de nombreux pays et que ceux qui avaient acquis une expérience suffisante pouvaient aider d'autres pays, et que les mécanismes comme le mentorat, le jumelage, la coopération régionale et la coopération Sud-Sud étaient dans l'ensemble soutenus.

226. Il a été noté durant la discussion que les conditions suivantes étaient essentielles pour réaliser l'Objectif 2: durabilité à long terme de la participation; échange d'informations et coordination entre le Fonds fiduciaire et les autres activités de formation et de développement de la FAO, de l'OMS, des initiatives régionales et des pays membres; et engagement des décideurs au niveau politique.

227. Plusieurs délégations ont noté que l'Objectif 2 était étroitement lié à l'Objectif 1 car les délégués devaient être bien préparés pour pouvoir tirer parti de la participation aux réunions du Codex, et donner la priorité aux réunions ayant le plus d'importance pour eux; à cette fin, les comités nationaux du Codex devraient être renforcés et les formations régionales étaient également fort utiles.

228. Une délégation a indiqué que l'accent devait rester sur l'Objectif 1, que les pays donateurs étaient responsables au niveau national de leur contribution au Fonds fiduciaire et donc qu'il importait d'assurer la transparence et d'évaluer la façon dont les pays bénéficiaires avaient tiré parti du Fonds fiduciaire, afin de pouvoir décider d'un futur financement.

229. La Commission est convenue d'appuyer les mesures suivantes qui doivent permettre de réaliser l'Objectif 2: assurer la coordination et l'échange d'informations entre le Fonds fiduciaire, la FAO, l'OMS, les organisations régionales et les États membres en ce qui concerne les activités de formation; promouvoir le mentorat, le jumelage et la coopération Sud-Sud; sensibiliser les responsables aux travaux du Codex de sorte que les décideurs en reconnaissent l'importance et allouent des ressources en conséquence; et mesurer l'impact de la participation au niveau national.

Objectif 3 – Renforcer la contribution technique et scientifique au Codex

230. Certaines délégations ont fait observer que le soutien du Fonds fiduciaire offrait une bonne occasion de tirer parti des compétences disponibles dans les institutions universitaires des pays en développement, aux niveaux national et régional, afin de repérer les experts et les sources de données susceptibles d'être utilisés pour fournir des avis scientifiques.

231. Les points suivants ont été invoqués dans le débat concernant l'utilisation de ces compétences: l'interaction nécessaire entre les experts scientifiques et les responsables de la réglementation au niveau national, tant pour élaborer des normes nationales que pour participer au processus du Codex; les problèmes posés pour accéder aux données, qui peuvent ne pas être publiées; les problèmes d'organisation et de financement; et les lacunes dans les domaines de compétence visés.

232. Une délégation a noté que plusieurs pays avaient largement réalisé les Objectifs 1 et 2, mais que l'Objectif 3 était plus difficile à atteindre et devrait être envisagé dans une perspective à plus long terme, et a soutenu les activités proposées dans le document de travail. Une autre délégation a estimé qu'il était préférable de mettre l'accent sur l'Objectif 2 en fonction des besoins des régions plutôt que sur l'Objectif 3, qui serait mieux traité par d'autres activités de la FAO et de l'OMS.

233. En réponse à une question sur la possibilité d'utiliser les centres d'excellence régionaux pour renforcer les contributions scientifiques, le Représentant de l'OMS a indiqué qu'il existait plusieurs réseaux de centres d'excellence, notamment les centres collaborateurs de l'OMS et le réseau GEMS/Foods; il a précisé que les centres d'excellence n'apportaient pas de contributions directes au processus d'avis scientifiques FAO/OMS; et noté le rôle des bureaux régionaux de l'OMS pour faciliter ces liaisons au niveau régional. Le Représentant a aussi souligné qu'il était important de diffuser au niveau national les appels à données et les appels à experts qui étaient émis en vue des consultations d'experts.

234. Le Représentant de la FAO a souligné qu'il importait de faire le meilleur usage possible des instituts scientifiques et des universités au niveau national afin de garantir que les données disponibles soient effectivement utilisées dans les activités de programmation concernant les normes et la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que dans les réunions d'experts internationales pertinentes dans le cadre du programme FAO/OMS de fourniture d'avis scientifiques. La mise en place de capacités nationales adéquates pour renforcer les activités scientifiques et l'élaboration de données comportent toute une série de problèmes, et des efforts doivent être faits pour éviter les doubles emplois et assurer les synergies avec les programmes de la FAO et de l'OMS afin d'assurer le meilleur usage possible des ressources disponibles du Fonds fiduciaire.

235. La Commission a approuvé les mécanismes proposés au titre de l'Objectif 3 pour appuyer la production de données, y compris le soutien aux instituts et experts scientifiques dans les pays en développement, et faciliter l'accès aux données.

236. En conclusion, la Commission a remercié le Fonds fiduciaire du Codex, la FAO, l'OMS et les pays donateurs et soutenu les propositions formulées aux titres des Objectifs 1, 2 et 3 présentés en détail ci-dessus.

AUTRES QUESTIONS SOUMISES PAR LA FAO ET L'OMS (point 14b) de l'ordre du jour)⁷⁶

Fourniture d'avis scientifiques

237. Les Représentants de l'OMS et de la FAO ont présenté le document CX/CAC 11/34/15, qui était divisé en trois parties: résultats des récentes réunions d'experts FAO/OMS, autres initiatives pertinentes menées par la FAO et l'OMS, et état d'avancement des demandes d'avis scientifiques de la FAO et de l'OMS. Les résultats de certaines réunions d'experts scientifiques récemment organisées conjointement par la FAO et l'OMS pour répondre aux demandes présentées par plusieurs comités du Codex ont été évoqués. Les publications récentes et les réunions à venir ont été notées.

238. Se référant aux paragraphes 17, 18 et 19 du document, le Représentant de l'OMS a signalé les travaux actuellement menés par le Groupe consultatif d'experts OMS sur les directives nutritionnelles (NUGAG), qui a été constitué dans le cadre du nouveau processus d'élaboration de directives mis en place à l'OMS pour veiller à ce que les nouvelles directives soient élaborées conformément aux meilleures pratiques et fondées sur les données scientifiques disponibles. Le NUGAG a donc remplacé l'ancien mécanisme qui consistait à élaborer les directives et les recommandations nutritionnelles par le biais de consultations d'experts ad hoc. La Commission a également été informée des travaux sur l'élaboration de profils nutritionnels et des essais sur le terrain du manuel-cadre et des principes d'orientation.

239. Le Représentant de la FAO a ensuite donné à la Commission des informations sur les travaux menés par la FAO et l'OMS concernant les outils d'aide en ligne, dont les pays auront absolument besoin pour mettre en œuvre les lignes directrices adoptées pour la maîtrise de *Campylobacter* et de *Salmonella* spp. dans les produits de volaille. En outre, concernant les demandes faites par le CCFH à la FAO et à l'OMS d'entreprendre de nouveaux travaux sur les risques des parasites d'origine alimentaire, la date limite pour la communication de données dans le cadre de futures activités d'évaluation de la JEMRA sur cette question a été rappelée à la Commission.

240. La Commission a pris note des informations communiquées concernant l'enquête initiale pilote menée récemment sur la qualité et l'utilité des avis scientifiques en matière de sécurité sanitaire des aliments, fournis par la FAO et l'OMS à certains comités du Codex. Elle a aussi noté que cette enquête ferait l'objet d'un suivi cette année afin d'obtenir de plus amples informations sur les améliorations susceptibles d'être apportées à la mise en œuvre des activités d'avis scientifiques.

241. Des informations supplémentaires ont été fournies sur les activités du nouveau programme sur la prévention, la préparation et l'action en cas de situations d'urgence liées à la sécurité sanitaire des aliments (EMPRES-Sécurité sanitaire des aliments) destiné à faciliter la gestion des crises pour la filière alimentaire et à soutenir la FAO.

242. Le Secrétariat du JECFA a souligné que la FAO et plus encore l'OMS connaissaient une situation financière difficile, qui avait aussi une incidence sur la fourniture d'avis scientifiques. Il a été signalé qu'en raison de la situation financière actuelle de la FAO et de l'OMS, il ne serait pas possible de donner suite à un grand nombre des demandes d'avis scientifiques adoptées par la Commission à cette session.

243. Enfin, il a été signalé que le programme d'avis scientifiques ne faisait pas partie du Codex mais était une activité distincte étroitement liée à l'élaboration des normes du Codex. En outre, il a été souligné que les appels à données et les appels à experts étaient souvent publiés par la FAO et l'OMS avant les réunions d'experts et qu'il était important de les distribuer et d'y répondre.

⁷⁶ CX/CAC 11/34/15 et CX/CAC 11/34/15-Add.1.

Renforcement des capacités

244. Au nom de la FAO et de l'OMS, le Représentant de la FAO a expliqué que le document CX/CAC 11/34/15-Add.1 contenait la liste complète des projets actuels et futurs de la FAO et de l'OMS concernant le renforcement des capacités, y compris les activités menées par les deux Organisations, qui complètent les activités du Codex ou les soutiennent aux niveaux national, régional et international.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES AUTRES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF (Point 15 de l'ordre du jour)⁷⁷

245. La Commission a élu les membres ci-après de son bureau pour un mandat allant de la fin de la session en cours à la fin de la prochaine session ordinaire (trente-cinquième session) de la Commission.

Président: M. Sanjay DAVE (Inde)
Vice-Présidents: M. Samuel GODEFROY (Canada)
 Mme Awilo OCHIENG PERNET (Suisse)
 M. Samuel SEFA-DEDEH (Ghana)

246. La Commission a élu sur une base géographique les membres suivants du Comité exécutif pour la période allant de la fin de la session en cours jusqu'à la fin de la deuxième session ordinaire suivante de la Commission:

Afrique: Kenya
 Asie: Chine
 Europe: France
 Amérique latine et les Caraïbes: Jamaïque
 Proche-Orient: Tunisie
 Amérique du Nord: États-Unis d'Amérique
 Pacifique Sud-Ouest: Australie

247. Conformément à l'Article IV.2 du Règlement intérieur de la Commission et sur la base des nominations faites par les comités de coordination, les membres ci-après de la Commission ont été nommés en qualité de coordonnateurs pour un mandat allant de la fin de la trente-quatrième session de la Commission jusqu'à la fin de la session ordinaire de la Commission de 2013.

Afrique: Cameroun
 Asie: Japon
 Europe: Pologne
 Amérique latine et les Caraïbes: Costa Rica
 Proche-Orient: Liban
 Amérique du Nord et Pacifique Sud-Ouest: Papouasie-Nouvelle-Guinée

DÉSIGNATION DES PAYS CHARGÉS DE NOMMER LES PRÉSIDENTS DES COMITÉS ET DES GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX DU CODEX (Point 16 de l'ordre du jour)⁷⁸

248. La Commission a rappelé sa décision relative à l'accueil par la Colombie du Comité sur les sucres (voir le point 9 de l'ordre du jour), a noté que le Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens avait achevé ses travaux (voir le point 5 de l'ordre du jour) et serait dissous, et a confirmé la désignation des gouvernements hôtes qui figurent dans l'Annexe VIII du présent rapport.

249. La délégation polonaise, coordonnateur pour l'Europe, a indiqué à la Commission que, conformément à la décision d'encourager l'organisation conjointe des comités, le prochain Comité de coordination FAO/OMS pour l'Europe serait organisé conjointement avec la Géorgie.

250. La Commission a également noté que le Panama souhaitait organiser, conjointement avec la Suisse, la deuxième session du Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur l'alimentation animale.

⁷⁷ CX/CAC 11/34/16.

⁷⁸ CX/CAC 11/34/17.

251. La délégation kenyane a fait part à la Commission des difficultés d'obtention des visas pour assister au Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS) en Hongrie et a encouragé le pays hôte à faciliter l'accès des délégués aux réunions du Comité.

AUTRES QUESTIONS (Point 17 de l'ordre du jour)

Travaux futurs sur les nanotechnologies

252. La délégation égyptienne a demandé s'il était possible de créer un groupe de travail sur les aliments produits au moyen des nanotechnologies pour évaluer le risque potentiel posé par ces aliments.

253. En réponse à la demande de la délégation égyptienne, la FAO et l'OMS ont donné des informations sur des activités récentes et à venir dans le domaine des nanotechnologies. La Commission a été informée que la FAO et l'OMS avaient organisé une réunion d'experts en juin 2009 sur les incidences possibles sur la sécurité sanitaire des aliments des nouvelles applications des nanotechnologies dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. La FAO avait également collaboré avec le Gouvernement brésilien à l'organisation d'une conférence internationale en juin 2010 pour examiner les applications des nanotechnologies dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, l'accent portant sur les applications intéressant plus particulièrement les pays en développement. Vu l'étendue de l'utilisation de ces technologies et en raison des nombreuses activités en cours dans d'autres organisations, il a été estimé nécessaire de mieux définir la portée du travail qui pourrait éventuellement être réalisé dans le cadre du Codex. La FAO et l'OMS poursuivront leur travail lié à l'élaboration d'approches fondées sur l'arbre de décision pour évaluer les applications des nanotechnologies dans le secteur de l'alimentation une fois achevés les travaux en cours dans d'autres entités, afin d'éviter les doubles emplois.

Révision du mandat du Comité sur les fruits et les légumes frais

254. La délégation colombienne a appelé l'attention sur sa proposition d'envisager la révision du mandat du Comité sur les fruits et les légumes frais (CCFFV) et sur la recommandation du Comité exécutif à sa soixante-cinquième session selon laquelle la Commission devait recommander au CCFFV de revoir son mandat et de le transmettre ensuite au Comité sur les principes généraux pour examen.

255. La délégation de l'Union européenne a noté que le mandat du groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles de l'UNECE stipule que le groupe de travail coopère avec le CCFFV pour assurer la réciprocité du processus de consultation. À cet égard, le processus consultatif avec l'UNECE, tel qu'énoncé dans le mandat du CCFFV, pourrait grandement faciliter le travail du Comité en contribuant de manière positive à l'élaboration des normes au CCFFV, en particulier l'examen des normes de l'UNECE. Si les membres du Codex avaient des inquiétudes concernant le processus de consultation avec l'UNECE, la Commission pourrait préciser la question comme suit: « L'objectif ultime du processus de consultation entre le Codex et l'UNECE doit être l'élaboration de normes harmonisées pour assurer des pratiques commerciales loyales. Toutefois, cela ne signifie pas que les normes du Codex doivent être identiques aux normes de l'UNECE car un certain niveau de divergence peut être inévitable dans la pratique pour tenir compte des exigences du mandat du Codex et de ses membres plus généralement ».

256. La délégation mexicaine, qui assure la présidence du Comité sur les fruits et les légumes frais, a demandé, si le mandat était examiné à la prochaine session du CCFFV, que le Secrétariat du Codex élabore un document de travail sur l'historique et les liens entre le CCFFV et l'UNECE pour permettre au Comité de prendre une décision en connaissance de cause.

257. La Commission est convenue de recommander au CCFFV d'examiner son mandat et que le résultat de son examen soit communiqué au CCGP pour examen, le cas échéant.

Date et lieu de la prochaine session

La Commission a pris note que sa trente-cinquième session se tiendra à Rome (Italie) du 2 au 7 juillet 2012, sous réserve de confirmation.

ANNEXE 1

PRÉSIDENTE

Dr Karen L. HULEBAK
Chief Scientist
Office of Food Safety
U.S. Department of Agriculture
1400 Independence Avenue
Whitten Bldg Rm 412A
Washington, DC 20250 - 3700
U.S.A.

Phone: +202.690.5074

Fax: + 202 690 2980

Email: karen.hulebak@fsis.usda.gov

VICE-PRÉSIDENTS

Mr Ben MANYINDO
Deputy Executive Director
Uganda National Bureau of Standards
P.O. Box 6329
Kampala
Uganda

Phone: +256 414 505995

Fax: +256 414 286123

Email: ben.manyindo@unbs.go.ug
benm552000@yahoo.co.uk

Mr Sanjay DAVE
Director
Agricultural and Processed Food Products Export
Development Authority (APEDA)
Ministry of Commerce
Government of India
NCUI Building, 3 Siri Institutional Area
August Kranti Marg, Hauz Khas
New Delhi – 110016
India

Phone: +91 11 26513162

Fax: +91 11 26519259

Email: dave.codex@apeda.gov.in

Mr Knud ØSTERGAARD
Head of Division
Danish Veterinary and Food Administration
Mørkhøj Bygade 19
DK-2860 Søborg
Denmark

Phone: +45 33956120

Fax: +45 33 956001

Email: koe@fvst.dk

**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES**

ALBANIA - ALBANIE

Ms Dorina XHINHO
Second Secretary
Permanent Mission of the Republic of Albania to
the United Nations Office and other International
Organizations in Geneva
Rue du Môle 32
1201 Geneva

Dr.^a Maria de Fátima DA CONCEIÇÃO MELO
Coordinator of the Sub-Comité on
Fresh Fruits and Vegetables of Codex-Angola
Luanda

Mr Kinkeia MAKIESE
Third Secretary
Permanent Mission of the Republic of Angola
to the United Nations Office and other
International Organizations in Geneva
Rue de Lausanne 45-47
1201 Geneva

ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA

Mr Mourad BOUKADOUM
Counsellor
Permanent Mission of the People's Democratic
Republic of Algeria to the United Nations Office
at Geneva and other International Organizations
in Switzerland
Route de Lausanne 308
1293 Bellevue

Mr Mohamed Salim SAMAR
Counsellor
Permanent Mission of the People's Democratic
Republic of Algeria to the United Nations Office
at Geneva and other International Organizations
in Switzerland
Route de Lausanne 308
1293 Bellevue

ANGOLA

Dr Gomes CARDOSO
President of Codex-Angola
Ministério da Agricultura, do Desenvolvimento
Rural e das Pescas
Luanda

Eng.^a Teodora Lorenço SILVA
Vice-President of Codex-Angola
Luanda

Dr Jose Alexande CANELAS
National Director It Polices Económica
Luanda

ARGENTINA - ARGENTINE

Ing. Gabriela Alejandra CATALANI
Coordinadora Técnica del Punto Focal
del Codex Argentina
Av. paseo Colón 922
Planta baía, oficina 37
C.P. C1063ACW
Buenos Aires
Phone: +54 11 4349 2549
Fax: +54 11 4349 2244
Email: codex@minagri.gob.ar

ARMENIA - ARMÉNIE

Ms Iren MELKONYAN
Codex Contact Point
Ministry of Agriculture
3rd Government Building
Republic Square
0010 Yerevan
Phone: +37410 524610
Fax: +37410 524610
Email: codexarmenia@yahoo.com

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Mr Greg READ
Executive Manager
Food Division
Australian Quarantine and Inspection Service
Australian Government Department of
Agriculture, Fisheries and Forestry
GPO Box 858
CANBERRA ACT 2601
Phone: +61 2 6272 3594
Fax: +61 2 6272 4112
Email: gregory.read@daff.gov.au

Dr Paul BRENT
 Chief Scientist
 Food Standards Australia New Zealand
 P.O. Box 7186
 CANBERRA ACT 2610
 Phone: +61 2 62712215
 Fax: +61 2 62712278
 Email: paul.brent@foodstandards.gov.au

Ms Ann BACKHOUSE
 Manager
 Codex Australia
 Food Division
 Australian Quarantine and Inspection Service
 Department of Agriculture, Fisheries and Forestry
 GPO Box 858 CANBERRA ACT 2601
 Phone: +61 2 6272 5692
 Fax: +61 2 6272 4389
 Email: ann.backhouse@daff.gov.au

AUSTRIA - AUTRICHE

Dr Aleksander ZILBERSZAC
 Head of Unit
 Ministry of Health
 Radetzkystrasse 2
 A-1031 Vienna
 Phone: +431 71100 4617
 Fax: +431 7137952
 Email: alexander.zilberszac@bmg.gv.at

Dr Erhard HÖBAUS
 Head of Division "Nutrition and Quality Assurance"
 Austrian FAO/WHO Codex Contact Point
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry, Environment and Water Management
 A-1012 Vienna, Stubenring 12
 Phone: + 431 71100-2855
 Fax: +431 71100-2901
 Email: erhard.hoebaus@lebensministerium.at

AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN - AZERBAIYÁN

Mr Emin TEYMURAV
 Attaché
 Permanent Mission of the Republic of Azerbaijan
 to the United Nations Office and other
 International Organizations in Geneva
 Route des Fayards 237
 1290 Versoix

BARBADOS - BARBADE

Ms Shani GRIFFITH
 Trade Intern
 Permanent Mission of Barbados to the
 United Nations Office and other International
 Organizations in Geneva
 Chemin François-Lehmann 18a
 1218 Grand-Saconnex

BELARUS - BÉLARUS - BELARÚS

Ms Irina ARZHANKOVA
 First Secretary
 Permanent Mission of the Republic of Belarus
 to the United Nations Office and other
 International Organizations in Geneva
 Avenue de la Paix 15
 1211 Geneva 20

BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA

M Carl BERTHOT
 Conseiller General
 Service Public Fédéral
 Santé Publique, Sécurité de la chaîne
 alimentaire et Environnement
 Place Victor Horta, 40 Boîte 10
 Bloc II -7 étage
 1060 Bruxelles
 Phone: +32 (0) 2 5247369
 Fax: +32 (0) 2 5247399
 Email: codex.be@health.fgov.be

M Johan HALLEART
 Directeur Politique Alimentaire
 FEVIA
 Fédération de l'industrie alimentaire
 Avenue des Arts 43
 B-1040 Bruxelles
 Phone: +32 2 550 1760
 Fax: +32 2 550 1754
 Email: jh@fevia.be

Mr Luc OGIERS
 Director
 FOD Economic
 Vooruitgongstraat 50
 1020 Brussels
 Phone: +32 2 277 2481
 Email: luc.ogiers@economic.fgov.be

Mr Bart VANDEWAETERE
 EU Affairs Manager
 Nestlé
 Rue de Birmingham, 221
 1070 Bruxelles
 Phone: +32 2 5292212
 Email: bart.vandewaetere@be.nestle.com

Mr Léonard BOSSCHAERT
Counsellor
Federal Agency for the Safety of the Food Chain
Bd du Jardin Botanique 55
1000 Brussels
Phone: +32 2 2118618
Fax: +32 2 2118640
Email: leonard.bosschaert@afsca.be

Mrs Kinlay TSHERING
Chief Horticulture Officer
Horticulture Division
Ministry of Agriculture and Forests
Thimphu
Phone: +975 2 336946
Fax: +975 2 325837
Email: kinlaytshering@moa.gov.bt

BENIN - BÉNIN

Dr Yombo MALETE
Directeur de l'Alimentation et de la Nutrition
Appliquée
Secrétaire Permanent du Comité National du
Codex Alimentarius
Point Contact Codex
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la
Pêche
BP 295 Porto-Novo
Phone: +229 97 112020
Fax: +229 20213963
Email: Yombomalete@yahoo.fr
maepdana@ymail.com

Dr Henriette HOUSSOU KOURA
Directrice de l'Hygiène et de l'Assainissement de
Base
Ministère de la Santé
04 BP 0004
Cotonou
Phone: 0022921 33 9720
Email: kourahenriette@yahoo.fr

BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN

Ms Barsha GURUNG
Chief Regulatory and Quarantine Officer
Bhutan Agriculture and Food Regulatory
Authority
Thimphu
Phone: 00975 327031
Fax: 00975 2327032
Email: barshagrng@gmail.com

Mr Jit Bahadur GURUNG
Specialist
Bhutan Agriculture and Food Regulatory
Authority
Thimphu
Phone: +975 2327031
Fax: +975 2327032
Email: jbgurung2002@yahoo.com

BOSNIA AND HERZEGOVINA – BOSNIE-HERZÉGOVINE – BOSNIA Y HERZEGOVINA

Mr Mihajlo SUZNJEVIC
Counsellor
Permanent Mission of Bosnia and Herzegovina
to the United Nations Office and other
International Organizations in Geneva
Rue Lamartine 22 bis
1203 Geneva

BOTSWANA

Dr Charity Kagiso KRUGER
Managing Director
National Food Technology
Research Centre
P.O. Box 403697
Gaborone
Email: charike@naftec.org

BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL

Mr Cláudio Meluzzi MENDES
Third Secretary
Ministry of External Relations
Esplanada dos Ministérios
Brasília/DF
Phone: +55 61 34119562
Fax: +55 61 34118918
Email: claudio.mendes@itamaraty.gov.br

Dr André Luis SANTOS
Deputy Coordinator of the Brazilian National
Codex Committee
Researcher Engineer
Brazilian National Institute of Metrology,
Standards and Industrial Quality (INMETRO)
Rua da Estrela 67 - 2º andar
Rio Comprido
Rio de Janeiro
Brazil - CEP: 2025 1900
Phone: +55 21 3216 1087
Fax: +55 21 3216 1085
Email: alsantos@inmetro.gov.br

Mrs Denise Resende OLIVEIRA
 General Manager
 Nacional Health Surveillance Agency
 SIA Trecho 5 - Area Especial 57
 Bloco D - 2º andar - CEP: 71.205050
 Brasília, DF
 Phone: +55 61 3462 6514
 Fax: +55 61 3462 5315
 Email: denise.resende@anvisa.gov.br

Mr Guilherme Antônio da COSTA JÚNIOR
 Brazilian Agricultural Attaché to WTO
 Permanent Representation of the Federative
 Republic of Brazil to WTO
 71, avenue louis-casaï
 case postale 120
 1216 cointrin - Genève, Suisse
 Phone: +4122 929-0900
 Fax: +4122 788-2506
 Email: Guilherme.costa@agricultura.gov.br
 GGGuilherme@hotmail.com

Mr Rogério Pereira da SILVA
 Coordinator for Codex Alimentarius Matters
 Ministry of Agriculture, Livestock and Food
 Supply
 Esplanada dos Ministérios, Bloco "D", Edifício
 Sede, Sala 349
 CEP: 70.073-900 Brasília - DF
 Phone: +55 (61) 3218-2968
 Fax: +55 (61) 3225-4738
 Email: rogerio.silva@agricultura.gov.br

Mr Antonio MANTOAN
 Regulatory Assoc Director
 ABIA - Assoc. Bras. Ind. Alimentação
 Av. Faria Lima 1478 - 11 andar
 Sao Paulo, SP
 Brazil 01451-001
 Phone: +55 11 30301353
 Email: antonio.mantoan@mjn.com

Ms Suzana BRESSLAU
 Official Veterinarian Inspector
 Secretariat of Animal and Plant Health Inspection
 Ministry of Agriculture, Livestock and Food
 Supply
 Esplanada dos Ministérios, Bloco "D"- Anexo A -
 Sala 443
 CEP 70 043-900 - Brasília, DF
 Phone: +55 61 3218 2861
 Fax: +55 61 3218 2727
 Email: suzana.bresslau@agricultura.gov.br

Mr Carlos Santos AMORIM JUNIOR
 Director of External Relations
 Associação Brasileira de Normas Técnicas
 (ABNT)
 Rua Minas Gerais, 190
 Higienópolis
 01244-010 -São Paulo
 Phone: +55 11 3017 3618
 Fax: +55 11 3017 3633
 Email: csamorim@abnt.org.br
 mmariotti@abnt.org.br

Mr Guillermo BAYER
 Second Secretary
 Permanent Mission of Brazil to the United
 Nations Office and other International
 Organizations in Geneva
 Chemin Louis-Dunant 15 (6th floor)
 1202 Geneva

Mr Mauricio CORREA
 Permanent Mission of Brazil to the United
 Nations Office and other International
 Organizations in Geneva
 Chemin Louis-Dunant 15 (6th floor)
 1202 Geneva

BULGARIA - BULGARIE

Ms Tatyana ANGELOVA
 Second Secretary
 Permanent Mission of the Republic of Bulgaria
 to the United Nations Office and other
 International Organizations
 Geneva
 Phone: +41 22 798 03 00/+41 786 811 575
 Email: Tatyana.Angelova@mission-bulgarie.ch

Ms Ani HADJIEVA
 Second Secretary
 Permanent Mission of the Republic of Bulgaria
 to the United Nations Office and other
 International Organizations
 Geneva
 Phone: +41 22 798 0300/+41 766 083 659
 Email: ani.hadjieva@ties.itu.int
 a.hadjieva@mee.government.bg

BURKINA FASO

M Moussa OUATTARA
 Chef du Service contrôle phytosanitaire et qualité
 Direction de la Protection des Vegetaux
 Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique et des
 ressources halieutiques
 Ouagadougou
 Phone: +00220 71353315
 Email: ouattamous@yahoo.fr

M Sylvestre TAPSOBA
 Directeur de la Nutrition
 Ministre de la Santé
 04BP 8235
 Ouagadougou

Mme Giselle DABRE
 Attachée
 Permanent Mission of Burkina Faso to the United
 Nations Office and other International
 Organizations in Geneva
 Avenue Blanc 51-53
 1202 Geneva

BURUNDI

M Damien NAKOBEDETSE
 Directeur du Bureau Burundais de Normalisation
 et contrôle de la qualité
 Ministère du Commerce, de l'industrie et du
 tourisme
 Boulevard de la Tanzanie No 500
 P.O. 3535
 Bujumbura
 Phone: +257 2222 1815
 Email: bbnorme11@yahoo.fr

CAMBODIA - CAMBODGE - CAMBOYA

Mr Moeun HANG
 Cambodia Codex Contact Point
 Deputy Director-General of CAMControl
 Ministry of Commerce
 Cambodia Import-Export Inspection and Fraud
 Repression Directorate-General
 #50Eo Street 144
 Phnom Penh
 Phone: 012 967 836
 Fax: 855 23 426166
 Email: moeunhang@hotmail.com

MR Hoksrun AING
 Chief
 Food Safety Bureau
 72 Eo st 108
 Phnom Penh
 Email: hoksrunaing@gmail.com

Mr Sovann KE
 Permanent Mission of the Kingdom of Cambodia
 to the United Nations Office and other
 International Organizations in Geneva
 Chemin de Taverney 3
 1218 Grand-Saconnex

CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN

M Charles BOOTO À NGON
 Directeur General Agence de normes et de la
 qualité
 Coordonnateur du CCAFRICA
 Ministère de l'Industrie, des Mines et du
 Développement Technologique
 Yaoundé

M Médi MOUNGUI
 Deuxième Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de la FAO
 Ambassade de la République du Cameroun
 Via Siracusa, 4-6
 00161 Rome
 Phone: +39 06 4403644
 Fax: +39 06 4403644
 Email: medimoungui@yahoo.fr

M POUEDOGO
 Représentant des Services du Premier Ministre
 BP 12876
 Yaoundé
 Phone: +00237 99897733
 Email: pouedo@yahoo.com

M Jean Martin ETOUNDI
 Secrétaire Technique du CNCOSAC/CCAFRICA
 Agence des Normes et de la qualité
 Yaoundé
 Phone: +00237 7742241/97143663
 Email: etoundijme@yahoo.fr

M Solomon Enoma TATAH
 Sub Director in Charge of U.N. Specialized
 Institutions
 Ministry of External Relations
 Yaoundé
 Phone: +237 22211599
 Fax: +237 22200133
 Email: tatah-enoma@live.com

Mme Colette WOLIMOUM
 Ministère de l'élevage, des pêches et des
 industries animales
 Yaoundé

M Mohamadou BAYERO FADIL
 Président
 Conseil d'Administration à l'Agence des Normes
 et de la Qualité (ANOR)
 Yaoundé

M Jean Pierre AMOUGOU BELINGA
 Membre du Conseil d'Administration à l'ANOR
 Yaoundé

M Blaise MOUSSA
 Directeur
 Administration et des Finances à l'ANOR
 Yaoundé

M Jean Vincent TCHIENEHOM
 Attaché de presse à l'ANOR
 Yaoundé

CANADA - CANADÁ

Dr Samuel GODEFROY
 Director-General
 Food Directorate
 Health Canada
 251 Sir Frederick Banting Driveway
 Room E237 (2202E)
 Ottawa, Ontario K1A 0K9
 Phone: +613 9571821
 Fax: +613 957 1784
 Email: Samuel.godefroy@hc-sc.gc.ca

Mr Paul Raphael MAYERS
 Associate Vice-President
 Programs
 Canadian Food Inspection Agency
 1400 Merivale Road
 Tower 1, Floor 4, Room 104
 Ottawa, Ontario K1A 0Y9
 Phone: +613 773-5747
 Fax: +613 773-5692
 Email: paul.mayers@inspection.gc.ca

Mr Bertrand GAGNON
 Deputy Director
 Codex and Food Safety Coordination
 Canadian Food Inspection Agency
 1400 Merivale Road
 Ottawa, Ontario, K1A 0Y9
 Phone: +613 773-6092
 Fax: +613 773-6088
 Email: bertrand.gagnon@inspection.gc.ca

M Allan MCCARVILLE
 Codex Contact Point for Canada
 Food Directorate, Health Canada
 251 Sir Frederick Banting Driveway
 Room C 400 (2204C)
 Ottawa, Ontario, K1A 0K9
 Phone: +613 941 4616
 Fax: +613 941 3537
 Email: allan_mccarville@hc-sc.gc.ca

Mr Brent WILSON
 Deputy Director Technical Trade Policy
 Agriculture and Agri-Food Canada
 1305 Baseline Road Floor 3, Room 144
 Ottawa, ON, K1A 0C6
 Phone: (613) 773-1651
 Fax: (613) 773-1616
 Email: brent.wilson@agr.gc.ca

Dr John LYNCH
 Executive Director
 Food Safety Consumer Protection
 Canadian Food Inspection Agency
 1400 Merivale Road
 Ottawa, ON, KIA 0Y9
 Phone: +613 773 6045
 Fax: +613 773 5603
 Email: john.lynch@inspection.gc.ca

Ms Pamela HARROD
 Assistant Director, Policy and Law
 Dairy Farmers of Canada
 21 Florence Street
 Ottawa
 Phone: +613 238 9997
 Fax: +613 236 0905
 Email: Pamela.Harrod@dfc-plc.ca

CAPE VERDE - CAP-VERT – CABO VERDE

Mr José MONTEIRO
 Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
 Permanent Representative
 Permanent Mission of the Republic of
 Cape Verde to the United Nations Office and
 other International Organizations in Geneva
 Avenue Blanc 47
 1202 Geneva

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC - RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - REPÚBLICA CENTROAFRICANA

M Denis SAPOUA
 Docteur Veterinaire
 Point de Contact du Codex
 Ministère de l'agriculture et de developpement
 rural
 Bangui
 Phone: +236 75050106
 Email: dsapoua@yahoo.fr

CHILE - CHILI

Sra. Claudia CARBONELL
Encargada Comisión Nacional del Codex, Chile
Dirección General de Relaciones Económicas
Internacionales
Ministerio de Relaciones Exteriores
Teatinos 180, piso 11.
Santiago
Phone: +56-2-8275447
Fax: +56-2-3809494
Email: ccarbonell@direcon.cl

Sr Gonzalo RÍOS K
Encargado de Acuerdos Internacionales
Servicio Agrícola y Ganadero
Ministerio de Agricultura
Avenida Bulnes 140
Piso 5
Santiago
Phone: 56-2-3451581
Fax: +56 -2 -3451578
Email: Gonzalo.Rios@sag.gob.cl

Sra. Sara SWINBURN FONTAINE
Asesor
Agencia Chilena para la Calidad e Inocuidad
Alimentaria ACHIPIA
Ministerio de Agricultura
Galvarino Gallardo 1754
Providencia, Santiago de Chile
Phone: +56-2 2359787
Email: sswinburn@minsepres.gov.cl

CHINA - CHINE

Mr WANG Xuening
Deputy Director
Bureau of Food Safety Coordination and Health
Supervision
Ministry of Health
No.1 Nanlu Xizhimenwai Beijing
Phone: +86(10)-68792188
Fax: +86(10)-68792387
Email: xuening0325@sina.com

Mr CHAN Shuk-chi
Centre for Food Safety
Food and Environmental Hygiene Department
Hong Kong Special Administrative Region
43/F, Queensway Government Offices
66 Queensway Hong Kong
Phone: +0852-28675420
Fax: +0852-28677326
Email: kscchan@fehd.gov.hk

Mr CHAN Waiyan
Centre for Food Safety
Food and Environmental Hygiene Department
Hong Kong Special Administrative Region
3/F,4 Hospital Road
Sui Ying Pun
Hong Kong
Phone: +0852-39622067
Fax: +0852-28030534
Email: waychan@fehd.gov.hk

Mr CHEN JunShi
Professor
National Institute of Nutrition and Food Safety
29 Nanwei Road
Xuanwu District
Beijing 100050
Phone: +86(10)-83132922
Fax: +86(10)-83132922
Email: junshichen@yahoo.com

Mr CHEN Xu
State Food and Drug Administration
26 Xuanwumen Xidajie
Beijing 100053
Phone: +86 10 88330703
Fax: +86 10 88330703
Email: chenxu@sfd.gov.cn

Mr CONG Linye
AQSIQ Import and Export Food Safety Bureau
Room A1109
No.9 Madian East Rd, Haidian District
Beijing 100088
Phone: +01082262425
Fax: +010-82260352
Email: congly@aqsiq.gov.cn

Mr CUI Yehan
Development Center for Science and Technology
Ministry of Agriculture
Room 608
Nongfeng Building
No 96, South 3rd Ring Road
Chaoyang District, Beijing 100122
Phone: +8610-59199376
Fax: +8610-59199377
Email: cuiyehan@agri.gov.cn

Mrs DONG Hongyan
Bureau of Quality and Safety Supervision of
Agricultural Products
Ministry of Agriculture
No.11 Nongzhanguan Nanli
Beijing
Phone: +861059193164
Fax: +861059193315
Email: scszlc@agri.gov.cn

Mr DONG Yichun
China Institute of Veterinary Drug Control
No.8 Zhongguancun South Street
Haidian District
Beijing 100081
Phone: +13910568855
Fax: +86 10 62103546
Email: dongyichun@ivdc.gov.cn

Mrs GAO Xiaoqiang
Deputy Director-General
National Center for Health Inspection and
Supervision
Ministry of Health, China
No.32 BeiSanTiao
JiaoDaoKou
DongCheng District
Beijing
Phone: +86(10)-84027605
Fax: +86(10)-84027605
Email: gaoxiaoqiang@hotmail.com

Mr HUANG Bin
Certification and Accreditation Administration
of the People's Republic of China
No. 9 Madian East Rd
Tower B Haidian District
Beijing 100088
Phone: +010-82262764
Fax: +010-82260755
Email: huangb@cnca.gov.cn

Mrs LI Ning
Researcher
Deputy Director of Institute
National Institute of Nutrition and Food Safety
China CDC
No.7 Panjiayuan Nanli
Chaoyang District, Beijing
Phone: +86(10)-67779118
Fax: +86(10)-67711813
Email: lining_65@163.com

Mrs LI Xiao Yu
Associated Professor
National Center for Health Inspection and
Supervision
Ministry of Health, China
No.32 BeiSanTiao
JiaoDaoKou
DongCheng District
Beijing
Phone: +86(10)-64047878-2139
Fax: +86(10)-64047878-2152
Email: xy174@yahoo.com

Mr LIU Guangxue
Institute For the Control of Agrichemicals
Ministry of Agriculture
No.22 Maididian Street
Chaoyang District
Beijing 100125
Phone: +86 10 59194105
Fax: +86 10 59194107
Email: Liuguangxue@agri.gov.cn

Ms LIU Lu
Ministry of Agriculture
No.11 Nongzhanguan Nanli
Beijing
Phone: +861059192490
Fax: +861059192431
Email: Liulu@agri.gov.cn

Mr LIU Ming
Program Officer
Bureau of Food Safety Coordination
and Health Supervision
Ministry of Health
No.1 Nanlu Xizhimenwai Beijing
Phone: +86(10)-68792838
Fax: +86(10)-68792408
Email: liumingmoh@163.com

Mr QIAO Xiongwu
Shanxi Academy of Agriculture Sciences
2 Changfeng Street
Taiyuan 030006
Phone: +86 351 7581865
Fax: +86 351 7040092
Email: ccpr_qiao@agri.gov.cn

Mrs SUN Jianping
State Food and Drug Administration
26 Xuanwumen Xidajie
Beijing 100053
Phone: +86 10 88330730
Fax: +86 10 88370947
Email: sunjp@sda.gov.cn

Ms TIAN Jing
Assistant Researcher
National Institute of Nutrition and Food Safety
China CDC
No.7 Panjiayuan Nanli
Chaoyang District, Beijing
Phone: +86(10)-67791259
Fax: +86(10)-67711813
Email: tianjing960928@126.com

Mr WANG Nailv
Standardization Administration of China
No 9, Madian Donglu
Haidian District
Beijing 100088
Phone: +010-82262654
Fax: +010-82260687
Email: wangnl@sac.gov.cn

Mr WANG Shucai
State Food and Drug Administration
26 Xuanwumen Xidajie
Beijing 100053
Phone: +86 10 88330805
Fax: +86 10 88373527

Mr YE Zhihua
Professor and Director-General
Institute of Quality Standards and Testing
Technology for Agro-Products
Chinese Academy of Agricultural Sciences
12 Southern Street of Zhong-Guan-Cun
Beijing 100081
Phone: 86-10-82106501
Fax: 86-10-82106288
Email: zhihuaye@mail.caas.net.cn

Mr YUAN Zonghui
Huazhong Agricultural University
Tianmen
Hubei Province
Phone: +8627-87287186
Fax: +8627-87672232
Email: yuan5802@mail.hzau.edu.cn

Mr ZHANG Jinjing
State Food and Drug Administration
NO26 Xuanwumen West St
Beijing 100053
Phone: +86 10 88375679
Fax: +86 10 88375679
Email: jjzh26@yahoo.com

COLOMBIA - COLOMBIE

Sr Javier MUÑOZ IBARRA
Asesor
Ministerio de Comercio, Industria y Turismo
Calle 28 # 13 A 15.
Bogotá D.C.
Phone: +571 6067676 Ext. 1205
Fax: +571- 6064777
Email: jmunoz@mincomercio.gov.co

CONGO

M Hervé Gabriel LEPHOBA
Directeur de la coopération industrielle
Ministère du développement industriel et
de la promotion du secteur privé
Brazzaville
Phone: +2425514238 / 24206 6427687
Email: lephoyen_2000 @yahoo.fr

COSTA RICA

Sr Manuel DENGÓ BENAVIDES
Embajador
Representante Permanente
Misión Permanente de Costa Rica ante
Oficinas de Naciones Unidas
Rue Butini 11
1202 Ginebra
Suiza
Phone: +41 22 731 2587
Fax: +41 22 731 2069
Email: manuel.dengo@ties.itu.int

Sra. Isabel Cristina ARAYA BADILLA
Punto de Contacto del Codex en Costa Rica
Dirección de Mejora Regulatoria y
Reglamentación Técnica
Ministerio de Economía, Industria y Comercio
400m sur de la Contraloría General
Sabana Sur
San José A.P. 10216
1000 San José
Phone: (506) 2291-2164 /2291-1520
Email: iaraya@meic.go.cr
Infocodex@meic.go.cr

Sra. Sylvia POLL AHRENS
Embajadora
Representante Permanente Alternativa
Misión Permanente de Costa Rica ante
Oficinas de Naciones Unidas
Rue Butini 11
1202 Ginebra
Suiza
Phone: +41 22 731 2587
Fax: +41 22 731 2069
Email: sylvia.poll@ties.itu.int

Sr Mario Alberto VEGA HERNÁNDEZ
Ministro Consejero
Misión Permanente de Costa Rica ante
Oficinas de Naciones Unidas
Rue Butini 11
1202 Ginebra
Suiza
Phone: +41 22 731 2587
Fax: +41 22 731 2069
Email: mario.vega@ties.itu.int

Sra. Adriana GARCIA VARGAS
 Consejera
 Misión Permanente de Costa Rica ante la OMC
 Ministerio de Comercio Exterior
 Ginebra
 Suiza
 Phone: +41227150094
 Fax: +41227150099
 Email: adriana.garcia@costaricawto.com

Sr José Luis ROJAS
 Medico Veterinario
 SENASA
 Ministerio de Agricultura y Ganaderia
 2608300
 San José
 Email: jrojas@senasa.go.cr

CÔTE D'IVOIRE

Dr Narcisse EHOUSSOU
 Medecin
 Directeur de société
 Président du Comité National du Codex
 Alimentarius de Côte d'Ivoire
 Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte
 d'Ivoire
 20 BP 211 ABIDJAN 20
 Phone: +225 01 01 55 96
 Email: narcehoussou@yahoo.fr

Prof. Ardjouma DEMBELE
 Maître de recherches et Président du Sous Comité
 "contaminants dans les aliments du CNCA-CI"
 Laboratoire central d'agrochimie et
 d'écotoxicologie
 Ministère de l'Agriculture
 Abidjan
 Phone: +225 05 95 95 72
 Email: ardjouma@yahoo.fr

M Lassina FONDIO
 Docteur en Agronomie
 Président du Sous Comité Fruits et Légumes
 traités du CNCA-CI
 Centre National de Recherche Agronomique
 (CNRA)
 Station d'Anguédédou,
 01 BP 1740 Abidjan 01
 Phone: +(225) 03515486/66071718
 Email: lfondio@yahoo.fr

M Amari Raphael AGNEROH
 Responsable Cellule de Coordination des Projets
 Comité de Gestion de la Filière Café/Cacao
 Immeuble Caistab 16ème étage
 Plateau, ABIDJAN
 Phone: +225 01 05 03 82/20202821
 Fax: +225 20 21 83 30
 Email: agnero100@yahoo.fr

Mme Amelan Innocente KOFFI
 Conseiller Chargé de l'Hygiène Alimentaire
 ONG-CENAD-CI
 01 BP 7641
 Abidjan 01
 Phone: +225 01008843
 Email: ongcenadci@yahoo.fr

M Namory SOUMAHORO
 Conseiller Chargé responsable des relations
 extérieures
 ONG-CENAD-CI
 01 BP 7641
 Abidjan 01
 Phone: +225 01008843
 Email: ongcenadci@yahoo.fr

M Thierry Virgile N'GORAN
 Conseiller Chargé des normes alimentaire
 ONG-CENAD-CI
 01 BP 7641
 Abidjan 01
 Phone: +225 01008843
 Email: ongcenadci@yahoo.fr

M Guy Aime FONDJA NDOUTCHOU
 Chef de Cellule de la Cooperation des Veilles et
 de la prospective
 Agence des Normes et de la Qualité
 Abidjan

CROATIA - CROATIE - CROACIA

Ms Tea HAVRANEK
 Head of Department
 Codex Contact Point
 Croatian Standards Institute
 Ulica Grada Vukovara 78
 10000 Zagreb
 Phone: +385 1 610 6005
 Fax: +385 1 610 9321
 Email: tea.havraneck@hzn.hr

Mrs Nevenka GASPARAC
Assistant Director
Croatian Chamber of Economy
Centre for Quality/Food Safety
Zagreb
Phone: +00385 1 4561776
Fax: +00385 1 4561614
Email: ngasparac@hgk.hr

Ms Danijela ZUNEC BRANDT
First Secretary
Permanent Mission of Croatia
Geneva

CUBA

Sra. Hortensia Nancy FERNÁNDEZ
RODRÍGUEZ
Directora General
Oficina Nacional de Normalización y Presidenta
del Comité Nacional del CODEX
Calle E No. 261 entre 11 y 13
Vedado, Plaza
La Habana 10400
Phone: +537 8300879
Fax: +537 836 8048
Email: nc@ncnorma.cu
jefatura@ncnorma.cu

Sra. Iliana Milagros MONTERO PACHECO
Directora General
Centro Nacional de Inspección de la Calidad
Ministerio de la Industria Alimentaria
Avenida Boyeros #4904 Km 3½
entre Crucero Armada y Camagüey
Cerro
La Habana
Phone: +537 648 7143
Fax: +537 642 7166
Email: ileana@cnica.cu

Sr Gabriel LAHENS ESPINOSA
Director de Regulaciones Técnicas Control
de la Calidad
Ministerio del Comercio Exterior e Inversión
Extranjera
Infanta No.16 esquina 23
Vedado
Cuidad de la Habana
Phone: +537 8380364
Email: gabriel.lahens@mincex.cu
nc@ncnorma.cu

Sr Carlos Fidel MARTÍN RODRÍGUEZ
Commercial Counsellor
Permanent Mission of the Republic of Cuba
to the United Nations Office at Geneva and
other International Organizations in Switzerland
Chemin de Valérie 100
1292 Chambésy

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Mrs Anna KASHOLI -KOUPPARI
Chief Agricultural Officer
Codex Contact Point for Cyprus
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture, Natural Resources and
Environment
Nicosia 1412
Phone: +00357 22408516
Fax: +00357 22408677
Email: akouppari@da.moa.gov.cy

Ms Myriantli SPATHI
Second Secretary
Permanent Mission of the Republic of Cyprus
to the United Nations Office at Geneva and other
International Organizations in Switzerland
Rue du Grand-Pré 66
1202 Geneva
Email: mspathi@mfa.gov.cy

CZECH REPUBLIC – RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – REPÚBLICA CHECA

Mr Jindrich FIALKA
Director
Food Production and Legislation Department
Tesnov 17
11705 Prague 1
Phone: +420 221812 465
Fax: +420 222 314117
Email: jindrich.fialka@mze.cz

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF
KOREA –
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE
DE CORÉE –
REPÚBLICA POPULAR DEMOCRÁTICA DE
COREA**

Mr PYONG MAN HAN
President
Academy of Health and Food Science
Pyongyang
Phone: 850-2-381-8835
Fax: 850-2-381-4420
Email: ahfs421@star-co.net.kp

Mr SONG YONG KIM
Official in charge of External Affairs
Academy of Health and Food Science
Pyongyang
Phone: 850-2-381-8835
Fax: 850-2-381-4420
Email: ahfs421@star-co.net.kp

Mr JONG GON RI
Deputy Prerepresentative
Permanent Mission of the Democratic People's
Republic of Korea to the United Nations Office
and other International Organizations in Geneva
Chemin de Plonjon 1
1207 Geneva

Mr JONG MYONG SOK
Codex Contact Point
Geneva

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO –
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO -
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DEL CONGO**

Dr Floribert DIBWE KALAMBA
Chef de division
Industrie d'animale
Direction de la Production et santé animales
Ministère de l'agriculture
Kinshasa
Phone: +243815043580
Email: dikalambaflor@yahoo.fr

DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA

Ms Jytte KJAERGAARD
Head of Section
Danish Veterinary and Food Administration
Mørhøj Bygade 19
DK-2860 Søborg
Phone: +45 7227 6706
Email: jk@fvst.dk

Mr Jørgen Hald CHRISTENSEN
Food Quality Director
Danish Agriculture and Food Council
Agro Food Park 15
8200 Århus N
Phone: +45 33394475
Email: jhc@lf.dk

Ms Linda JENSEN
Food Scientist
Danish Agriculture and Food Council
Axeltorv 3
DK 1609 Copenhagen V
Phone: +45 3339 4350
Email: LMJ@lf.dk

DJIBOUTI

M Mouharam Fouad ABDALLAH
Chef de service de controle de la qualité et des
normes
Direction du Commerce et de la Normalisation
Ministere du commerce et de l'industrie
BP 24
Cité Ministerielle
Djibouti ville
Phone: +00253 32 54 52
Fax: +00253 35 49 09
Email: marahuom@hotmail.com

M Ahmed MOHAMED ALI
Ing. Aro-Economiste
Conseiller du Ministre de l'Agriculture
Zone Industrielle Sud
B.P 453
Djibouti
Phone: +253 35 12 97
Fax: +253 357859
Email: mohamedag1@yahoo.fr

**DOMINICAN REPUBLIC –
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE –
REPÚBLICA DOMINICANA**

Sr Andrés Salvador HICIANO TORRES
Enc. del Depto. de Control de Riesgos en
Alimentos y Bebidas
La Dirección General de Salud Ambiental
(DIGESA).
Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social
Av. Héctor H. Hernández Esq.
Av. Tiradentes, Ens. La Fe
Santo Domingo
Phone: +809-541-3121, EXT. 2525
Fax: +809-544-2083
Email: salvadorhiciano@yahoo.es
codexsespas@yahoo.com

Sra. Katherine URBAÉZ MARTÍNEZ
 Ministro Consejero
 Misión Permanente de la República Dominicana
 63 rue de Lausanne 1202
 Ginebra
 Phone: +41 (22) 7153915
 Fax: +41 (22) 741 0590
 Email: kurbaez@mail.com

Sr Raúl PERALTA GIRÓN
 Director
 Departamento de Inocuidad Agroalimentaria
 Ministerio de Agricultura
 Ave. John F. Kennedy KM. 6 1/2
 Los Jardines del Norte
 Santo Domingo
 Phone: +809-547-3888, ext. 6023 y 6024
 Fax: +809-472-2810
 Email: mlecheraulperalta@yahoo.com
 codexsespas@yahoo.com
 inocuidadia@gmail.com

ECUADOR - ÉQUATEUR

Sr Javier LATORRE
 Attaché Diplomatique
 Permanent Mission of the Republic of Ecuador to
 the United Nations Office and other International
 Organizations in Geneva
 Rue de Lausanne 80-82 (4th floor)
 1202 Geneva

Ms María del carmen VIVAR
 Third Secretary
 Permanent Mission of the Republic of Ecuador to
 the United Nations Office and other International
 Organizations in Geneva
 Rue de Lausanne 80-82 (4th floor)
 1202 Geneva

EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO

Prof. Salah El Din ABOU RAYA
 Professor of Food Industries
 Cairo University
 Faculty of Agriculture
 El Gamaa St., Giza
 Phone: mob:012 3199931
 Email: aborayasalah1947@yahoo.com

Mr Kamel Darwish MOHAMED
 Senior Food Standards Specialist
 Technical Secretariat for Egyptian Codex
 Committee
 Egyptian Organization for Standardization and
 Quality (EOS)
 16, Tadreeb El- Modarrebeen St.,
 Ameriya
 Cairo
 Phone: +202 22845531
 Fax: +202 22845504
 Email: moi@idsc.net.eg
 kameldarwish@ymail.com

Prof. Nabih Abdel Hamid IBRAHIM
 Technical Supervisor of the School Feeding
 Project (SFP) and Motherhood Childhood Culture
 Enhancement Development (MCCEDP)
 Food Safety Information Center
 Ministry of Agriculture.
 9 Gamaa St., Giza
 Phone: +025735375
 Fax: +025712049
 Email: Drnabih@internetegypt.com

Mr Saad ABDEL-FATTAH
 Executive Manager of the School Feeding
 Project (SFP) and Motherhood Childhood Culture
 Enhancement Development (MCCEDP)
 Food Safety Information Center-Ministry of
 Agriculture
 9 Gamaa St., Giza
 Phone: +025735375
 Fax: +025712049
 Email: Drnabih@internetegypt.com

Mr Ahmed KASSEM
 Technical Manager of the School Feeding Project
 (SFP)
 Food Safety Information Center-Ministry of
 Agriculture
 9 Gamaa St., Giza
 Phone: +025735375
 Fax: +025712049
 Email: Drnabih@internetegypt.com

Mr El Shahat Abdel Rahman SELIM
 Deputy General Manager
 Head of Technical Department
 Chamber of Food Industries
 Cairo
 Phone: +202 25748627
 Fax: +202 25748312
 Email: selim_sh2002@egycfi.org.eg

Prof. Essam OSMAN FAYED
Minister Plenipotentiary for Agriculture Affairs
Embassy of the Arab Republic of Egypt
Via Salaria, 267 (Villa Savoia)
00199 Rome
Phone: +39 06 8548956
Fax: +39 06 8542603
Email: egypt@agrioffegypt.it

Mr Mohamed ABDELLATIF
Quality and Regulatory Manager
10th of Ramadan City
Cairo
Bel Egypt Expansion
Phone: Mob:+20101702027
Email: mabdellatif@oupe-bel.com

Mr Mustafa ELDEEB
Regulatory Affairs Coordinator
10th of Ramadan City
Bel Egypt Expansion
Phone: Mob: +20106090755
Email: meldeed@groupe-bel.com

EL SALVADOR

Sra. Carmen Elena CASTILLO
Minsitro Consejera
Permanent Mission of the Republic of El Salvador
to the United Nations Office and other
International Organizations in Geneva
Rue de Lausanne 65
1202 Geneva

ESTONIA - ESTONIE - ESTONÍA

Ms Siret SURVA
Chief Specialist
Food Safety Office of the Food and Veterinary
Department
Ministry of Agriculture
39/41 Lai Street
Tallinn
Phone: +372 6 256 213
Fax: +372 6 256 210
Email: siret.surva@agri.ee

ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPIÁ

Prof. Yalem MEKONNEN TADESSE
College of National Sciences
Addis Ababa University
PO Box 1176
Addis Ababa
Phone: +251 91 3244396
Fax: +251 11 1235469
Email: yalemt@bio.aau.edu.et

EUROPEAN UNION (MEMBER ORGANIZATION) – UNION EUROPÉENNE (ORGANISATION MEMBRE) – UNIÓN EUROPEA (ORGANIZACIÓN MIEMBRO)

Mr Jérôme LEPEINTRE
European Commission
Directorate General for Health and Consumers
Rue Froissart 101
B-1049 Brussels
Phone: +32 2 299 3701
Fax: +32 2 299 8566
Email: jerome.lepeintre@ec.europa.eu

Ms Ella STRICKLAND
Head of Unit
European Commission
Directorate General for Health and Consumers
Rue Froissart 101
B-1049 Brussels
Phone: +32 2 299 30 30
Fax: +32 2 299 85 66
Email: ella.strickland@ec.europa.eu

Ms Eva ZAMORA ESCRIBANO
Administrator Responsible for Codex Issues
European Commission
Directorate General for Health and Consumers
Rue Froissart 101
B-1049 Brussels
Phone: +32 2 299 8682
Fax: +32 2 299 8566
Email: eva-maria.zamora-escribano@ec.europa.eu

Mr Risto HOLMA
Administrator Responsible for Codex Issues
European Commission
Directorate General for Health and Consumers
Rue Froissart 101
B-1049 Brussels
Phone: +32 2 299 8683
Fax: +32 2 299 8566
Email: risto.holma@ec.europa.eu

Ms Bernardette KLINK-KHACHAN
EU Codex Contact Point
European Commission
Rue Froissart 101
B-1049 Brussels
Phone: +32 2 295 7908
Fax: +32 2 299 8566
Email: codex@ec.europa.eu

Mrs Michaela Christine MAJEWSKI
 Adviser to the Executive Director of the European
 Food Safety
 Authority (EFSA)
 EFSA - L.go Natale Palli 5/a
 43123 Parma
 Italy
 Phone: +39 0 521 036 256
 Fax: +39 0 521 036 0256
 Email: christine.majewski@efsa.europa.eu

Mrs Thea EMMERLING
 First Counsellor
 European Commission Delegation
 Unit DG Sanco C6
 Health Law and International
 Rue de Grand-Pré
 64-66
 1207 Geneva

FIJI - FIDJI

Prof William AALBERSERG
 Institute of Applied Science
 University of the South Pacific
 Laucal Bay Rd
 Suva
 Phone: 679 3232964
 Fax: 673 3622165

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Mr Veli-Mikko NIEMI
 Director of Food Safety
 Department of Food and Health
 Ministry of Agriculture and Forestry
 PO Box 30, 00023 Government, FINLAND
 Phone: +358-9-1605 2211
 Fax: +358-9-1605 3338
 Email: veli-mikko.niemi@mmm.fi

Ms Anne HAIKONEN
 Legislative Counsellor
 Department of Food and Health
 Ministry of Agriculture and Forestry
 PO Box 30, 00023 Government, FINLAND
 Phone: +358-9-1605 2786
 Fax: +358-9-1605 3338
 Email: anne.haikonen@mmm.fi

FRANCE - FRANCIA

Mme Céline GERMAIN
 Adjointe au chef de bureau des négociations
 européennes et multilatérales
 Direction générale de l'alimentation
 Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la
 pêche, de la ruralité et de l'aménagement du
 territoire
 Paris
 Phone: + 33 1 49 55 47 78
 Fax: + 33 1 49 55 55 91
 Email: celine.germain@agriculture.gouv.fr

Mme Roseline LECOURT
 Point de Contact Codex Alimentarius en France
 Premier Ministre - Secrétariat Général des
 Affaires Européennes (SGAE)
 Secteur AGRAP
 68, rue de Bellechasse
 75700 Paris
 Phone: + 33 1 44 87 16 03
 Fax: 01 53 18 99 18
 Email: sgae-codexfr@sgae.gouv.fr
 roseline.lecourt@sgae.gouv.fr

Mme Françoise COSTES
 Chargée de mission réglementaire
 Association de la transformation laitière
 française (ATLA)
 49 rue de Châteaudun
 75009 PARIS
 Phone: +33 1 49 70 72 69
 Fax: +33 1 42 80 63 65
 Email: fcostes@atla.asso.fr

M Thierry GESLAIN
 Chef de Service Codex et Normalisation
 CNIEL
 42, rue de Châteaudun
 75009 Paris
 Phone: +33 1 49 70 71 15
 Fax: +33 1 42 80 63 45
 Email: tgeslain@cniel.com

Mme Annie LOC'H
 Directeur Affaires Réglementaires Corporate
 DANONE
 15 rue du Helder
 75009 PARIS
 Phone: +061467285
 Email: annie.loch@danone.com

Mme Geneviève CHEDEVILLE-MURRAY
 Conseiller Santé
 Mission Permanente de la France
 Villa "Les Ormeaux"
 Route de Pregny 36
 1292 Chambesy
 Phone: +022 7589102
 Fax: +022 758 9153
 Email:
 geneviève.chedeville.murray@diplomatie.gouv.fr

GABON - GABÓN

Mme Blanche Emilienne OBAME
 Point Focal du Gabon pour le Codex
 Chargée d'Etudes au cabinet du Ministre de
 l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du
 Développement Rural, B.P. 8704 Libreville
 Phone: +241 06067215
 Email: mezouebianche@yahoo.fr

GAMBIA - GAMBIE

Mr Omar TOURAY
 Chairman
 National Codex Committee
 c/o National Nutrition Agency
 Bertil Harding Highway
 Bakau, KMC
 The Gambia
 Phone: +220 9920616
 Email: omartouray@live.com

GEORGIA - GÉORGIE

Mr Tengis KALANDADZE
 Head of Food Department
 National Food Agency
 Ministry of Agriculture
 6 Marshal Gelovani ave., 0159
 Tbilisi 0117
 Phone: +995 32 919167
 Fax: +995 32 919195
 Email: tkalanda@yahoo.com

Ms Tamta MIKANADZE
 Head of the Risk Analysis Division
 Codex Contact Point for Georgia
 National Food Agency
 Ministry of Agriculture
 6 Marshal Gelovani ave., 0159
 Tbilisi 0117
 Phone: +995 32 919167 (121)
 Email: tamtamikanadze@yahoo.com

GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA

Dr Christoph MEYER
 Head of Division
 Federal Ministry of Food, Agriculture and
 Consumer Protection
 Wilhelmstraße 54
 D-10117 Berlin
 Phone: +49 (0) 30 185293155
 Fax: +49 (0) 30 185293273
 Email: codex.germany@bmelv.bund.de

Mr Niklas SCHULZE ICKING
 Federal Ministry of Food, Agriculture and
 Consumer Protection
 Wilhelmstrasse 54, 10117
 Berlin
 Phone: +49 30 18 5293515
 Fax: +49 30 18 5293273
 Email: codex.germany@bmelv.bund.de

Dr Pia NOBLE
 Head of Division
 Federal Ministry of Food, Agriculture and
 Consumer Protection
 Rochusstraße 1
 53123 Bonn
 Phone: +49 228 99529-4665
 Fax: +49 228 99529-4965
 Email: pia.noble@bmelv.bund.de

Mr Michael HAUCK
 Permanent Mission of Germany to the United
 Nations Office and other international
 organizations in Geneva
 Chemin du Petit-Saconnex 28 c
 1209 Geneva
 Phone: +41 227301111

Dr Michael PACKERT
 Südzucker AG Mannheim/Ochsenfurt
 Maximilianstraße 10
 68165 Mannheim
 Phone: +49 (0) 621 421573
 Fax: +49 (0) 621 4217573
 Email: michael.packert@suedzucker.de

GHANA

Prof. Samuel SEFA-DEDEH
 Department of Food Process Engineering
 Faculty of Engineering Sciences
 University of Ghana
 Legon, Accra
 Vice Chair
 National Codex Committee
 P.O. Box LG591
 Legon, Accra
 Phone: +233 244 727231/233 27 755 3090
 Email: sefad@ug.edu.gh
 sksefa@gmail.com

Mrs Milly Ezeria KYOFA - BOAMAH
 Deputy Director
 Plant Protection and Regulatory Services
 Directorate
 Ministry of Food and Agriculture
 P.O. Box M.37
 Accra
 Phone: +233 02081 20721
 Email: mkyofaboamah@yahoo.co.uk

Mr John Kofi ODAME DARKWAH
 Deputy Chief Executive Officer
 Food and Drugs Board
 Box CT 2783
 Cantonments
 Accra
 Phone: +233 302 233200
 Fax: +233 302 229794
 Email: jodamedarkwa@fdbghana.gov.gh

Ms Joyce OKOREE
 Codex Contact Point Manager
 Ghana Standards Board
 P.O. Box MB-245
 Accra
 Phone: +233 21 519758
 Fax: +233 21 500092
 Email: codex@gsb.gov.gh
 jooko88@yahoo.com

Mr Kofi AMENYAH
 Minister Counsellor (Commercial)
 Permanent Mission of the Republic of Ghana to
 the United Nations Office at Geneva and other
 International Organizations in Switzerland
 Rue de Moillebeau 56
 1209 Geneva

Mr Jude Kwame OSEI
 First Secretary
 Permanent Mission of the Republic of Ghana to
 the United Nations Office at Geneva and other
 International Organizations in Switzerland
 Rue de Moillebeau 56
 1209 Geneva

Mrs Mercy AMOAH
 Ghana Mission to the United Nations
 Geneva

Mr Eugene ADARKWA-ADDAE
 Ministry of Trade and Industry
 Box MB 47,
 Ministries ACCRA
 Phone: +233 244690703
 Email: heyadarkwaaddae@gmail.com

Mrs Elizabeth Hannah ADETOLA
 Ag. Deputy Executive Director (Core)
 Ghana Standards Board
 Accra
 Phone: +233 244 361 208
 Fax: +233 302 500231
 Email: eadetola@gsb.gov.gh

Mr Ebenezer Nii ANSAH-ADJAYE
 Chief Director
 Ministry of Trade and Industry
 Box MB 47
 Ministries ACCRA
 Phone: +233 244860739
 Email: niiansah_adjaye@yahoo.com

Dr Musheibu MOHAMMED-ALFA
 Head
 Animal Products and Biosafety Department
 Food and Drugs Board
 P.O. Box CT 2783
 Cantonments
 Accra
 Phone: +233-244 337247
 Fax: +233-302 229794/225502
 Email: Mushalfa107@yahoo.co.uk
 malfa@fdghana.gov.gh

GREECE - GRÈCE - GRECIA

Mr Ioannis MALLIKOURTIS
 First Secretary
 Permanent Mission of Greece to the United
 Nations Office at Geneva and other
 International Organizations in Switzerland
 Rue du Léman 4
 1201 Geneva

Ms Athanasia GEROSTHATHOU
Counsellor
Permanent Mission of Greece to the United
Nations Office at Geneva and other International
Organizations in Switzerland
Rue du Léman 4
1201 Geneva

GUATEMALA

Dr Antonio FERRATÉ
Director de Inocuidad de los Aumentos
Punto Focal Codex
Ministerio de Agricultura, Ganadería y
Alimentación
7a Avda. 12-90, Zona 13, Edf. Monja Blanca
Ciudad de Guatemala
Email: antonio.ferrate@yahoo.com

Lic. Michelle BRAN
Primer Secretario
Misión Permanente de Guatemala ante las
Naciones Unidas
Chemin de Sous-Bois 21
1202 Ginebra

GUINEA - GUINÉE

Mme Minte CISSE
Directrice Générale
Institut Guineen de normalisation et de metrologie
(I.G.N.M)
Minsitère du commerce, de l'industrie et de la
promotion du secteur privé
Conakry

M Aly SYLLA
Chef Section Agroalimentaire
Institut Guineen de normalisation et de metrologie
(I.G.N.M)
Minsitère du commerce, de l'industrie et de la
promotion du secteur privé
Conakry

M Ousmane DIAKITÉ
Permanent Mission of the Republic of Guinea to
the United Nations Office and other International
Organizations in Geneva
Rue du Valais 7-9
1202 Geneva

GUINEA-BISSAU - GUINÉE-BISSAU

Ing. Júlio Malam INJAI
Point Focal du Comité National du Codex
Alimentarius
Ministere de l'Agriculture et developpement Rural
Comité National du Codex Alimentarius
BP-71-Rue Ex-QG Bissau
Phone: +245 662 1182
Fax: +245 322 1019
Email: jumain2010@live.com

M Nicolau BARBOSA JUNIOR
Technique Laboratoire
Centro de InvestigaçãO Pesqueira Aplicada
Ministère des Pêches
Av. Amilcar Cabral
Bissau
Phone: +245 6610795/+245 5218806
Email: nicobaju1@yahoo.fr

HONDURAS

Sr Jaun Ramón VELASQUEZ PAGOAGA
Coordinador de la División de Inocuidad de
Alimentos
Secretaría de Agricultura y Ganadería
Servicio Nacional de Sanidad Agropecuaria
SENASA
Boulevard Miraflores, Avenida la FAO
Tegucigalpa
Phone: +504 2232 6213/ 2239-7270
Fax: +504 2231 0786
Email: jvelasquez@senasa-sag.gob.hn
jrvelaz70@yahoo.com.mx

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Mrs Ágnes SZEGEDYNÉ FRICZ
Head of Division
Department of Food Processing
Ministry of Rural Development
1055 Budapest, Kossuth Ter 11
Phone: +36 1 795 3759
Fax: +361 795 0096
Email: agnes.fricz@vm.gov.hu

Dr.Prof. Ambrus ÁRPÁD
Hungarian Food Safety Office
Gyáli út 2-6 Budapest
HU-1097
Phone: +36 1 439 0356
Fax: +36 1 368 8815
Email: ambrusadr@yahoo.co.uk
arpad.ambrus@mebih.gov.hu

Mrs Ágnes PALOTÁSNE GYÓNGYÖSI
 Chief Counsellor
 Ministry of Rural Development
 Department of Food Processing
 1055 Budapest, Kossuth Ter 11
 Phone: +36 1 795 3677
 Email: agnes.gyongyosi@vm.gov.hu

ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA

Mr Kristinn F. ÁRNASON
 Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
 Permanent Representative
 Permanent Mission of Iceland to United Nations
 Office and other International Organizations
 Avenue Blanc 49
 1211 Geneva

INDIA - INDE

Mr Virendra N. GAUR
 Chief Executive Officer
 Food Safety and Standards Authority Of India
 FDA Bhawan, Kotla Road
 New Delhi -110002
 Phone: +9111 23220995
 Email: ceo@fssai.gov.in

Mr Adesh MOHAN
 Senior Inspecting Officer
 Food Safety And Standards Authority Of India
 New Delhi
 Phone: +9111 23237433
 Email: adeshmohan@fssai.gov.in

Ms Anita MAKHIJANI
 Assistant Technical Adviser
 Ministry of Women and Child Development
 Govt. of India
 Room No.016, Jeevandeep Building
 New Delhi 110001
 Phone: 011 23743978
 Fax: 011 23743978
 Email: anitam_atafnb@yahoo.com

Dr Rajesh BAJAJ
 Head of Food and Agriculture
 Bureau of Indian Standards
 New Delhi
 Phone: +91 9958198729
 Email: drbajaj@bis.org.in

Mr Sameer BARDE
 Assistant Secretary General
 Federation of Indian Chambers of Commerce and
 Industry (FICCI)
 New Delhi
 Phone: +91 11 23311920
 Email: sameer@ficci.com

Mrs Padmaparna DASGUPTA
 Head
 Policy, Regulatory and External Affairs
 Member FICCI
 c/o Glaxo Smithkline Consumer
 Health Care
 Plot no 69 Sector-32
 Gurgaon, Haryana
 Phone: + 91 98 11306509
 Email: padmaparna.p.dasgupta@gsk.com

INDONESIA - INDONÉSIE

Dr Bambang SETIADI
 Head of the National Standardization Agency
 of Indonesia
 Chairman of National Codex Committee
 Manggala Wanabakti Block IV Fl. 4
 Jl. Jend. Gatot Subroto
 Senayan, Jakarta 10270
 Phone: +62 21 5747043
 Fax: +62 21 5747045
 Email: codex_indonesia@bsn.go.id
 bbsetiadi@bsn.go.id

Mr SUPRAPTO
 Head of Center for Standard Implementation
 System
 The National Standardization Agency of
 Indonesia
 Manggala Wanabakti
 Blok IV F.L.4
 Jl. Gatot Subroto
 Senayan, Jakarta 10270
 Phone: +62 215747043
 Fax: +62 215 747045
 Email: suprapto@bsn.go.id

Dr Roy Alexander SPARRINGA
 Deputy Chairman for Food Safety and
 Hazardous Substance Control
 National Agency for Drug and Food Control
 (NADFC) Indonesia
 Jl. Percetakan Negara No 23
 Jakarta Pusat 10560
 Phone: +62 21 4253857
 Fax: +62 21 4253857
 Email: sparringa@gmail.com
 deputi3@pom.go.id

Dr Gardjita BUDI
Director of Quality and Standardization
Directorate General of Processing and
Marketing of Agricultural Products
Ministry of Agriculture
D. Building, 3rd Floor
JL. harsono Rm no.3
Ragunan, Jakarta Selatan
Indonesia 12550
Phone: +62 21 7815881
Fax: +62 21 7811468
Email: gbudi@deptan.go.id

Mr SANTOSO
Director of Fisheries Product Processing
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Mina Bahari III Building, 13th Floor
Jl. Medan Merdeka Timur No.16
Jakarta 10110 Indonesia
Phone: +62213500187
Fax: +62213500187
Email: santosikan@yahoo.com

Mr Zaenal MUTTAQIN
Deputy Director for Standardization
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Mina Bahari III Building, 13th Floor
Jl. Medan Merdeka Timur No.16
Jakarta 10110
Phone: +62213500187
Fax: +62213500187
Email: albahri_04@yahoo.com

Mr Agus SUTOPO
Head of Sub-Direcorate Programme,
Evaluation and Reporting
Directorate of Beverage and Tobacco Industry
JL. Gatot subroto
Kav 52-53
Jakarta
Phone: +62 21 5252236
Fax: +62 21 5252236
Email: agussutopo@ymail.com

Mr Ronald EBERHARD
Staff
Ministry of Foreign Affairs
Ex. BP 7 Building, 6th Floor
Jalan Taman Pejambon no.6
Phone: +62 21 381 2133
Fax: +62 21 351 9593
Email: reberhard31@gmail.com

Mr Muhsin SYIHAB
First Secretary
Permanent Mission of the Republic of Indonesia
Geneva

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) –
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') –
IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

Mr Javad Shakhs TAVAKOLIAN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Permanent Representation of the Islamic Republic
of Iran to FAO
Via Aventina
Rome

Mr Nezamaddin BARZEGARI
SOLTANAHMADI
President
Institute of Standards and Industrial Research
of IRAN, (ISIRI)
P.O.Box 14155-6139
Tehran
Phone: +982188654059
Fax: +982188654059
Email: n-barzegari@isiri.org.ir

Mrs Zahra PIRAVI VANAK
Academic Member Researcher
Institute of Standards and Industrial Research
of Iran
Karaj
Phone: +989122051486
Fax: +982612802130
Email: zpiravi@gmail.com

Mr Behzad MARANDI
Senior Food Legal Advisor
Institute of Standards and Industrial Research
of Iran, (ISIRI)
ISIRI-Arian Process
Tehran
Phone: +98-21-88747234
Fax: +982188534055
Email: bmarandi@arianprocess.com

Ms Leila ZINATBAKHS
Secretary of National Codex Committee
Institute of Standards and Industrial Research
of Iran
Ministry of Industries
P.O.Box 14155-6139
South of Vanak Square
Tehran
Phone: +98 21 88654059
Fax: +98 21 88654059
Email: codex_office@isiri.org.ir

Dr Mohammad Ali KAMALI
Deputy of Research
Agriculture Research, Education and Extension
Yaman Av. Chamran Highway
P.O. Box 19395-01113
Tehran

IRAQ

Mr Mustafa Akram AHMED
Specialist Doctor
Nutrition Research Institute
Baghdad
Phone: +009647705871595
Email: dr_mustafaazawi@yahoo.com

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Mr Richard HOWELL
Senior Inspector
Department of Agriculture, Fisheries and Food
Agriculture House
6E Kildare Street
Dublin 2
Phone: + 353 1 6072572
Fax: +353 1 6616263
Email: Richard.howell@agriculture.gov.ie

Mr Raymond ELLARD
Director of Audit and Compliance
Food Safety Authority of Ireland
Abbey Court
Lower Abbey Street
Dublin 1
Phone: +353 1 8171319
Fax: +353 1 8171219
Email: rellard@fsai.ie

Mr Damien FLYNN
Agriculture Attaché
Permanent Mission of Ireland to International
Organizations
56-58 Rue de Moillebeau
1209 Geneva 19
Phone: 0041 229191960
Email: Damien.Flynn@dfo.ie

ISRAEL - ISRAËL

Mr Ron ADAM
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of Israel to the United Nations
Office and other International Organizations in
Geneva
Avenue de la Paix 1-3
1202 Geneva

ITALY - ITALIE - ITALIA

Dr.ssa Brunella LO TURCO
Segretario Generale Comitato Nazionale per il
"Codex Alimentarius"
Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e
Forestali
Direzione Generale per la Qualità dei Prodotti
Agroalimentari
Via XX Settembre, 20
00187 Roma
Phone: +39 06 46656041
Fax: +3906 4880273
Email: sacco8@politicheagricole.gov.it

Dr Ciro IMPAGNATIELLO
Segretariato Generale Comitato Nazionale per il
'Codex Alimentarius'
Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e
Forestali
Via XX Settembre, 20
00187 Roma
Phone: +39 06 46656046
Fax: +39 06 4880273
Email: c.impagnatiello@politicheagricole.gov.it

Dr Orazio SUMMO
Comitato Nazionale Italiano Codex Alimentarius
Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e
Forestali
Via XX Settembre, 20
00187 Roma
Phone: +39 06 46656047
Fax: +39 06 4880273
Email: o.summo@politicheagricole.gov.it

JAMAICA - JAMAÏQUE

Mrs Orine HENRY BLAIR
Director
Regulatory Division
Bureau of Standards Jamaica
6 Winchester Road
Kingston 10
Phone: +1(876)9263141-5
Fax: +1(876)929-4736
Email: oblair@bsj.org.jm

Dr Linnette PETERS
 Policy and Programme Director
 Veterinary Public Health Division
 Ministry of Health
 2-4 King Street
 Kingston
 Phone: +1(876)509-0228
 Email: lmpeters2010@hotmail.com

Ms Alicia MORRIS
 Minister Counsellor
 Permanent Mission of Jamaica
 36 rue de Lausanne
 Geneva

JAPAN - JAPON - JAPÓN

Mr Hirotsugu KIMURA
 Counsellor
 Minister's Secretariat
 Ministry of Health, Labour and Welfare
 1-2-2, Kasumigaseki, Chiyoda-ku
 Tokyo 100-8916
 Phone: +81 3 3595 2326
 Fax: +81 3 3503 7965
 Email: codexj@mhlw.go.jp

Dr Hiroshi YOSHIKURA
 Advisor
 Department of Food Safety
 Pharmaceutical and Food Safety Bureau
 Ministry of Health, Labour and Welfare
 1-2-2 Kasumigaseki, Chiyoda-ku
 Tokyo 100-8916
 Phone: +81 3 3595 2326
 Fax: +81 3 3503 7965
 Email: codexj@mhlw.go.jp

Ms Yayoi TSUJIYAMA
 Director for International Affairs
 Food Safety and Consumer Policy Division
 Food Safety and Consumer Affairs Bureau
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
 1-2-1 Kasumigaseki
 Chiyoda-ku, Tokyo 100-8950
 Phone: +81-3-3502-8732
 Fax: +81-3-3507-4232
 Email: yayoi_tsujiyama@nm.maff.go.jp

Mr Yoshikiyo KONDO
 Associate Director (International Affairs)
 Food Safety and Consumer Policy Division
 Food Safety and Consumer Affairs Bureau
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
 1-2-1 Kasumigaseki
 Chiyoda-ku, Tokyo 100-8950
 Phone: +81-3-3502-8732
 Fax: +81-3-3507-4232
 Email: yoshikiyo_kondo@nm.maff.go.jp

Mr Eiichi YOKOTA
 Assistant Director
 Office of International Food Safety
 Policy Planning and Communication Division
 Department of Food Safety
 Ministry of Health, Labour and Welfare
 1-2-2, Kasumigaseki Chiyoda-ku
 Tokyo 100-8916
 Phone: +81-3-3595-2326
 Fax: +81-3-3503-7965
 Email: codexj@mhlw.go.jp

Ms Noriko ISEKI
 Senior Technical Officer
 Office of International Food Safety
 Policy Planning and Communication Division
 Department of Food Safety
 Ministry of Health, Labour and Welfare
 1-2-2, Kasumigaseki Chiyoda-ku
 Tokyo 100-8916
 Phone: +81-3-3595-2326
 Fax: +81-3-3503-7965
 Email: codexj@mhlw.go.jp

JORDAN - JORDANIE - JORDANIA

Dr Mahmoud AL-ZU'BI
 Assistant Director-General for Surveillance and
 Administrative Affairs
 and for Jordan Standards and Metrology
 Organizations (JSMO)
 Dabouq area, # 50 Khair Al-Din Al- Ma'ani st.
 P.O. Box 941287
 Amman 11194
 Phone: +962 6 5301236
 Fax: +962 6 5681099
 Email: mzoubi@jsmo.gov.jo

KAZAKHSTAN - KAZAJSTÁN

Mr Talgat TUNGUSHBAYEV
 Coordinator
 National Codex Alimentarius Commission
 Ministry of Health
 Astana

Prof. Nailya KARSYBEKOVA
 Consultant
 National Contact Point for Codex Alimentarius
 Commission
 Ministry of Health
 Astana

Dr Zhibek KARAGULOVA
Counsellor
Permanent Mission of the Republic of Kazakhstan
to the United Nations Office and other
International Organizations
Chemin du Prunier 16
1218 Grand-Saconnex

KENYA

Dr Moses Gathura GICHIA
Deputy Director of Veterinary Services
Department of Veterinary Services
Private Bag 00625, Kangemi
Nairobi
Phone: +254733557134
Fax: +254208331273
Email: medwrin@yahoo.com

Mr Joseph KOSKEY
Managing Director
Kenya Bureau of Standards
P.O. Box 54974
Popo Road off Monbasa Road
Nairobi
Phone: +254 20 6002113
Fax: +254 20 6004031
Email: md@kebs.org

Dr Gladys MAINA
Chief Executive Officer
Pest Control Products Board
P.O. Box 13794-00800
Nairobi
Phone: +254-20-4450242 / +254 720480904
Fax: +254-20-4449072
Email: pcboard@todays.co.ke

Dr Rhonest Joseph NTAYIA
General Manager
Kenya Plant Health Inspectorate Service
(KEPHIS)
P.O. Box 49592
00100 Nairobi
Phone: +254 20 3536171
Fax: +254 20 3536175
Email: rntayia@kephis.org

Mrs Eva ODUOR ADEGA
Director
Standards Development and International Trade
Kenya Bureau of Standards
P.O. Box 54974
Nairobi 00200
Phone: +254 20 605490/254722202137/8
Fax: +254 20 609660
Email: oduore@kebs.org

Mrs Alice Akoth Okelo ONYANGO
Manager-Kenya National Codex Contact
Point-Secretariat
Kenya Bureau of Standards
Box 54974 00200
Off Mombasa Road
Behind Belleview Popo Road
Nairobi
Phone: +254 20 6948303/254722268225
Fax: +254 20 609660
Email: info@kebs.org
akothe@kebs.org

Dr Wycliffe WANGWE
Deputy Director Veterinary Services
Chief of Veterinary Public Health Division
Department of Veterinary Services
Ministry of Livestock Development
P.O.Box 00625
Kangemi, Nairobi
Phone: +254 735 646528
Fax: +254 20 631273
Email: dr.wycliffewangwe@yahoo.com

Mr Abner INGOSI
Alternate Director
Nairobi

KUWAIT - KOWEÏT

Eng. Fahad AL-MUTAIRI
Assistant Under-Secretary
Deputy Director-General for Standards and
Industrial Services Affairs
Public Authority for Industry
P.O.Box 4690
Safat 13047
Phone: +965 25302990
Fax: + 965 25302992
Email: aziz1994@yahoo.com

Eng. Hashmeh AL-ENEZI
Chief Standards Engineer
Public Authority for Industry
Kuwait City
Phone: +965 25302672
Fax: +965 25302625
Email: h.alanzei@pai.gov.kw

KYRGYZSTAN - KIRGHIZISTAN - KIRGUISTÁN

Mrs Larisa KOZLOVA
National Institute for Standards and Metrology
of the Kyrgyz Republic (NISM)
197 Panfilov Street
720040 Bishkek

**LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC –
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE
LAO –
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA POPULAR LAO**

Mr Banesaty THEPHAVONG
Counsellor
Permanent Mission of LAO People's Democratic
Republic
Geneva

LATVIA - LETTONIE - LETONIA

Ms Ivita BURMISTRE
Permanent Mission of the Republic of Latvia to
the United Nations Office and other International
Organizations in Geneva
Rue de Lausanne 137
1211 Geneva 20
Phone: +41227385111
Fax: +41227385171
Email: ivita.burmistre@mfa.gov.lv

Liene GRIKE
Permanent Mission of the Republic of Latvia to
the United Nations Office and other International
Organizations in Geneva
Rue de Lausanne 137
1211 Geneva 20
Phone: + 41 22 738 51 11

LEBANON - LIBAN - LÍBANO

Mr Samir CHAMI
General Director
Head of National Codex Committee
Ministry of Agriculture
Bir Hasan
Beirut
Phone: 009611820700
Fax: 009611850333
Email: schami@agriculture.gov.lb

Ms Mariam EID
Head of Agro-Industries Department
Coordinator of the National Codex Committee
Ministry of Agriculture
Bir Hasan
Beirut
Phone: 009611824100
Fax: 009611824100
Email: mimo_eid@agriculture.gov.lb

Mr Mohammad KHANSA
Consultant of the Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Bir Hasan
Beirut
Phone: 009611824100
Fax: 009611824100
Email: mkhansa@agriculture.gov.lb

LESOTHO

Mr Motjoka Azael MAKARA
Principal Standards Officer
and Codex Contact Point
Ministry of Trade and Industry, Cooperatives
and Marketing
Government Office
Complex (Africa House), P.O. Box 747
Maseru
Phone: +266 22322113/22317454
Fax: +266 314642
Email: lessqa@leo.co.ls

Ms Palesa Paulina LESOLI
Regional Food and Nutrition Coordinating Officer
Food And Nutrition Coordinating Office
Private Bag A78
Maseru 100
P.O. Box 12
Sefikeng 224
Phone: +266 58029630
Fax: +266 22322179
Email: plesoli@rediffmail.com

LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Ms Renata ALISAUSKIENE
Permanent Mission of the Republic of Lithuania
to the United Nations Office and other
International Organizations in Geneva
Chemin Louis-Dunant 15
1202 Geneva

Dr Indre CHMIELIAUSKAITE
Chief Specialist
Public Health Department
Ministry of Health
Vilniaus Str.33
Lt 01506 Vilnius
Phone: +37052193337
Fax: +37052661402
Email: indre.chmieliauskaite@sam.lt

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO

Mme Isabelle PAULUS
 Représentation Permanente du Luxembourg
 auprès de l'Union Européenne
 75, avenue de Cortenbergh
 B-1000 Bruxelles
 Phone: +32 477 871167
 Email: isabelle.paulus@mae.etat.lu

MADAGASCAR

Mme Beby Harinoro RAHANTAMALALA
 Point de Contact Codex Madagascar
 Ministère du commerce
 B.P. 454
 Ambohidahy
 Antananarivo
 Phone: +261 33 14 724 59
 Email: dnq.sml@moov.mg

MALAWI

Mr Davlin CHOKAZINGA
 Director-General
 Malawi Bureau of Standards
 Moirs Road
 P.O. Box 946
 Blantyre
 Phone: +265 1 870 488
 Fax: +265 1 870 756
 Email: mbs@mbsmw.org

MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA

Ms Fauziah ARSHAD
 Deputy Director, Standard and Codex Branch
 Food Safety and Quality Division
 Ministry of Health Malaysia
 Level 4, Bangunan Plot 3C4
 N0.26, Jalan Persiaran Perdana, Presint 3
 62675 Putrajaya
 Phone: +603 8885 0797 ext 4050
 Fax: +603 8885 0790/0798
 Email: fauziaharshad@moh.gov.my
 fauziaharshad1962@gmail.com

Ms Noraini MOHD OTHMAN
 Senior Director
 Food Safety and Quality Division
 Ministry of Health Malaysia
 Level 3, Block E7, Parcel E
 Federal Government Administrative Centre
 62590 Putrajaya
 Phone: +603 8883 3501
 Fax: +603 8889 3815
 Email: noraini_othman@moh.gov.my

Dr Kalanithi NESARETNAM
 Director
 Product Development and Advisory Services
 Malaysian Palm Oil Board (MPOB)
 No 6 Persiaran Institusi
 Bandar Baru Bangi
 43000 Kajang, Selangor
 Phone: +603 8925 9952
 Fax: +603 8922 1742
 Email: sarnesar@mpob.gov.my

Dr Nagendran BALA SUNDRAM
 Minister Counsellor
 Embassy of Malaysia
 Avenue de Tervueren, 414 A
 1150, Brussels
 Belgium
 Phone: +322 776 8997
 Fax: +322 762 8998
 Email: nagen@mpob.gov.my

MALI - MALÍ

M Mahmoud Abdoul CAMARA
 Secrétaire Service Central de Liaison du Codex
 pour le Mali
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
 Aliments
 Centre Commercial Rue 305
 Quartier du Fleuve BPE:2362
 Phone: +223 79293458
 Fax: +223 20 220747
 Email: camara27@hotmail.com

Prof Boubakar Sidiki CISSE
 Président du Comité National du Codex
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
 Aliments
 Centre Commercial Rue 305
 Quartier du Fleuve BPE:2362
 Phone: +223 66751815
 Fax: +223 20220747
 Email: bcisse@ml.refer.org

Dr Youssouf KONATE
 Directeur General
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
 Aliments
 Centre Commercial Rue 305
 Quartier du Fleuve BPE:2362
 Phone: +223 66722556
 Fax: +223 20220747
 Email: youkona@yahoo.com

Dr Ousmane TOURE
 Secrétaire général
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
 Aliments
 Ministère de la Santé
 BP:232 Koulouba
 Bamako
 Phone: +(00223) 20223783
 Fax: (00223) 223 02 03
 Email: oussou_toure@hotmail.com

MALTA - MALTE

Mr Sandro SAMMUT
 Senior Principal Environmental Health Officer
 Environmental Health Directorate
 Health Inspectorate Services
 37 /39 Rue D'Argens
 Msida MSD 1368
 Phone: +00356 21324092
 Fax: +00356 21344767
 Email: sandro.sammuto@gov.mt

MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO

Sra. Andrea BARRIOS VILLARREAL
 Directora de Normalización Internacional
 Dirección General de Normas
 Av. Puente de Tecamachalco No. 6, Piso 2
 Col. Lomas de Tecamachalco,
 C.P. 53950, Naucalpan de Juárez
 Estado de México
 Phone: +52 55 5729 9480
 Fax: +52 55 5520-9715
 Email: andrea.barrios@economia.gob.mx

Sra. Martha ALBARRÁN DÍAZ
 Subdirectora de producción de Lácteos
 Coordinación General de Ganadería
 Secretaría de Agricultura, Ganadería,
 Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación (Sagarpa)
 Municipio Libre 377, Col. Santa Cruz Atoyac,
 Del. Benito Juárez, C.P. 03310. Ciudad de
 México
 Phone: +52 55 387 11000
 Email: dic.dgg@sagarpa.gob.mx

Sr Tomás GONZÁLEZ ESTRADA
 Director General
 Consejo de Ciencia y Tecnología del Estado
 de Yucatán CONCYTEY
 Calle 23 # 122 x 24
 Fraccionamiento Loma Bonita CP 97205
 Mérida, Yucatán
 Phone: +52 (999)938.04.00 y (999)938.04.51
 Email: tomas.gonzalez@yucatan.gob.mx

Sr Alfonso MONCADA JIMÉNEZ
 Presidente de Normalización
 Cámara Nacional de Industriales de la Leche
 Av. División del Norte #1419
 Col. Santa Cruz Atoyac
 Del. Benito Juárez
 México D.F. CP.03310
 Phone: +52 55 50001405
 Fax: +52 55 56010903
 Email: amoji@prodigy.net.mx

Sra. Luis E. MARTÍNEZ SENTÍES
 Consejería Agropecuaria de México en Europa
 Avenue Franklin Roosevelt 94
 1050, Bruselas, Bélgica
 Phone: +0032.2644.1300
 Fax: +0032.2644.2835
 Email: luismartinez@sagarpaue.be

Sr Miguel Angel TOSCANO VELASCO
 Ministro
 Misión de México ante Organismos
 Internacionales
 1202 Ginebra
 Phone: +22 748 0707
 Email: mtoscano@sre.gob.mx

MONGOLIA - MONGOLIE

Mr Orgel LUVSANTSEREN
 Ambassador
 Permanent Representative
 Permanent Mission of Mongolia to the
 United Nations Office and other International
 Organizations in Geneva
 Chemin des Mollies 4
 1293 Bellevue

Mr Zorigt SARUULKHANGAI
 Second Secretary
 Permanent Mission of Mongolia to the
 United Nations Office and other International
 Organizations in Geneva
 Chemin des Mollies 4
 1293 Bellevue
 Phone: 022 774 1974

MONTENEGRO - MONTÉNÉGRO

Mrs Ljiljana JOVICEVIC
 Chief Health Sanitary Inspector
 Ministry of Health
 Podgorica
 Phone: +38268801005
 Fax: +382242762
 Email: ljiljana.jovicevic@t-com.me

Ms Nina MILOVIC
Senior Adviser for International
Cooperation and EU Integrations
Ministry of Health
Podgorica
Phone: +38267455930
Fax: +382242762
Email: nina.milovic@gov.me

Mr Aneta PETROVIC
Third Secretary
Rue de Lausanne 197
1202 Genève

Mlle Khadija ARIF
Service de la Normalisation
Office National de Sécurité Sanitaire
des Produits Alimentaires
Avenue Hadj Ahmed Cherkaoui
Agdal - Rabat
Phone: +212 537 676 618
Fax: +212 537 682 049
Email: khad32@yahoo.fr

M Mohamed BACHAOUCH
Secrétaire Général
Association Marocaine des Boissons
Rabat

MOROCCO - MAROC - MARRUECOS

M Abdelkrim BERRADA
Chef de la Division de la Normalisation et du
Contrôle des Produits
Direction des Industries de la Pêche Maritime
Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime
Place Abdallah Chefchaoui, Quartier
Administratif
Rabat Chellah

M Najib EL AYACHI
Chef de Département
Etablissement Autonome de Contrôle et de
Coordination des Exportations
Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime
Place Abdallah Chefchaoui, Quartier
Administratif
Rabat Chellah

Mme Nadia MAATA
Chef du Service Alimentaire
Laboratoire Officiel d'Analyses et de Recherches
Chimiques de Casablanca
25, rue Nichakra Rahal
Casablanca
Phone: +212 522 302196
Fax: +212 522301972
Email: maata.loarc@yahoo.fr

M Rachid BEN AAKAME
Responsable de Laboratoire d'hydrologie et de
Toxicologie alimentaire
Institut National d'Hygiène
Rabat Chellah
Phone: +212 537771930/212 53 7681654
Fax: +212 37772067
Email: benakame@yahoo.fr

M Brahim EL MEKROUM
Chef du Département Recherche et
Développement Déontologie
Les Eaux Minérales DçOulmes
Z.I BOUSKOURA 20180
Casablanca
Phone: 00212661326698
Fax: 00212522334752
Email: elmekroum@oulmes.ma

Mr Azzouz SAMRI
Minister Plenipotentiary
Permanent Mission of the Kingdom of Morocco
to the United Nations Office at Geneva and other
International Organizations in Switzerland
Chemin François-Lehmann 18a
1218 Grand-Saconnex

NAMIBIA - NAMIBIE

Mr André APOLLUS
Counsellor (Agriculture)
Permanent Mission of the Republic of Namibia
to the United Nations Office and other
International Organizations in Geneva
454 Avenue de Tervuren
1150 Brussels

NEPAL - NÉPAL

Ms Jiwan Prava LAMA
Director-General
Department of Food Technology and Quality
Control
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Singh Durbar
Kathmandu
Phone: +977 1 4262430
Fax: +977 1 4262337
Email: jiwanlama@gmail.com
dgdflqc@mail.com.np

**NETHERLANDS - PAYS-BAS –
PAÍSES BAJOS**

Mr Martijn WEIJTENS
Member of the Management Team
Ministry of Economic Affairs, Agriculture
and Innovation
P.O. Box 20401
2500 EK'S-Gravenhage
Phone: +31(0) 70 378 4385
Email: m.j.b.m.weijtens@minlnv.nl

Mr Hieronymus FRIEDERICY
Policy Officer
Department of Food, Livestock and Consumer
Policy
Ministry of Economic Affairs, Agriculture
and Innovation
The Netherlands
Phone: +31 (0)70-3784924
Fax: +31 (0)70-3786153
Email: h.friedericyc@minlnv.nl

Ms Tanja ÅKESSON
Ministry of Economic Affairs, Agriculture
and Innovation
Postbus 20401
2500 EK Den Haag
Phone: 070 3784045
Email: t.z.j.akesson@minlnv.nl

Ms Alida OPPERS
Ministry of Economic Affairs, Agriculture
and Innovation
The Hague
Phone: 070 3784602
Email: a.oppers@minlnv.nl

Mr Rob THEELEN
VWA
PO.Box 43006,
3540 AA Utrecht
Phone: +31611882558
Email: r.m.c.theelen@vwa.nl

**NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE
NUEVA ZELANDIA**

Mr Sundararaman RAJASEKAR
Senior Programme Manager (Codex)
Codex Coordinator and Contact Point for New
Zealand
Ministry of Agriculture and Forestry - Food
Safety
P.O. Box 2526
Wellington
Phone: +64 4 894 2576
Fax: +64 4 894 2583
Email: raj.rajasekar@maf.govt.nz

Dr Steve HATHAWAY
Director (Science, Information and Risk)
Ministry of Agriculture and Forestry - Food
Safety
P.O. Box 2526
Wellington
Phone: +64 48942519
Fax: +64 48942530
Email: Steve.hathaway@maf.govt.nz

NIGERIA - NIGÉRIA

Mrs Ajoritsedere Josephine AWOSIKA
Permanent Secretary
Federal Ministry of Science and Technology
Federal Secretariat Phase II
Maitama
Abuja
Phone: +234 803 6626835
Email: dawosika@yahoo.com

Mr Joseph Ikemefuna ODUMODU
Director-General
Standards Organization of Nigeria
52, Lome Crescent
Wuse Zone 7
Abuja
Phone: +234 092911275
Email: ikemefuna@sononline.org

Mr Abdullahi ALMU
Assistant Director
Ministry of Science and Technology
Abuja

Mrs Jane O. OMOJOKUN
Deputy Director
Regulatory Affairs
National Agency for Food and Drug
Administration and Control
Plot 3/5 Oshodi Apapa Expressway
Lagos
Phone: +234 8033338184
Fax: +234 1 4772453
Email: janeomojokun@yahoo.com
omojokun.j@nafdac.gov.ng

Mr Peter Kadiri ATTAH
Deputy Director
Federal Ministry of Commerce and Industry
Federal Secretariat Area 1
Garki
Abuja
Phone: +234 8039190894
Email: kadipet54@yahoo.com

Ms Aishat Mmayeneka OKPA
Special Assistant to Director-General (NAFDAC)
National Agency for Food and Drug
Administration and Control
Plot 3/5 Oshodi Apapa Express Way
Lagos
Phone: +234 1 8103398
Email: lukmanfatimah@yahoo.com

Mr Musa GEORGE
Assistant Director (Codex Unit)
Standards Organization of Nigeria
52, Lome Crescent
Wuse Zone 7
Abuja
Phone: +234 8097594024
Email: bob_king_george@yahoo.com
mgeorge@sononline.org

Mr Mike Kanayochukwu NWANERI
Assistant Director
Nigeria Agricultural Quarantine Service (NAQS)
Enugu Building
81 Raph Shodeinde Street Central Area
Abuja
Phone: +234 8023282163/+234 8034609217
Email: michaelnwaneri@yahoo.com

Mr David E. ERABHAHIEMEN
Assistant Director
Federal Ministry of Science and Technology
Federal Secretariat Phase II
Maitama
Abuja
Phone: +234 803 6092283
Email: davideraa@yahoo.com

Dr Ademola Adetokumbo MAJASAN
Assistant Director
Federal Ministry of Agriculture and Rural
Development
F.C.D.A Secretariat
Area 11, Garki - P.M.B. 135
Abuja
Phone: +234 8055178412
Email: demmyjash@yahoo.com

Dr Joseph Jemgbar NYAGER
Director
Federal Ministry of Agriculture and Rural
Development
F.C.D.A Secretariat
Area 11, Garki - P.M.B. 135
Abuja
Phone: +234 8037868707
Email: nyagerj@yahoo.com

Mr Oluwatosin Kehinde OKUNNU
Director
Strategic Grain Reserve
Federal Ministry of Agriculture and Rural
Development
F.C.D.A Secretariat
Area 11, Garki - P.M.B. 135
Abuja
Phone: +234 8023905932
Email: kenok90@yahoo.com

NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA

Ms Bodil BLAKER
Specialist Director
Ministry of Health and Care Services
P.O. Box 8011 Dep.,
Oslo
Phone: +47 22 24 86 02
Fax: +47 22 24 86 56
Email: bob@hod.dep.no

Mrs Vigdis Synnøve VEUM MØLLERSEN
Senior Advisor
Norwegian Food Safety Authority
P.O Box 383, N-2381
Brumunddal
Phone: +47 23 21 66 69
Fax: +47 23 21 68 01
Email: visvm@mattilsynet.no

Ms Kari BRYHNI
Director
Norwegian Food Safety Authority
Head Office
P.O.Box 383
2381 Brumunddal
Phone: +47 23216800
Fax: +47 23216801
Email: kari.bryhni@mattilsynet.no

Mr Bjørn Røthe KNUDTSEN
Regional Director
Norwegian Food Safety Authority
Regional Office of Trøndelag, Møre and Romsdal
P.O. Box 383
N-2381 Brumunddal
Phone: +47 74 11 32 22
Fax: + 47 74 11 32 01
Email: bjrkn@mattilsynet.no

Mrs Giske Beate THOEN
Head of Section
Norwegian Food Safety Authority
P.O Box 383, N-2381
Brumunddal
Phone: +47 480 41 626
Fax: +47 23 21 68 01
Email: gibth@mattilsynet.no

Ms Tone Elisabeth MATHESON
Senior Advisor
Ministry of Agriculture and Food
P.O.Box 8007 Dep
N-0030 OSLO
Phone: +47 99 70 87 90
Email: tone-elisabeth.matheson@lmd.dep.no

Mr Ivar Andreas HELBAK
Senior Adviser
Ministry of Fisheries and Coastal Affairs
Department of Aquaculture, Seafood and Markets
Norwegian Ministry of Fisheries and Coastal
Affairs
P.O.Box 8118 Dep
NO-0032 Oslo
Phone: + 47 22 24 64 20
Fax: + 47 22 24 56 78
Email: Ivar-Andreas.Helbak@fkf.dep.no

OMAN - OMÁN

Mr Mazen AL DARAWSHEH
Regulatory Affairs Manager
Directorate General for Standard and Metrology
Ministry of Commerce and Industry
P.O. Box 550
Code No 113 Muscat
Phone: 0097155 6008613
Email: mazen.aldarwsheh@ae.nestle.com

Mr Saleh AL ZADJALI
Director of Specification
Directorate General for Standards and Metrology
(DGSM)
Ministry of Commerce and Industry (MOCI)
P.O.Box:550, P.C:100
Muscat
Phone: +00968 99420469
Fax: +00968 24845992
Email: sms-9000@hotmail.com

PAKISTAN - PAKISTÁN

Ms Aisha MORIANI
Economic Counsellor
Pakistan's Permanent Mission to the WTO
34-36 Rue de Vermont
Genève
Phone: +022 7487018
Email: aisha.moriani@gmail.com

Mr Ahsan NABEEL
Third Secretary
Permanent Mission of Pakistan to the United
Nations and other International Organizations
Rue de Moillebeau 56
1211 Geneva 19

PANAMA - PANAMÁ

Sr Alberto NAVARRO BRIN
Embajador
Representante Permanente de Panamá ante
la Oficina de las Naciones Unidas y otras
Organizaciones Internacionales
Ginebra

Sra. Carmela CASTILLO
Jefa del Departamento de Evaluaciones Sanitarias
y Fitosanitarias
Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos
(AUPSA)
Via Ricardo J. Alfaro
Edificio Sun Tower
2do Piso Panamá
Phone: +507 522 0000
Fax: +507 522 0014
Email: ccastillo@aupsa.gob.pa

Sr Jorge F. CORRALES H.
Consejero Político de la Misión Permanente
de Panamá ante la Oficina de las Naciones Unidas
y Otras Organizaciones Internacionales
Ginebra
72, rue Lausanne
Geneva, CH 1202

PAPUA NEW GUINEA – PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE – PAPUA NUEVA GUINEA

Mr Benzamin ZAIRO
Project Manager
Food, Agriculture and Biology
Papua New Guinea National Institute of Standards
and Industrial Technology
PO Box 3042, Boroko
N.C.D 121
Phone: +675 323 1852
Fax: +675 325 8793
Email: Benzamin.Zairo@nisit.gov.pg
bzairo@gmail.com

PARAGUAY

Sr Enrique FRANCO
Ministerio de Relaciones Exteriores
Asunción

Sra. Patricia FRUTOS
Ministerio de Relaciones Exteriores
Asunción

Sra. Laura MENDOZA
 Instituto Nacional de Alimentación y
 Nutrición/Ministerio de Salud Pública y Bienestar
 Social
 Asunción
 Email: dralmendoza@gmail.com

Sra. Patricia ECHEVERRÍA
 Instituto Nacional de Alimentación y
 Nutrición/Ministerio de Salud Pública y Bienestar
 Social
 Asunción
 Phone: +595 21106874
 Email: pachema@gmail.com

Trini JIMÉNEZ
 Instituto Nacional de Tecnología, Normalización
 y Metrología
 Asunción
 Phone: +595 21 290160 int.1182
 Email: tjimenez@intn.gov.py

Sr Enrique BORDÓN
 Ministerio de Industria y Comercio
 Asunción

PERU - PÉROU - PERÚ

Sr Carlos ROSSI
 Counsellor
 Permanent Representative of Peru to the United
 Nations and other International Organizations
 Avenue Louis Casañ 71
 1216 Cointrin

PHILIPPINES - FILIPINAS

Mrs Maria Victoria PINION
 Chair, Technical Committee
 National Codex Organization
 Food and Drug Administration
 Department of Health
 Civic Drive
 Filinvest Corporate City
 Alabang
 Muntinlupa City
 Phone: +63 2 8425606
 Fax: +63 2 8425606
 Email: mavspinion@yahoo.com

Dr Marvin B. VICENTE
 Supervising Meat Control Officer and
 Chairperson
 Subcommittee on Residues of Veterinary Drugs
 in Food
 National Meat Inspection Service
 Department of Agriculture
 Visayas Avenue
 Diliman
 Quezon City
 Phone: +63 2 924 7977
 Fax: +63 2 924 7973
 Email: vicentemarvin@yahoo.com

Ms Lisa BARILE
 Supervising Research Specialist
 Food Development Center
 National Codex Organization-Management
 Support Office
 National Food Authority
 Department of Agriculture
 Diliman
 Quezon City
 Phone: +0632 9293690
 Fax: +0632 929 3690
 Email: lisabarile@yahoo.com

Ms Maria Araceli ALBARECE
 Senior Agriculture Attaché
 Philippine Mission to the WTO
 80 rue de Lausanne
 Geneve 1202
 Switzerland
 Phone: +41 798432133
 Fax: +41 22 9097927
 Email: m.albarece@philippineswto.org

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Ms Marzena CHACINSKA
 Head of International Co-operation Department
 Main Inspectorate of Agricultural and Food
 Quality
 Codex Contact Point for Poland
 Agricultural and Food Quality Inspection
 30, Wspolna st.,
 00-930 Warsaw
 Phone: +48226232902
 Fax: +48226232997
 Email: mchacinska@ijhars.gov.pl

Prof. Krzysztof KWIATEK
Head of Department of Hygiene of Animal
Feedingstuffs
The National Veterinary Research Institute
57 Partyzantów Avenue
24-100 Pulawy
Phone: +48 81 8893082
Fax: +48818862595
Email: kwiatekk@piwet.pulawy.pl

Ms Magdalena KOWALSKA
Main Expert
Codex Contact Point for Poland
International Co-operation Department
Agricultural and Food Quality Inspection
30, Wspolna St.,
00930 Warsaw
Phone: +48 226232904
Fax: +48226232997
Email: mkowalska@ijhars.gov.pl
kodeks@ijhars.gov.pl

Ms Malgorzata KLAKEK
Senior Expert
International Co-operation Department
Agricultural and Food Quality Inspection
30, Wspolna St.,
00930 Warsaw
Phone: +48226232792
Fax: +48226232997
Email: mklak@ijhars.gov.pl

Mr Cesar CORTES
Head of Unit
Council of the European Union
General Secretariat
DG B II - Agriculture JL 40 GM 53
Rue de la Loi, 175
1048 Brussels
Phone: +32 2 281 6114
Fax: +32 2 281 6198
Email: cesar.cortes@consilium.europa.eu

Ms Sandra RENCELJ
Assistant
Council of the European Union
General Secretariat
DG B II - Agriculture JL 40 GM 53
Rue de la Loi, 175
1048 Brussels
Phone: + 32 2 281 31 29
Fax: + 32 2 281 61 98
Email: sandra.rencelj@consilium.europa.eu

Mr Wojciech GWIAZDA
Attaché
Permanent Mission
15 l'Ancienne Route
1218 Grand Saconnex
Email: wojciech.gwiazda@msz.gov.pl

PORTUGAL

Mrs Ana Paula BICO RODRIGUES DE MATOS
Head of the Coordination and Control Unit
Directorate for Policy and Planning
R. Padre António Vieira, nº 1
1099-073 Lisboa
Phone: +351 213 819 3000
Fax: +351 213 866 650
Email: paulabico@gpp.pt
codex@gpp.pt

Sr Miguel Oliveira CARDO
Subdirector Geral
Deputy Chief Veterinary Officer
Direcção Geral de Veterinária
Largo da Academia Nacional das Belas Artes Nº 2
1249-105 Lisboa
Phone: +351213239655
Fax: +351213463518
Email: miguelcardo@dgv.min-agricultura.pt

QATAR

Mr Khalid AL-HAJRI
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of the State of Qatar to the
United Nations Office and Other International
Organizations
Avenue du Bouchet 27-29
1209 Geneva

Mr Abdelfattah MADMOUNE
Expert
Permanent Mission of the State of Qatar to the
United Nations Office and Other International
Organizations
Avenue du Bouchet 27-29
1209 Geneva

**REPUBLIC OF KOREA –
RÉPUBLIQUE DE CORÉE –
REPÚBLICA DE COREA**

Mr LEE Kwang Ho
Director
Food Safety Evaluation Department
Korea Food and Drug Administration
Osong Health Technology Administration
Complex
643 Yeonje-ri, Gangoe-myeon, Cheongwon-gun
Phone: +82 43 719 4201
Fax: +82 43 719 4200
Email: 1772@korea.kr

Mrs YOON Hae Jung
Director
Risk Analysis and Research Division
Korea Food and Drug Administration
Osong Health Technology Administration
Complex
643 Yeonje-ri, Gangoe-myeon, Cheongwon-gun
Phone: +82 43 719 4501
Fax: +82 43 719 4500
Email: hjyoon@korea.kr

Mr KIM Yong Hoon
Scientific Officer
Korea Food and Drug Administration
Osong Health Technology Administration
Complex
643 Yeonje-ri, Gangoe-myeon, Cheongwon-gun
Phone: +82 43 719 4308
Fax: +82 43 719 4300
Email: washout71@korea.kr

Mr LEE Ju-Myeung
Minister Counsellor
Permanent Mission of the Republic of Korea
Geneva

Mr KIM Dong-Hyun
Deputy Director
Ministry for Food, Agriculture, Forestry and
Fisheries
88 GwanMun-Ro GwaCheon-Si GyeongGi-Do
Korea
Phone: +82 2 500 2099
Fax: +82 2 503 7277
Email: dhkim1@korea.kr

Ms KIM Yun-Hee
Assistant Director
Ministry for Food, Agriculture, Forestry and
Fisheries
88 GwanMun-Ro GwaCheon-Si GyeongGi-Do
Korea
Phone: +82 2 500 1855
Fax: +82 2 504 6659
Email: likerucy@korea.kr

Mrs YOU You-soon
Senior Veterinary Officer
National Veterinary Research and Quarantine
Service
Seoul
Phone: +82 31 467 1987
Fax: +82 31 467 1989
Email: ocksan@korea.kr

Mr NOH Jae Eok
Researcher
National Agricultural Products Quality
Management Service
560, Dangsang-dong-3-ga
Yeongdeungpo-gu
Seoul
Phone: +82 2 2165 6112
Fax: +82 2 2165 6006
Email: gregno@korea.kr

Mr HAN Kyu Jai
Principal Research Scientist
Korea Food Research Institute
516 Baekhyun-dong, Bundang-gu, Sungnam-si,
Gyeonggi-do 463-746
Phone: +82 31 780 9120
Fax: +82 31780 9154
Email: hankj@kfri.re.kr

Dr RHO Jong-hae
Principal Research Scientist
Korea Food Research Institute
516 Baekhyun-dong, Bundang-gu
Sungnam-si
Gyeonggi-do 463-746
Phone: +82 31 780 9000
Fax: +82 31 780 9154
Email: drno@kfri.re.kr

Ms NOH Bo-Young
Research Scientist
Korea Food Research Institute
516 Baekhyun-dong, Bundang-gu, Sungnam-si,
Gyeonggi-do 463-746
Phone: +82 31 780 9351
Fax: +82 31 780 9154
Email: bynoh@kfri.re.kr

**REPUBLIC OF MOLDOVA –
REPUBLICUE DE MOLDOVA –
REPÚBLICA DE MOLDOVA**

Dr Iurie PINZARU
President of National Codex
Deputy Director NCPM
Ministry of Health
Chisinau
Phone: +373 22574501
Email: iurie-pinzaru@cnspl.mol

Mr Vladimir CHIRINCIUC
Counsellor
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Moldova to
the United Nations Office and other International
Organizations in Geneva
Chemin du Petit-Saconnex 28
1209 Geneva

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Mr Razvan ROTUNDU
Counsellor
Permanent Mission of Romania to the Office
of the United Nations
6, Chemin de la Perrière
1223 Cologny - Geneva

Ms Alexandra SPANU
Third Secretary
Permanent Mission of Romania to the Office
of the United Nations
6, Chemin de la Perrière
1223 Cologny - Geneva

**RUSSIAN FEDERATION –
FÉDÉRATION DE RUSSIE –
FEDERACIÓN DE RUSIA**

Mr Anatoly PAVLOV
Counsellor
Permanent Mission of Russian Federation to the
United Nations Office and other International
Organizations having their Headquarters in
Geneva
Avenue de la Paix 15
1211 Geneva

RWANDA

Mr Cyubahiro Mark BAGABE
Director-General
Rwanda Bureau of Standards
P.O. Box 7099
Kigali
Phone: +250 788304197
Fax: +250 252 583305
Email: info@rbs.org.rw
markbagabe@yahoo.co.uk

SAMOA

Ms Iulia PETELO
Samoa Codex Contact Point
Assistant CEO
Ministry of Commerce, Industry and Labour
P.O. Box 862 Apia
Phone: +685 20441/685 20882
Fax: +685 20443
Email: iulia.petelo@mcil.gov.ws
codex.samoa@mcil.gov.ws

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE -
ARABIA SAUDITA**

Mr Mohammed AL-HADLAQ
Food Standard Consultant
Saudi Food and Drug Authority
Food Standard Department
3292 Northern ring Road
Alnafel Area
Riyadh 13312 -6288
Phone: +966 12759222
Fax: +966 122751282
Email: alhadlaq7777@saso.org.sa

Mr Ahmed ALOTAIBI
Attaché
263 Route de Lausanne
1292 Geneva

SENEGAL - SÉNÉGAL

Prof. Amadou DIOUF
Diercteur du Centre Anti Poison
Président du Comité national Codex Alimentarius
1er Assesseur Doyen Faculté de Médecine
Centre Anti Poison
Ministère de la santé et de la prevention
Dakar
Phone: +221 77 6449823
Fax: (221) 33 824 65 39
Email: amdiouf@orange.sn

Dr Mame Coumba Codou FAYE
 Point Focal National du Codex Alimentarius
 Chef Bureau Alimentation
 Direction de la Santé
 Ministère de la Santé et de la Prévention
 BP 4024, Rue Aimé Césaire
 Dakar FANN
 Phone: 221 77 556 6478
 Email: mamecoumba@yahoo.com

SERBIA - SERBIE

Ms Jelisaveta DJURICKOVIC-TUVIC
 Minister Counsellor
 Permanent Mission of the Republic of Serbia to
 the United Nations Office and other International
 Organizations
 5 Chemin Thury
 1206 Genève
 Phone: 022 839 3344
 Fax: 022 839 3359
 Email: serbian.mission@bluewin.ch

SINGAPORE - SINGAPOUR - SINGAPUR

Dr Siang Thai CHEW
 Deputy Chief Executive Officer and Director-
 General
 Agri-Food and Veterinary Services
 Agri-Food and Veterinary Authority
 5 Maxwell Road
 Tower Block
 MND Complex, #04-00
 Singapore 069110
 Phone: +65 6325 7600
 Fax: +65 6220 6068
 Email: chew_siang_thai@ava.gov.sg

Dr Paul CHIEW KING TIONG
 Director of Laboratories Department
 Agri-Food and Veterinary Authority
 5 Maxwell Road #18-00
 Tower Block
 MND Complex
 Singapore 069110
 Phone: +65 6795 2828/6325 7866
 Fax: +65 6861 9491
 Email: paul_chiew@ava.gov.sg

Ms Adelene YAP
 Senior Executive Manager (Regulatory
 Programmes)
 Regulatory Administration Department
 Agri-Food and Veterinary Authority
 5 Maxwell Road #18-00
 Tower Block
 MND Complex
 Singapore 069110
 Phone: +65 6325 1226
 Fax: +65 6220 6068
 Email: adelene_yap@ava.gov.sg

SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA

Dr Zuzana BIROSOVA
 Director of Food Safety and Nutrition Department
 Ministry of Agriculture
 Bratislava
 National Codex Contact Point
 Dobrovicova 12
 812 66 Bratislava
 Phone: +4212 59266 572
 Fax: +4212 59266 704
 Email: codex@land.gov.sk
 zuzana.birosova@land.gov.sk

SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA

Mr Bostjan JERMAN
 Deputy Ambassador
 Minister Counsellor
 Permanent Mission of Slovenia to the United
 Nations Office and other International
 Organizations
 Geneva

Mr Grega KUMER
 Third Secretary
 Permanent Mission of Slovenia to the United
 Nations Office and other International
 Organizations
 Geneva

SOLOMON ISLANDS - ÎLES SALOMON - ISLAS SALOMÓN

Mrs Ethel Lano MAPOLU
 Codex Contact Point
 Chief Health Inspector
 National Food Safety Inspection and Certification
 Unit
 Environmental Health Division
 Ministry of Health and Medical Services
 Honiara
 Phone: +677 28166
 Fax: +677 28166
 Email: emapolu@moh.gov.sb
 elano56@gmail.com

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA

Dr Boitshoko Rakubu NTSHABELE
 Director
 Food Safety and Quality Assurance
 Department of Agriculture, Forestry and Fisheries
 Private Bag X343
 Pretoria 0001
 Phone: +27 12 319 7000
 Fax: +27 12 319 6764
 Email: DFSQA@daff.gov.za

Mr Andries PRETORIUS
 Director Food Control
 Directorate Food Control
 Department of Health
 Private Bag X828
 Pretoria 0001
 Phone: +27 123958799
 Fax: +27-12 395 8854
 Email: PRETOA@health.gov.za

Mr Malose Daniel MATLALA
 Deputy Director: Inter-Agency Liaison and
 Regulatory Nutrition
 (National Codex Contact Point: South Africa)
 Department of Health
 Directorate: Food Control
 Private Bag X828
 Pretoria 0001
 Phone: +27-12 395 8789
 Fax: +27-12 395 8854
 Email: CACPSA@health.gov.za

Mr Michael J. YOUNG
 Acting Executive - Perishable Products
 National Regulator for Compulsary Specifications
 P.O. Box 36558
 Chempet, 7442
 Cape Town
 Phone: +27 21 526 3400
 Fax: +27 21 526 3451
 Email: youngmj@nrcc.org.za

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Sra. Luisa AGUILAR ZAMBALAMBERRI
 Jefe de Servicio
 Subdirección General de Gestión de Riesgos
 Alimentarios
 Agencia Española de Seguridad Alimentaria y
 Nutrición
 Ministerio de Sanidad, Política Social e Igualdad
 Madrid
 Phone: +3491 33 80429
 Fax: +3491 33 80169
 Email: maguilar@mspsi.es

SRI LANKA

Dr Thalarabe Bulathge Ananda JAYALAL
 Director Environmental Health
 Occupational Health and Food Safety
 Codex Contact Point
 Ministry of Health
 "Suwasiripaya" No. 385
 ven Baddegama
 Wimalawansa
 Colombo 10
 Phone: +9411 2672004
 Fax: +9411 2672004
 Email: jayalal313@yahoo.co.uk

SUDAN - SOUDAN - SUDÁN

Mr Abd Alla Hassan EISA
 SSMO Director-General
 Sudanese Standards and Metrology Organization
 Al-Gamaa St. P.O.Box 13573
 Khartoum
 Phone: +249 183 777480
 Fax: +249 183 774852
 Email: info@ssmo.gov.sd

Mr Hassan Adam MOHAMMED
 Coordinator of International Relations and
 Reporter of National Codex Committee
 Sudanese Standards and Metrology Organization
 Al-Gamaa St. P.O.Box 13573
 Khartoum
 Phone: +249 183 775247
 Fax: +249 183 765726
 Email: hasanadam915@hotmail.com

Mr Sirageldin Mustafa MOHAMED AHMED
 Environmental Health and Food Safety Adviser
 Federal Ministry of Health
 P.O.Box 8194 Code 12217
 Khartoum
 Phone: +249912135286/+249 999135286
 Fax: +249183780353
 Email: sirageldinmust@yahoo.com
 sirageldinmust@gmail.com

SURINAME

Mrs Ratna RAMRATTANSING
 Head Codex Secretariat Suriname
 Department of Research
 Ministry of Agriculture, Animal Husbandry
 and Fisheries
 Letitia Vriesdelaan 8-10
 Paramaribo
 Phone: +597 521052
 Fax: +597 521052
 Email: ratna_Ivv@yahoo.com

Mrs Juliette COLLI-WONGSOREDJO
 Director
 Fish Inspection Institute
 Ministry of Agriculture, Animal Husbandry
 and Fisheries
 Letitia Vriesdelaan 8-10
 Paramaribo
 Phone: 597 521052
 Fax: 597 521052
 Email: julcol_2009@yahoo.com

Mrs Loraine AKRUM
 Junior Veterinary Inspection Officer
 Ministry of Agriculture, Animal Husbandry
 and Fisheries
 Letitia Vriesdelaan 8-10
 Paramaribo
 Phone: 597 521052
 Fax: 597 521052
 Email: odve@odve.minlvv.sr

SWAZILAND - SWAZILANDIA

Mr Edmund DLAMINI
 Chief
 Environmental Health Officer
 Ministry of Health
 P.O. Box 5
 Mbabane
 Phone: +268 24042431/268 2404 9351
 Email: edmunddlamini@yahoo.co.uk

SWEDEN - SUÈDE - SUECIA

Mrs Catharina Eva Maria ROSQVIST
 Senior Administrative Officer
 Ministry for Rural Affairs
 Fredsgatan 8
 SE-103 33 Stockholm
 Phone: +46 8 405 37 82
 Fax: +46 8 20 64 96
 Email: catharina.rosqvist@rural.ministry.se

Ms Carmina IONESCU
 Codex Coordinator
 Food Standard Department
 National Food Administration
 Box 622
 S-751 26 Uppsala
 Phone: +46 (0)18 17 55 00
 Email: carmina.ionescu@slv.se

Mr Magnus DANIELSSON
 Head of Department
 National Food Administration
 Box 622
 SE-751 26 Uppsala
 Phone: +46 18 17 55 00
 Email: magnus.danielsson@slv.se

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Dr Roland CHARRIÈRE
 Deputy Director-General
 Head, Consumer Protection Directorate
 Federal Office of Public Health
 CH-3003 Bern
 Phone: +41 (0) 31 322 9503
 Fax: +41 (0) 31 322 9574
 Email: roland.charriere@bag.admin.ch

Mr Claude CROTTAZ
 Head, Global Health Section
 Division of International Affairs
 Federal Office of Public Health
 CH-3003 Bern
 Phone: +41 (0) 31 322 1487
 Fax: +41 (0) 31 322 1131
 Email: claude.crottaz@bag.admin.ch

Mrs Christina GUT SJÖBERG
 Scientific Advisor
 Consumer Protection Directorate
 Food Safety Division
 Federal Office of Public Health
 CH-3003 Bern
 Phone: +41 (0) 31 322 6889
 Fax: +41 (0) 31 322 9574
 Email: christina.gut@bag.admin.ch

Mrs Nora MEYER
 Consumer Protection Directorate
 Federal Office of Public Health
 CH-3003 Bern
 Phone: +41 (0) 31 3229414
 Fax: +41 (0) 31 322 9574
 Email: nora.meyer@bag.admin.ch

Mrs Christine MÜLLER
 Scientific Officer
 Federal Office for Agriculture
 Mattenhofstrasse 5
 CH-3003 Bern
 Phone: +41 (0) 31 325 1363
 Fax: +41 (0) 31 322 2634
 Email: christine.mueller@blw.admin.ch

Mr Martin MÜLLER
 Scientific Advisor
 Division of International Affairs
 Federal Office of Public Health
 CH-3003 Bern
 Phone: +41 (0) 31 324 9316
 Fax: +41 (0) 31 322 1131
 Email: martin.mueller@bag.admin.ch

Mrs Awilo OCHIENG PERNET
Responsible Codex Alimentarius
International Nutrition and Food Safety Issues
Division of International Affairs
Federal Office of Public Health
CH-3003 Bern
Phone: +41 (0) 3122 0041
Fax: +41 (0) 3122 11 31
Email: awilo.ochieng@bag.admin.ch

Mr Thomas U. JAEGGI
Agriculture Engineer
Swiss Farmers Union
Laurstrasse 10
Ch-5200 Brugg
Phone: +41 (0) 56 462 5111
Email: thomas.jaegg@sbv-uso.ch

Mr Hervé NORDMANN
Director Scientific and Regulatory Affairs
Ajinomoto Switzerland AG
En Crochet
CH-1143 Apples
Phone: +41 (0) 21 800 3763
Fax: +41 (0) 21 800 4087
Email: herve.nordmann@ajinomoto.com

Mrs Ursula TRÜEB
Representative of the Swiss Consumer
Organizations
Bözlzi 1
CH-4312 Magden
Phone: +41 61 841 1256
Email: ursula.trueb@vtxmail.ch

Mr Jean VIGNAL
Regulatory Affairs
Nestec Ltd.
Avenue Nestlé 55
CH-1800 Vevey
Phone: +41 (0) 21 924 3501
Fax: +41 (0) 21 924 4547
Email: jean-vignal@nestle.com

Mr Eric COIFFER
Food Scientist, Participant in CCFO
Nestlé-Sofinol
Rue d'Entre-Deux-Villes 12
CH-1814 La Tour-de-Peliz
Phone: +41 21 924 5678
Fax: +41 21 924 5762
Email: eric.coiffer@nestle.com

Mr Rex FITZGERALD
Task Force Animal Feed
Chairperson Advisor
Klingelberger 61
4056 Basel

Ms Eva REINHARD
Task Force AF
Chair
Federal Office for Agriculture
3000 Bern

Mrs Ludovica VERZEGNASSI
Quality and Safety
Participant in CCCF and CCPR
Nestec S.A.
Vers-chez-les-Blancs
CH-1000 Lausanne 26
Phone: +41 21 924 2536
Email: ludovica.Verzegnassi@nestle.com

**SYRIAN ARAB REPUBLIC –
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE -
REPÚBLICA ÁRABE SIRIA**

Mr Abdulrazzak ALHOMSI AJJOUR
Director of Alimentary Department at SASMO
and Secretariat of NCCP
Syrian Arab Organization for Standardization
and Metrology (SASMO)
P.O. Box 11836
Damascus
Phone: +963114529825/+963113712214
Fax: +963 11 4528214
Email: homsi55@gmail.com
codex-sasmo@.net.sy

Mr Aiad ALKHATEB
Food Expert
Chamber of Industry
Damascus
Phone: +963 114529825
Fax: +963 113712214
Email: dania43@scs-net.org

TAJIKISTAN - TADJIKISTAN - TAYIKISTÁN

Mr Samardin ALIEV
Head
State Sanitary and Epidemiological Surveillance
Service
Ministry of Health
8 Tchapaeva Street
Dushanbe
Phone: (992) 37 2274947
Fax: (992) 907 707397
Email: repses@yandex.ru

Mr Kosim KURBONOV
Senior Epidemiologist
Codex Contact Point for Tajikistan
State Sanitary and Epidemiological Surveillance
Service
Ministry of Health
8 Chapayeva Street
Dushanbe
Phone: +992 918 503274
Fax: +992 37 2274947
Email: kosim.kurbonov@gmail.com

Mr Boonpeng SANTIWATTANATAM
Vice-Chairman of Food Processing
Industry Club
The Federation of Thai Industries
Queen Sirikit National Convention Center
Zone C, 4th Fl.,
60 New Rachadapisek Rd., Klongtoey
Bangkok 10110
Phone: +66 (0) 3451167
Fax: +66 (0) 3451281-3
Email: boonpeng@cpf.co.th

THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA

Mr Sakchai SRIBOONSUE
Secretary General
National Bureau of Agricultural Commodity and
Food Standards
50 Paholyothin Rd.,
Jatujak, Bangkok 10900
Phone: 662-561-2277 ext 1101
Email: sakchais@acfs.go.th

Prof. Kraissid TONTISIRIN
Advisor
National Bureau of Agricultural Commodity and
Food Standards
Ministry of Agriculture and Cooperatives
50 Paholyothin Rd.,
Jatujak, Bangkok 10900

Ms Daranee MUKHAJONPUN
Food and Drug Technical Officer, Expert Level
Food and Drug Administration
Ministry of Public Health
Nonthaburi 11000
Email: daraneem@fda.moph.go.th

Mr Pisan PONGSAPITCH
Director of Office of Commodity and System
Standard
National Bureau of Agricultural Commodity and
Food Standards
Ministry of Agriculture and Cooperatives
50 Paholyothin Rd.,
Jatujak, Bangkok 10900
Email: codex@acfs.go.th

Ms Virachnee LOHACHOOMPOL
Standards Officer
Office of Commodity and System Standards
National Bureau of Agricultural Commodity and
Food Standards
Ministry of Agriculture and Cooperatives
50 Paholyothin Rd.,
Jatujak, Bangkok 10900
Email: virachnee@acfs.go.th

Mrs Attapan MSARUNGSON
President
Thai Food Processors' Association
Bangkok

Mr Panisuan JAMNAMWEJ
President
Thai Frozen Foods Association
Bangkok

Ms Warunee SENSUPA
Food and Drug Technical Officer
Food and Drug Administration
Ministry of Public Health
Nonthaburi 11000
Email: warunee@fda.moph.go.th

THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA – L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE – LA EX REPÚBLICA YUGOSLAVA DE MACEDONIA

Mr Burim BILALI
Third Secretary
Permanent Mission of the former Yugoslav
Republic of Macedonia to the United Nations
Office and other International Organizations in
Geneva
Rue de Lausanne 143
1202 Geneva

TOGO

Dr Tchala KAZIA
Ministère de l'agriculture
Lomé
Phone: +00228 2254118
Fax: +00228 2251559
Email: kaziatchala@yahoo.fr
itra@cafe.tg

TONGA

Dr Viliami Toalei MANU
Deputy Director
Codex Contact Point
Research and Extension Division
Ministry of Agriculture, Food, Forestry and Fisheries
P.O. Box 14
Nuku'alofa
Phone: +676 23038
Fax: +676 24271
Email: mafsoils@kalianet.to

TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ

M Mohamed Chokri REJEB
Directeur Général du Centre Technique de l'Agro-Alimentaire
Ministère de l'Industrie et la Technologie
12, rue de l'usine Charguia
2035 Ariana
Phone: +216 71940358
Fax: +216 71941080
Email: ctaa@topnet.tn
codextunisie@topnet.ati.tn

M Mabrouk NEDHIF
Directeur
Direction de l'hygiène du milieu et de la protection de l'environnement
Ministère de la Santé Publique
Tunis

Mme Melika BELGACEM HERMASSI
Directeur, chargée du secrétariat permanent du Comité Tunisien du codex
Centre Technique de l'agro-alimentaire
12, rue de l'usine - 2035 Charguia II
Phone: +0021671940081
Fax: +0021671941080
Email: codextunisie@topnet.tn

Mme Souad BEN JEMMA
Directrice du développement de l'Industrie Alimentaire
Ministère de l'industrie et de la technologie
Mont Plaisir
Tunis
Phone: +00216 71901351
Email: Souad.benjamaa@mit.gov.tn

M Samir KOUBAA
Ministre Plenipotentiaire
Chargé d'affaires
Mission de Tunisie à Genève 1211

Mme Sana JARTILA
Chargée de la normalisation dans le secteur alimentaire
Direction de la Normalisation
Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle
Tunis

TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA

Mr Murat ARAT
R&D Technology Manager
Sütas a.s
Uluabat Köyü Karacabey
Bursa
Phone: +90224-6885272
Fax: +90224-6885186
Email: muratar@sutas.com.tr

Prof.Dr Nevzat ARTIK
Ankara University
Engineering Faculty
Food Engineering Department
06110 Diskapi
Ankara
Phone: +90(312)5961152
Fax: +90(312)3178711
Email: artik@eng.ankara.edu.tr
artik@asuder.org.tr

Ms R. Ozlem ERALP
Engineer
General Directorate of Food and Control
Codex Division
Ministry of Food, Agriculture and Livestock
Gıda, Tarım ve Hayvancılık Bakanlığı
Gıda ve Kontrol Genel Müdürlüğü
Akay Cad. No:3
Bakanliklar Ankara
Phone: +90-312 4174176 ext 6210
Fax: +90-312 4254416
Email: ozleme@kkgm.gov.tr

Dr Ömer Faruk MUTLU
Head of Department
General Directorate of Food and Control
Ministry of Food Agriculture and Livestock
Gıda, Tarım ve Hayvancılık Bakanlığı
Gıda ve Kontrol Genel Müdürlüğü
Akay Cad. No:3
Bakanliklar Ankara
Phone: +90-312 4251915
Fax: +90-312 4254416
Email: farukm@kkgm.gov.tr

Ms Gülay ÖZCAN
Setbir Board Member
SÜTAS A.S
Uluabat Köyü Karacabey
Bursa
Phone: +90216-5750063
Fax: +90216-5725495
Email: gozcan@sutas.com.tr

Ms Melek US
Secretary-General
Union of Dairy, Beef, Food Industrialists and
Producers of Turkey (SETBIR)
Çobanyıldızı Sok. No. 1/14 06680
Çankaya , Ankara
Phone: +903124284774-75
Fax: +903124284746
Email: melekus@setbir.org.tr

Dr Betül VAZGEÇER
Engineer
General Directorate of Food and Control
Ministry of Food Agriculture and Livestock
Gıda, Tarım ve Hayvancılık Bakanlığı
Gıda ve Kontrol Genel Müdürlüğü
Akay Cad. No:3
Ankara
Phone: +90-312 4174176 ext6202
Fax: +90-312 4254416
Email: betulv@kkgm.gov.tr

UGANDA - OUGANDA

Dr Terry KAHUMA
Executive Director
Uganda National Bureau of Standards
P.O. Box 6329
Kampala
Phone: +256 414 505995
Fax: +256 414 286123
Email: info@unbs.go.ug/tkahuma@unbs.go.ug

Ms Linda Arachi OCHIENG
Human resource and Administration Manager
Marie Stopes Uganda
Plot 1020, Kisugu-Muyenga
P.O. Box 10431 Kampala
Phone: +256 414 347129
Fax: +256 414 342247
Email: linda.arachochieng@mariesstopes.or.ug

Dr Nathan Kenya MUGISHA
Ag. Director General Health Services
Ministry of Health
P.O. Box 7272 Kampala
Phone: +256 414 340882
Fax: +256 414 340881
Email: kenya.mugisha@health.go.ug

Dr Edson Friday AGABA
Food Safety Coordinator
National Drug Authority
P.O. Box 23096 Kampala
Phone: +256 414 255665/347391
Fax: +256 414 255758
Email: agabafriday@hotmail.com
agaba_friday@yahoo.com

Mrs Agnes CHANDIA BAKU
Ag. Head Nutrition Division Dr. Nathan Kenya
Mugisha
Ministry of Health
P.O. Box 7272 Kampala
Phone: +256 414 340872
Fax: +256 414 340881
Email: bakuchandia@yahoo.com

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI – REINO UNIDO

Mr Anil KANANI
Head of Food Composition and Standards Team
Department for Environment, Food and Rural
Affairs
9 Millbank/o 17 Smith Square
London SWIP 3JR
Phone: +44 (0) 20 2386563
Fax: +44 (0) 20 72383177
Email: anil.kanani@hotmail.co.uk

Mr Mark RUSH
Second Secretary
United Kingdom Mission
Geneva

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA

Dr Claude John Shara MOSHA
Head, Agriculture and Food Section
Codex Contact Point Officer
Chief Standards Officer
Tanzania Bureau of Standards
P.O. Box 9524
Dar-es-Salaam
Phone: +255 713324495/765087187
Fax: +255 222450959
Email: cjsmoshar@yahoo.co.uk
claudio.mosha@tbstz.org

Mr Hiiti Baran SILLO
 Director-General
 Tanzania Food and Drugs Authority (TFDA)
 Box 77150
 Dar-es-Salaam
 Phone: +255 22 2450512/2450751
 Fax: +255 22 2450793
 Email: hiiti@yahoo.com

Mr Raymond WIGENGE
 Director for Food Safety
 Tanzania Food and Drugs Authority (TFDA)
 Dar-es-Salaam
 Phone: +255 222 450512/2450751
 Fax: +255 22 2450793
 Email: raywigenge@yahoo.com

Mr Ridhiwani Ramadhani MATANGE
 Senior Standards Officer
 Tanzania Bureau of Standards
 P.O. Box 9524
 Dar-es-Salaam
 Phone: +255 22 2450298/2450206/2450949
 Fax: +255 22 2450959
 Email: ridhiwanir@yahoo.com
 ridhiwani.ramadhani@tbstz.org

**UNITED STATES OF AMERICA –
 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE –
 ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Mrs Darci VETTER
 Deputy Under Secretary
 Farm and Foreign Agricultural Services
 U.S. Department of Agriculture
 1400 Independence Ave.,
 SW Room 205-E
 Washington, DC 20250
 Phone: +202-720-7107
 Fax: +202-720-8254
 Email: Darci.vetter@osec.usda.gov

Mr Brian RONHOLM
 Deputy Under Secretary
 Office of Food Safety
 U.S. Department of Agriculture
 1400 Independence Ave.,
 SW, Room 227-E
 Washington, DC 20250
 Phone: +202 720 0351
 Fax: +202 690 0820
 Email: brian.ronholm@osec.usda.gov

Ms Karen STUCK
 U.S. Codex Manager
 U.S. Department of Agriculture
 Room 4861 South Bldg.
 1400 Independence Ave., S.W.
 Washington, DC 20250
 Phone: +202-720-2057
 Fax: +202-720-3157
 Email: Karen.stuck@osec.usda.gov

Ms Camille BREWER
 Director
 International Affairs Staff
 Center for Food Safety and Applied Nutrition
 U.S. Food and Drug Administration
 5100 Paint Branch Parkway
 College Park, MD 20740
 Phone: +1 301 436 1723
 Fax: +1 301 436 2618
 Email: Camille.Brewer@fda.hhs.gov

Ms Barbara MCNIFF
 Senior International Issues Analyst
 U.S. Codex Office
 Food Safety and Inspection Service
 U.S. Department of Agriculture
 1400 Independence Ave., SW
 Washington, DC. 20250
 Phone: +202-690-4719
 Fax: +202-720-3157
 Email: Barbara.mcniff@fsis.usda.gov

Ms Cathy MCKINNEL
 Director
 International Regulations and Standards Division
 U.S. Department of Agriculture
 Foreign Agricultural Service
 1400 Independence Ave., SW
 Washington, DC 20250-1010
 Phone: +202-690-0929
 Fax: +202-720-0433
 Email: cathy.mckinnell@fas.usda.gov

Mr Richard CAPWELL
 Deputy Director
 International Regulations and Standards Division
 Foreign Agricultural Service
 U.S. Department of Agriculture
 1400 Independence Ave., SW
 Washington, DC 20250
 Phone: +202-720-7054
 Fax: +202-720-0433
 Email: Rick.Capwell@fas.usda.gov

Dr José Emilio ESTEBAN
Scientific Advisor for Laboratory Services and
Research
Office of Public Health Science
Food Safety and Inspection Service
U.S. Department of Agriculture
950 College Station Road
Athens, GA 30605
950 College Station Road
Athens, GA 30605
Phone: +706 546 3429
Fax: +706 546 3428
Email: emilio.esteban@fsis.usda.gov

Ms V. Eileen HILL
Team Leader
Lead International Economist
Office of Multilateral Affairs
International Trade Administration
U.S. Department of Commerce
14th Street and Constitution Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20230
Phone: +1 202 482 5276
Fax: +1 202 482 5939
Email: Eileen.Hill@trade.gov

Dr Steven VAUGHN
Director
Office of New Animal Drug Evaluation
U.S. Food and Drug Administration
Office of New Animal Drug Evaluation
Center for Veterinary Medicine
7520 Standish Place, MPN #1
Rockville, Maryland 20855
Phone: +240 276 8306
Fax: +240 276-8242
Email: steven.vaughn@fda.hhs.gov

Mr Richard BOYD
Head, Defense Contract Inspection Section
Processed Products Branch
Fruit and Vegetable Programs
Agricultural Marketing Service
U.S. Department of Agriculture
1400 Independence Avenue, SW
Washington, DC 20250
Phone: +1 202 720 5021
Fax: +1 202 690 1527
Email: richard.boyd@ams.usda.gov

Dr. Michael WEHR
U.S. Food and Drug Administration
Wiley Building Room 4A-019
5100 Paint Branch Parkway
College Park, MD 20740
Phone: +1-240-402-1724
Fax: +1-301-436-2618
Email: michael.wehr@fda.hhs.gov

Mr Kenneth LOWERY
International Issues Analyst
U.S. Codex Office
Room 4861 South Bldg.
U.S. Department of Agriculture
1400 Independence Ave., SW
Washington, DC. 20250
Phone: +202-690-4042
Fax: +202-720-3157
Email: Kenneth.lowery@fsis.usda.gov

Ms Marie MARATOS
International Issues Analyst
U.S. Codex Office
Room 4865 South Bldg.
U.S. Department of Agriculture
1400 Independence Ave., SW
Washington, DC. 20250
Phone: +202-690-4795
Fax: +202-720-3157
Email: Marie.maratos@fsis.usda.gov

Ms Cecilia CHOI
Economic/Commercial Officer
U.S. Department of State
2201 C Street, NW
Washington, DC 20520
Phone: +202-647-3059
Email: choiCS@state.gov

Ms Jane DOHERTY
Director
Sanitary and Phytosanitary Affairs
Office of the United States Trade Representative
Executive Office of the President
600 17th Street, NW
Washington, DC 20508
Phone: +202-395-9615
Fax: +202-395-4579
Email: janedoherty@ustr.eop.gov

Mr Daniel MARTINEZ
Senior Agricultural Attaché
Office of Agricultural Affairs
United States Mission
11 Route de Pregny, 1292 Chambesy
Geneva, Switzerland
Phone: +022 749 5247
Fax: +022 749 5333
Email: Daniel.Martinez@fas.usda.gov

Mr Kyd BRENNER
Partner
DTB Associates, LLP
901 New York Avenue, N.W - Box 12.
Washington, D.C. 20001
United States of America
Phone: + 1 202 684 2508
Fax: + 1 202 684 2234
Email: Kbrenner@dtbassociates.com

Mr Carlos CELESTINO
Senior Counsel
Food Ingredients, Excipients and Dietary
Supplements
United States Pharmacopeial Convention
12601 Twinbrook Parkway
Rockville, MD 20852
Phone: +301 230 6329
Fax: +301 998 6798
Email: cmc@usp.org

Ms Laurie HUENEKE
Director
International Trade Policy, Sanitary and Technical
Issues
National Pork Producers Council
122 C Street N.W. Suite 875
Washington, D.C. 20001
United States of America
Phone: +202 347 3600
Fax: +202 347 5265
Email: huenekel@nppc.org

Mr David P. LAMBERT
Principal, Lambert Associates
5105 Yuma Street, N.W.
Washington, DC 20016
Phone: +202-966-5056
Fax: +202-966-5094
Email: lambertdp@yahoo.com

Mr Joel G. NEWMAN
President and CEO
American Feed Industry Association, Inc
2101 Wilson Blvd., Suite 916
Arlington, VA 22201
Phone: +1 703 558 3562
Fax: +1 703 524 1921
Email: jnewman@afia.org

Mr James Cedric GRIFFITHS
Vice President
Food Dietary Supplement and Excipient
Standards
United States Pharmacopeial Convention
12601 Twinbrook Parkway
Rockville, MD 20852
Phone: +301-998-6811
Fax: +301-816-8157
Email: jg@usp.org

Ms Lisa CRAIG
Director, Regulatory Affairs
Abbott Nutrition
625 Cleveland Avenue
Columbus, OH 43215
Phone: +614 624 3696
Fax: +614 727 3696
Email: lisa.craig@abbott.com

Dr Elizabeth PARKER
Chief Veterinarian
National Cattlemen's Beef Association
1301 Pennsylvania Ave., NW, Suite 300
Washington, DC 20004
Phone: +202-347-0228
Fax: +202-638-0607
Email: eparker@beef.org

Mr Gregg YOUNG
Agricultural Minister-Counsellor
Office of Agricultural Affairs
United States Mission
11 Route de Pregny, 1292 Chambesey
Geneva, Switzerland

Mr Richard D. WHITE
Consultant, RDW Global Consulting
406 169th CT NE
Bradenton, Florida 34212

URUGUAY

Sr Pedro Gabriel FRIEDRICH IGLESIAS
Punto de Contacto Codex -Uruguay
Jefe Departamento de Evaluacion de la
Conformidad
Laboratorio Tecnologico del Uruguay
Montevideo
Phone: +59826013724 int 1117 CEL:
+598294645407
Fax: +59826013724 int 1280
Email: pfriedri@latu.org.uy

Mr Leonardo OLIVERA D'ANDREA
Secretary
Permanent Mission of the Eastern Republic of
Uruguay to the United Nations Office and other
International Organizations in
Geneva
Rue de Lausanne 65 (4th Floor)
1202 Geneva

**UZBEKISTAN - OUZBÉKISTAN -
UZBEKISTÁN**

Mrs Natalya SHARIPOVA
Chief
Administrative Board
Sanitary Epidemiological Supervision
Ministry of Health
Navoy Str., 12
Tashkent
Phone: +998712394198
Fax: +998712441041
Email: codex_al@med.uz/rakhimov@inbox.uz

Mr Badriddin OBIDOV
First Secretary
Permanent Mission of the Republic of Uzbekistan
to the United Nations Office and Other
International Organizations
Rue de Pré-Bois, 20
1215 Geneva 15

Mr Eldiyor TOSHMATA
Attaché
Permanent Mission of the Republic of Uzbekistan
to the United Nations Office and Other
International Organizations
Rue de Pré-Bois, 20
1215 Geneva 15

Mr Nodir NURMATOV
Third Secretary
Permanent Mission of the Republic of Uzbekistan
to the United Nations Office and Other
International Organizations
Rue de Pré-Bois, 20
1215 Geneva 15

VANUATU

Mrs Shirley LABAN
Codex Contact Point
Manager, Env. health Unit
Public Health Department
PMB 9009
Port Vila
Email: slaban@vanuatu.gov.vu

Mr David MALAKAY
Food Safety Officer
Public Health
PMB 9009
Port Vila
Email: dmalakay@vanuatu.gov.vu

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) –
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE
DU) –
VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA
DE)**

Mr Frank VALDERRAMA
First Secretary
Permanent Mission of the Bolivarian Republic of
Venezuela to the United Nations Office and other
International Organizations in Geneva
Chemin François-Lehmann 18a
1218 Grand-Saconnex

Sr Rolando JACKSON
Segundo Secretario
Permanent Mission of the Bolivarian Republic of
Venezuela to the United Nations Office and other
International Organizations in Geneva
Chemin François-Lehmann 18a
1218 Grand-Saconnex

VIET NAM

Mr QUAN HUAN TRINH
Vice Minister
Ministry of Health
138 Giang vo street
Ha Noi
Phone: 0916596959

Mr NGOC QUYNH VU
Director of Vietnam Codex Office
General Secretary of Vietnam National Codex
Committee
Vietnam Food Administration
135 Nui truc street
Ha Noi
Phone: +844 38464489
Fax: +844 38463739
Email: vungocquynh@vfa.gov.vn

Mr VAN BAM LE
Department of Science, Technology and
Environment
Ministry of Agriculture and Rural Development
No 2 Ngoc Ha Street
Ha Noi
Phone: +084 437332087
Fax: +084 438433637
Email: levanbam@gmail.com

Mr VAN LUAN NGUYEN
General Director
Asia Europe Pharmaceutical Co., Ltd
No. 71 Chua Lang
Lang Thuong , Dong Da
Ha Noi

Mr VAN GIANG LE
Deputy Director General
Vietnam Food Administration
Ministry of Health
135 Nui truc street
Ha Noi
Phone: 0912000179
Email: levangiang@yahoo.com

ZAMBIA - ZAMBIE

Mr Delphin Mwishu KINKESE
Chief Environmental Health Officer
Food Safety and Occupational Health
National Codex Focal Point
Ministry of Health
Ndeke House
P.O. Box 30205
Lusaka
Phone: +260 211 253040/5
Fax: +260 211 252244
Email: dminkese@gmail.com

Ms Florence NGALA
Chief Env. Health Officer
Lusaka Province
P.O. Box 30205
Lusaka
Phone: +260 211 256813-14
Fax: +260 211 256813
Email: ngalaflo@yahoo.co.uk

ZIMBABWE

Mr Fredy CHINYAVANHU
Deputy Director-Food Control
CODEX Contact Point- Zimbabwe
Cnr Mazowe and Tongogara Streets
P.O. Box CY231,
Causeway, Harare
Phone: +263 4 792026/7/+263 912 426 084
Fax: + 263 4 705 261
Email: fchinyavanhu@healthnet.org.zw
fchinyavanhu@hotmail.com

Mr Petrowellar NYAGURA
Counsellor
Mission of Zimbabwe
Geneva

**UNITED NATIONS AND OTHER RELATED ORGANIZATIONS
NATIONS UNIES ET AUTRES ORGANISATIONS APPARENTÉES
NACIONES UNIDAS Y OTRAS ORGANIZACIONES AFINES**

**INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY
AGENCY
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE
ATOMIQUE
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGÍA
ATÓMICA**

Mr David H. BYRON
Head
Food and Environmental Protection Section
Joint FAO/IAEA Division on Nuclear Techniques
in Food and Agriculture
International Atomic Energy Agency
PO Box 100
1400 Vienna
Austria
Phone: +43 (1) 2600-21638 or 21639
Fax: +43 (1) 26007
Email: d.h.byron@iaea.org

**UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION
FOR EUROPE
COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS
UNIES POUR L'EUROPE
COMISIÓN ECONÓMICA DE LAS NACIONES
UNIDAS PARA EUROPA**

Mr Serguei MALANITCHEV
Chief of the Agricultural Quality Standard Unit
Trade and Sustainable Land Management Division
Palais des Nations
Office 440
CH-1211 Geneva 10
Switzerland
Phone: 41 22 9174146
Fax: +41 22 917 0037
Email: serguei.malanitchev@unece.org

**INTERNATIONAL GOVERNMENTAL
ORGANISATIONS
ORGANISATIONS INTERNATIONALES
GOUVERNEMENTALES
ORGANIZACIONES INTERNACIONALES
GUBERNAMENTALES**

**AFRICAN UNION
UNION AFRICAINE
UNIÓN AFRICANA**

Mr Ahmed EL-SAWALHY
Director
African Union
Interafrican Bureau for Animal Resources
(AU-IBAR)
Kenindia Business Park
Westlands Road
P.O Box 30786
00100 Nairobi, Kenya
Phone: +254 203 674000
Fax: +254 203 674341
Email: Ahmed.Elsawalhy@au-ibar.org

M Raphael COLY
PAN-SPSO Project Coordinator
African Union
Inter African Bureau for Animal Resources
(AU-IBAR)
Westlands Road, Kenindia Business Park
P.O.Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Phone: +254 20 3674000
Fax: +254 203 674341
Email: Raphael.Coly@au-ibar.org

Mr Georges Remi NAMEKONG
Senior Economist
36 Rue des Dagues
1211 CP 127 Genève

**ECONOMIC AND MONETARY UNION
OF WEST AFRICA
UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE
OUEST- AFRICAINE
UNIÓN ECONÓMICA Y MONETARIA
DEL ÁFRICA OCCIDENTAL**

Dr Moussa DOUMBIA
Chargé de la Sécurité Sanitaire des Aliments
380 Avenue Pr. Joseph KI-Zerbo 01
BP 543
Ouagadougou
Burkina Faso
Phone: +226 50 31 88 73 à 76
Fax: +226 5031 8872
Email: mdoumbia@uemoa.int

Mme Adélaïde BELEMSIGRI
Chargé de la Normalisation et de la qualité
380 Avenue Pr. Joseph KI-Zerbo 01
BP 543
Ouagadougou
Burkina Faso
Phone: +226 50318873
Fax: +226 50318872
Email: adelaide.belemsigri@uemoa.int

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR
COOPERATION ON AGRICULTURE
INSTITUT INTERAMÉRICAIN DE
COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE
INSTITUTO INTERAMERICANO DE
COOPERACIÓN PARA LA AGRICULTURA**

Dr. Ricardo MOLINS
Director, Sanidad Agropecuaria e Inocuidad
de Alimentos
Instituto Interamericano de Cooperación para
l'Agricultura
Apartado Postal 55-2200
San José
Vázquez de Coronado
San Isidro 11101
Phone: (506) 2216 0184
Fax: (506) 2216 0221
Email: ricardo.molins@iica.int

**INTERNATIONAL ORGANIZATION OF
VINE AND WINE
ORGANISATION INTERNATIONALE DE
LA VIGNE ET DU VIN
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DE LA
VIÑA Y DEL VINO**

Mr Federico CASTELLUCCI
Director-General
18, rue d'Aguesseau
F-75008 PARIS - France
Phone: +33144948081
Fax: +33142669063
Email: dgeneral@oiv.int

Mr Jean Claude RUF
Coordinator for the Scientific and
Technical Department
18, rue d'Aguesseau
F-75008 PARIS - France
Phone: +33144948094
Fax: +33142669063
Email: jruf@oiv.int

**REGIONAL INTERNATIONAL ORGANIZATION
FOR PLANT PROTECTION AND ANIMAL
HEALTH
ORGANISME INTERNATIONAL RÉGIONAL
CONTRE LES MALADIES DES PLANTES ET
DES ANIMAUX
ORGANISMO INTERNACIONAL REGIONAL DE
SANIDAD AGROPECUARIA**

Dr Oscar GARCÍA SUÁREZ
Médico Veterinario
Organismo internacional Regional de
Sanidad Agropecuaria (OIRSA)
Calle Ramón Belloso y Fnal. Pje. Isolde,
Col. Escalón, San Salvador
El Salvador, Centro América
Phone: (503) 2209-9200, ext. 206 (conmutador)
(503) 2209-9226 (directo)
Fax: (503) 2263-1128
Email: ogarcia@oirsa.org

**WORLD ORGANISATION FOR ANIMAL
HEALTH
ORGANISATION MONDIALE DE LA
SANTÉ ANIMALE
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE SANIDAD
ANIMAL**

Dr Bernard VALLAT
Director-General
World Organisation for Animal Health
12 rue de prony
75017 Paris
Phone: +33 (0) 14415 1888
Fax: +33 (0) 1426 70987

Dr Gillian MYLREA
Deputy Head
International Trade Department
World Organisation for Animal Health
12 rue de prony
75017 Paris
Phone: +33 (0) 144 151888
Fax: +33 (0) 142 17 0987

**WORLD TRADE ORGANIZATION
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO**

Mrs Gretchen STANTON
Senior Counsellor
Agriculture and Commodities Division
World Trade Organization
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 21
Phone: +41 227395086
Fax: +41 22 7395760
Email: gretchen.stanton@wto.org

Mr Javier Ocampo
Agriculture and Commodities Division
World Trade Organization
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 21
Email: Javier.Ocampo@wto.org

**INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES
ORGANIZACIONES INTERNACIONALES NO GUBERNAMENTALES**

**ASOCIACIÓN LATINOAMERICANA
DE AVICULTURA**

Dr J. Isidro MOLFESE
Observador por ALA ante el Codex Alimentarius
ALA - Asociación Latinoamericana de Avicultura
Arce 441 3F -
1426 Buenos Aires
República Argentina
Phone: +54 11 4774-4770/Móvil: 54 9 11 4539-2595
Email: molfese@ciudad.com.ar

Dra. Simone DA COSTA ALVES MACHADO
Asesora Científica por ALA ante el
Codex Alimentarius
ALA - Asociación Latinoamericana de Avicultura
Alvarez de Azevedo. 67
Niteroj RJ Brazil
24220-020
Phone: +55 21 7228-6635
Email: machado.sca@gmail.com

**ASSOCIATION OF EUROPEAN COELIAC
SOCIETIES
ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS COELIAQUES
EUROPÉENNES
ASOCIACIÓN DE SOCIEDADES CELÍACAS
EUROPEAS**

Mrs Hertha DEUTSCH
Codex and Regulatory Affairs
AOECS Association Of European Coeliac Societies
1230 Vienna
Anton Baumgartner Strasse 44/C5/2302
Austria
Phone: + 43-1-66 71 887
Fax: +43-1-66 71 887
Email: hertha.deutsch@gmx.at

**BIOTECHNOLOGY INDUSTRY ORGANIZATION
ORGANISATION DE L'INDUSTRIE
BIOTECHNOLOGIQUE
ORGANIZACIÓN DE LA INDUSTRIA
BIOTECNOLÓGICA**

Dr Janet COLLINS
Senior Regulatory Manager
601 Penn Ave
#325 North
Washington, D.C. 20004

Dr Adrienne MASSEY
Managing Director
Science and Regulatory Affairs
Biotechnology Industry Organization
1201 Maryland Ave. S.W.
Washington, D.C. 20024
United States of America
Phone: +202 9629238
Fax: +202 488 6303
Email: amassey@bio.org

**CONSUMERS INTERNATIONAL
ORGANISATION INTERNATIONALE DES
UNIONS DE CONSOMMATEURS**

Dr Michael HANSEN
Senior Staff Scientist
Consumers Union
101 Truman Avenue
Yonkers, NY 10703-1057
Phone: (914) 378-2452
Email: hansmi@consumer.org

Ms Anna GLAYZER
Programme Officer, Food Safety and Nutrition
Consumers International
24 Highbury Crescent
London N5 1RX, UK
Phone: +442072266663
Email: aglayzer@consint.org

Mrs Edita VILCAPOMA
Coordinadora del Area da Investigación,
Bioseguridad y Derechos del Consumidor
ASPEC Av. Jose Ramirez Gaston
151-175 Miraflores (frente al colegio Juana Alarco
de Dammert) PERU
Phone: 4485000 / 271-8000 / 260-8279
Email: evilcapoma@aspec.org.pe

**COUNCIL FOR RESPONSIBLE NUTRITION
CONSEJO PARA UNA NUTRICIÓN
RESPONSABLE**

Mr John HATHCOCK
Senior Vice-President
Scientific and International Affairs
Council for Responsible Nutrition
1828 L.St. NW, Suite 510
Washington D.C. 20036
United States of America
Phone: +1 202 204 7662
Fax: +1 202 204 7701
Email: jhathcock@crnusa.org

Mr Mark LE DOUX
Chairman
Natural Alternatives International
1185 Linda Vista Drive
San Marcos, California 92078
United States of America
Phone: +1 760 736 7742
Fax: +1 760 591 9637
Email: mledoux@nai-online.com

Mr John P. VENARDOS
Senior Vice-President
Herbalife International of America, Inc.
990 West 190th Street
Torrance, California 90502
United States of America
Phone: +1 310 8512346
Email: JohnV@Herbalife.com

Mr Mark MANSOUR
Esquire
Akin Gump
1333 New Hampshire Avenue, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 202 508 6019
Fax: +1 202 220 7319
Email: mark.mansour@bryancave.com

Mr Harvey KAMIL
President and CFO NBTY, INC.
NBTY, Inc.
2100 Smithtown Avenue
Ronkonkoma, NY 11779
United States of America
Phone: +1-631- 200-2020
Fax: +1-631-567-7148
Email: hkamil@nbty.com

CROP LIFE INTERNATIONAL

Ms Sandra KELLER
Manager
International Regulatory Affairs
CropLife International
326 avenue Louise, Box 35
1050 Brussels - Belgium
Phone: +32 2 542 04 10
Fax: +32 2 542 04 19
Email: Sandra.keller@croplife.org

Ms Lucyna KURTYKA
Food Policy and Int'l Organizations
Monsanto Company
1300 I Street, NW, Suite 450E
Washington, DC 20005
United States of America
Phone: +1 202 383 2861
Fax: +1 202 789 1867
Email: lucyna.k.kurtyka@monsanto.com

EUROPEAN COCOA ASSOCIATION

Ms Marie France PAGEREY
Scientific and Regulatory Manager
Nestec LTD
Avenue Nestlé 55
CH 1800 Vevey
Switzerland

**EUROPEAN FOOD LAW ASSOCIATION
ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR
LE DROIT DE L'ALIMENTATION**

Mr Zavier LAVIGNE
Food Law Manager
Rue de l'Association 50
1000 Bruxelles
Belgium

FOODDRINK EUROPE

Dr Maxim BOBKOV
Regulatory Affairs Manager
Nestlé
Av. Nestlé 55
1800 Vevey
Switzerland
Phone: +41 21 924 2536
Email: maxim.bobkov@nestle.com

Mr Lorcan O'FLAHERTY
 Manager Food Policy, Science and R&D
 Avenue des Arts 43
 1040 Bruxelles
 Belgium
 Phone: +02 5008756
 Fax: +02 5081021
 Email: l.oflaherty@fooddrinkeurope.eu

**GRAIN AND FEED TRADE ASSOCIATION
 ASOCIACIÓN DE COMERCIO DE
 GRANOS Y SEMILLAS**

Mrs June ARNOLD
 Head of Policy
 The Grain and Feed Trade Association
 3, Rue Mont-Blanc
 P.O.Box 1550, 1211 Geneva 1
 Switzerland
 Phone: +41 (0) 22 715 24 30
 Fax: +41 (0) 22 731 72 79
 Email: junearnold@gafta.com

**INC INTERNATIONAL NUT AND DRIED
 FRUIT COUNCIL FOUNDATION**

Mrs Julie ADAMS
 Vice-Chairman
 Scientific and Government Affairs
 Committee
 INC International Nut and Dried Fruit
 Foundation
 Calle Boule 2, planta 4
 43201 Reus
 Taragona, Spain
 Phone: +34 977 331416
 Fax: +34 977 315208
 Email: jadams@almondboard.com

**INDUSTRY COUNCIL FOR DEVELOPMENT
 CONSEIL DE COOPÉRATION INDUSTRIELLE
 POUR LE DÉVELOPPEMENT
 CONSEJO DE COOPERACIÓN INDUSTRIAL
 PARA EL DESARROLLO**

Dr Jameel FARHAT
 Industry Council for Development
 74 West Hill, Wembley Park
 Middlesex HA9 9RS
 United Kingdom
 Phone: +44 20 8908 6375
 Fax: +44 20 8385 2656
 Email: industrycouncil@btinternet.com

Dr Catherine GRETSCHE
 Industry Council for Development
 74 West Hill, Wembley Park
 Middlesex HA9 9RS
 United Kingdom
 Phone: +44 208908 6375
 Fax: +44 20 8385 2656
 Email: industrycouncil@btinternet.com

Dr Gupta HIMANSHU
 Industry Council for Development
 74 West Hill, Wembley Park
 Middlesex HA9 9RS
 United Kingdom
 Phone: +44 20 8908 6375
 Fax: +44 20 8385 2656
 Email: industrycouncil@btinternet.com

Mr John HOWLETT
 Secretary General
 Industry Council for Development
 74 West Hill
 Wembley Park
 Middlesex HA9 9RS
 United Kingdom
 Phone: +44 20 8908 6375
 Fax: +44 20 8385 2656
 Email: industrycouncil@btinternet.com

INSTITUTE OF FOOD TECHNOLOGISTS

Dr Rosetta NEWSOME
 Director
 Science and Policy Initiatives
 Institute of Food Technologists
 525 West Van Buren St.,
 Suite 1000
 Chicago, IL 60607-3830
 United States of America
 Phone: +312 604 0228
 Fax: +312 596 5628
 Email: rnewsome@ift.org

**INTERNATIONAL ALLIANCE OF
 DIETARY/FOOD SUPPLEMENT
 ASSOCIATIONS**

Mr Neil BUCK
 Secretariat
 International Alliance of Dietary/Food
 Supplement Associations (IADSA)
 Rue de l'Association, 50
 1000 Brussels - Belgium
 Phone: +32 2209 1155
 Fax: +32 22 23 30 64
 Email: secretariat@iadsa.be

INTERNATIONAL CHEWING GUM ASSOCIATION

Mr Christophe LEPRÊTRE
 Manager, Regulatory and Scientific Affairs
 International Chewing Gum Association
 C/o Keller and Heckman LLP
 1001 G Street NW
 Suite 500 West
 Washington, D.C. 20001
 United States of America
 Phone: +32 2 645 50 78
 Fax: +32 2 645 50 50
 Email: icga@gumassociation.org

INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES ASSOCIATIONS

Ms Päivi JULKUNEN
 Chair
 ICBA Committee for Codex
 c/o American Beverage Association
 1106 16th St NW
 Washington DC 20036
 United States of America
 Phone: +1 202 263 6790
 Email: icba@ameribev.org

INTERNATIONAL COUNCIL OF BOTTLED WATER ASSOCIATIONS

Ms Annick MOREAU
 Scientific and Regulatory Affairs Director
 Danone Beverages
 Representative of International Council
 of Bottled Water Association (ICBWA)
 Worldwide Danone Beverages
 Place de la Gare
 BP 87
 74503 Evian Cedex
 France
 Phone: +33 (0) 4 50268254
 Email: annick.moreau@danone.com

M Pierangelo GRIPPO
 Global Head of Regulatory Affairs, Nestle Waters
 Representative of International Council of
 Bottled Water Association (ICBWA)
 Via San Lino Papa 10
 00167 Rome
 Italy
 Phone: +39 348 4412003
 Email: Pierangelo.Grippo@waters.nestle.com

**INTERNATIONAL COUNCIL OF GROCERY MANUFACTURERS ASSOCIATION
 CONSEJO INTERNACIONAL DE ASOCIACIONES DE FABRICANTES DE COMESTIBLES**

Mrs Peggy ROCHETTE
 Senior Director International Affairs
 Grocery Manufacturers Association
 1350 I Street NW
 Washington, DC 20005
 United States of America
 Phone: +202 639- 5921
 Fax: +202 639-5932
 Email: prochette@gmaonline.org

**INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION
 FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE LAITIÈRE
 FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE LECHERÍA**

Mr Roger HALL
 Regulatory and Food Assurance Manager
 Fonterra Co-operative Group Ltd
 Private Bag 11 029
 Palmerston North
 New Zealand
 Phone: +64 6 3504688
 Fax: +64 6 3504676
 Email: roger.hall@fonterra.com

Mr Christian ROBERT
 Director-General
 Boulevard Reyers 70
 B-1030 Brussels
 Phone: +32 2 7339888
 Fax: +32 27330413
 Email: crobert@fil-idf.org

Mr Jörg SEIFERT
 Technical Director
 Diamant Building Blvd.A Reyers 70
 B-1030 Brussels
 Belgium
 Phone: +32 2 325 6743
 Fax: +32 2 733 0413
 Email: Jseifert@fil-idf.org

Mr Claus HEGGUM
 Chief Consultant
 Danish Agriculture and Food Council
 Agro Food Park
 DK-8200 Aarhus N
 Phone: +4533394807
 Email: chg@lf.dk

**INTERNATIONAL FEDERATION
FOR ANIMAL HEALTH
FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR
LA SANTÉ ANIMALE
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE
SANIDAD ANIMAL**

Ms Barbara FREISCHEM
Executive Director
IFAH
Rue Defacqz, 1
1000 Brussels
Belgium
Phone: +32 2 541 0111
Fax: +32 2 541 0119
Email: ifah@ifahsec.org

Mr Dennis L. ERPELDING
Director
Global Corporate Affairs
Elanco
2500 Innovation Way, EL 05 Greenfield IN 46140
Phone: 1-317-276 2721 (USA)
Email: erpelding_dennis_1@lilly.com

Mr Olivier ESPIESSE
Manager
Corporate Affairs - France
ELANCO
11 Rue Pages
92158 Suresnes Cedex
France
Phone: +33 1 55 493535
Fax: +33 68997 25 85
Email: espiesse_olivier@lilly.com

Ms Bertha GINER
Manager
Research and Regulatory –LA
ELANCO
Primera Cerrada de Frisos no.30
Fraccionamiento Loz Azulejos
Torreon
Coahuila 27411 México
Phone: +52 871 727 6409
Fax: +52 871 193 5249
Email: GINER_Bertha@lilly.com

Ms Savonne CAUGHEY
Director
Federal Government Affairs
ELANCO
555 12th Street NW
Washington, D.C. 20004
Phone: +202 434 7160/202 279 1637
Fax: +202 393 7960
Email: savonne@lilly.com

Dr Jeetendra VERMA
General Manager
Eli Lilly Asia Inc (Elanco)
Ravshan, #7, First Floor
Brunton Road
Bangalore 560025
Phone: +91 80 25592093
Fax: +91 80 25598657
Email: vermaje@lilly.com

Mr Todd ARMSTRONG
Senior Director
Regulatory Affairs
Elanco
2500 Innovation Way
EL03, greenfield, IN 46140
Phone: 317 655 0957/317 370 1451
Fax: 317 277 4755
Email: armstrong_todd_@lilly.com

**INTERNATIONAL FEDERATION OF
FRUIT JUICE PRODUCERS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES
PRODUCTEURS DE JUS DE FRUITS
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE
LOS PRODUCTORES DE JUGOS DE FRUTAS**

Mr Paul ZWIKER
Honorary President
International Federation of Fruit Juice Producers
23, Boulevard des Capucines
F-75002 Paris
Phone: +41 71 420 06 44
Fax: +41 71 420 06 43
Email: zwiker@bluewin.ch

**INTERNATIONAL FEED INDUSTRY FEDERATION
ASSOCIATION INTERNATIONALE
D'ALIMENTATION ANIMALE**

Ms Alexandra DE ATHAYDE
Executive Director
International Feed Industry Federation
Rue Saint-Georges, 2A
B- 1050 Brussels
Belgium
Phone: +32 475 555 317
Email: alexandra.athayde@ifif.org

**INTERNATIONAL GLUTAMATE TECHNICAL
COMMITTEE
COMITÉ INTERNATIONAL TECHNIQUE
DE L'ACIDE GLUTAMIQUE**

Mr Masanori KOHMURA
Scientific Advisor
International Glutamate Technical Committee (IGTC)
Hatchobori 3-11-8
Chuo-ku, Tokyo 104-0032
Japan
Phone: +81 3 5250 8184
Fax: +81 3 5250 8403
Email: masanori@Kohmura@ajinomoto.com

**INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR
STANDARDIZATION
ORGANISATION INTERNATIONALE
DE NORMALISATION
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL
DE NORMALIZACIÓN**

Mr François FALCONNET
Chair of TC34
les Amand
58230 St Agnan

Ms Sandrine ESPEILLAC
Secretary
ISO/TC 34 "Food Products"
AFNOR
11, rue Francis de Pressensé
F - 93 571 La Plaine Saint Denis cedex
FRANCE
Phone: +33 (0)1 41 62 86 02
Fax: +33 (0)1 49 17 90 00
Email: sandrine.espeillac@afnor.org

**INTERNATIONAL ORGANIZATION OF THE
FLAVOR INDUSTRY
ORGANISATION INTERNATIONALE DE
L'INDUSTRIE DES PRODUITS AROMATIQUES
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DE LA
INDUSTRIA AROMÁTICA**

Mr Thierry CACHET
Scientific Director
Av des Arts 6
1210 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0) 2 214 2052
Fax: +32 (0) 2 2142069
Email: secretariat@iofiorg.org

**INTERNATIONAL SPECIAL DIETARY
FOODS INDUSTRIES
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES
INDUSTRIES DES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES**

Mrs Marie-Odile GAILING
ISDI
rue de l'Association 50
1000 Brussels
Phone: +32 2 209 11 43
Fax: +32 2 219 73 42
Email: secretariat@isdi.org

Mr Peter VAN DAEL
ISDI
rue de l'Association 50
1000 Brussels
Phone: +32 2 209 11 43
Fax: +32 2 219 73 42
Email: secretariat@isdi.org

Mrs Margaret CREEDON
ISDI
rue de l'Association 50
1000 Brussels
Phone: +32 2 209 11 43
Fax: +32 2 219 73 42
Email: secretariat@isdi.org

Mr Manfred RUTHSATZ
ISDI
rue de l'Association 50
1000 Brussels
Phone: +32 2 209 11 43
Fax: +32 2 219 73 42
Email: secretariat@isdi.org

NATIONAL HEALTH FEDERATION

Mr Scott C. TIPS
President and General Legal Counsel
P.O. Box 688
Monrovia, California 91017
United States of America
Phone: +1 626 357-2181
Fax: +1 626 303-0642
Email: scott@rivieramail.com

**WORLD VETERINARY ASSOCIATION
ASSOCIATION MONDIALE VÉTÉRINAIRE
ASOCIACIÓN MUNDIAL VETERINARIA**

Dr Tjeerd JORNA
President
World Veterinary Association
Rue Defacqz 1
1000 Brussels, Belgium
Phone: +0031 6 53740197
Fax: +0031 512520605
Email: t.jorna3@upcmail.nl

SECRETARIAT
SECRETARIAT
SECRETARÍA

Ms Selma H. DOYRAN
 Secretary, Codex Alimentarius Commission
 Joint FAO/WHO Food Standards Programme
 Nutrition and Consumer Protection Division
 FAO - Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 570 55826
 Fax: +39 06 570 54593
 Email: selma.doyran@fao.org

M Tom HEILANDT
 Senior Food Standards Officer
 Joint FAO/WHO Food Standards Programme
 Nutrition and Consumer Protection Division
 FAO - Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 570 54384
 Fax: +39 06 570 54593
 Email: tom.heilandt@fao.org

Ms Annamaria BRUNO
 Food Standards Officer
 Joint FAO/WHO Food Standards Programme
 Nutrition and Consumer Protection Division
 FAO - Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 570 56254
 Fax: +39 06 570 54593
 Email: annamaria.bruno@fao.org

Ms Gracia BRISCO
 Food Standards Officer
 Joint FAO/WHO Food Standards Programme
 Nutrition and Consumer Protection Division
 FAO - Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 570 52700
 Fax: +39 06 570 54593
 Email: gracia.brisco@fao.org

Ms Verna CAROLISSEN
 Food Standards Officer
 Joint FAO/WHO Food Standards Programme
 Nutrition and Consumer Protection Division
 FAO - Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 570 55629
 Fax: +39 06 570 54593
 Email: verna.carolissen@fao.org

Ms Heesun KIM
 Food Standards Officer
 Joint FAO/WHO Food Standards Programme
 Viale delle Terme di Caracalla
 Nutrition and Consumer Protection Division
 FAO - Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 570 54796
 Fax: +39 06 570 54593
 Email: heesun.kim@fao.org

Dr Hidetaka KOBAYASHI
 Food Standards Officer
 Joint FAO/WHO Food Standards Programme
 Nutrition and Consumer Protection Division
 FAO - Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 570 53218
 Fax: +39 06 570 54593
 Email: hidetaka.kobayashi@fao.org

LEGAL COUNSEL
CONSEILLER JURIDIQUE
ASESOR JURÍDICO

Dr Egle GRANZIERA
 Legal Officer
 World Health Organization (WHO)
 20 Avenue Appia
 CH-1211 Geneva 27
 Switzerland
 Phone: +39 06 570 52778
 Fax: +41 22 79154158
 Email: granzierae@who.int

Mr Ilja BETLEM
 Legal Office
 Food and Agriculture Organization (FAO)
 Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 570 52778
 Fax: +39 06 57054408
 Email: ilja.betlem@fao.org

FAO PERSONNEL
PERSONNEL DE LA FAO
PERSONAL DE LA FAO

Mr Samuel JUTZI
 Director
 Animal Production and Health Division (AGA)
 Officer-in-Charge, Nutrition and Consumer
 Protection Division (AGN)
 FAO
 Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 570 53371
 Email: samuel.jutzi@fao.org

Dr Annika WENNBERG
 FAO JECFA Secretary
 Nutrition and Consumer Protection Division
 Food and Agriculture Organization of the
 United Nations (FAO)
 Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome,
 Italy
 Phone: +39 06 570 53283
 Email: annika.wennberg@fao.org

Ms Mary KENNY
 Food Safety and Quality Officer
 Nutrition and Consumer Protection Division
 Food and Agriculture Organization of the
 United Nations (FAO)
 Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome
 Italy
 Phone: +39 06 57053653
 Fax: +39 06 57054593
 Email: mary.kenny@fao.org

Ms Catherine BESSY
 Food Safety and Quality Officer
 Nutrition and Consumer Protection Division
 Food and Agriculture Organization of the
 United Nations (FAO)
 Via delle Terme di Caracalla
 00153 Rome
 Italy
 Phone: +39 06 5705 3679
 Fax: +39 06 5705 4593
 Email: Catherine.Bessy@fao.org

Mr Leo HAGEDOORN
 Senior Food Safety and Quality Officer
 Nutrition and Consumer Protection Division
 Food and Agriculture Organization of the
 United Nations (FAO)
 Via delle Terme di Caracalla
 00153 Rome
 Italy
 Phone: +39 06 5705 6060
 Fax: +39 06 5705 4593
 Email: Leo.Hagedoorn@fao.org

Ms Samira SARVI
 Environmental scientists
 Nutrition and Consumer Protection Division
 Food and Agriculture Organization of the
 United Nations (FAO)
 Via delle Terme di Caracalla
 00153 Rome
 Italy
 Phone: +39 06 5705 3332
 Fax: +39 06 5705 4593
 Email: Samira.Sarvi@fao.org

Ms Daniela BATTAGLIA
 Livestock Production Officer
 Livestock Production Systems Branch
 Animal Production and Health Division
 Food and Agriculture Organization of the
 United Nations (FAO)
 Viale delle Terme di Caracalla
 00153 Rome, Italy
 Phone: +39 06 57056773
 Email: daniela.battaglia@fao.org

WHO PERSONNEL
PERSONNEL DE L'OMS
PERSONAL DE LA OMS

Dr Maged YOUNES
 Director
 Department of Food Safety and Zoonoses (FOS)
 World Health Organization (WHO)
 20 Avenue Appia
 CH-1211 Geneva 27
 Switzerland
 Phone: +41 22 791 2773
 Fax: +41 22 791 4807
 Email: younesm@who.int

Ms Catherine MULHOLLAND
 Technical Officer
 FAO/WHO Project and Fund for Enhanced
 Participation in Codex
 (Codex Trust Fund)
 Department of Food Safety, and Zoonoses (FOS)
 World Health Organization (WHO)
 20 Avenue Appia
 CH-1211 Geneva 27
 Switzerland
 Phone: +41 22 791 3080
 Fax: +41 22 791 4807
 Email: mulhollandc@who.int

Dr Kazuko FUKUSHIMA
 Technical Officer
 Department of Food Safety and Zoonoses (FOS)
 World Health Organization (WHO)
 CH-1211 Geneva 27
 Switzerland
 Phone: +41 22 791 2920
 Fax: +41 22 791 4807
 Email: fukushimaka@who.int

Dr Angelika TRITSCHER
 Scientist
 WHO Secretary to JECFA and JMPR
 Department of Food Safety and Zoonoses (FOS)
 World Health Organization (WHO)
 20 Avenue Appia
 CH-1211 Geneva 27, Switzerland
 Phone: +41 22 791 3569
 Fax: +41 22 791 4807
 Email: tritschera@who.int

Dr Bernadette ABELA-RIDDER
Scientist
Department of Food Safety and Zoonoses (FOS)
World Health Organization (WHO)
20 Avenue Appia
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Phone: +41 22 791 2072
Fax: +41 22 79114807
Email: abelab@who.int

Dr Awa AIDARA-KANE
Microbiologist
Department of Food Safety and Zoonoses (FOS)
World Health Organization (WHO)
20 Avenue Appia
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Phone: +41 22 791 2403
Fax: +41 22 791 4893
Email: aidarakanea@who.int

Dr Danilo LO FO WONG
Scientist
Department of Food Safety and Zoonoses (FOS)
World Health Organization (WHO)
20 Avenue Appia
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Phone: +41 22 791 3882
Fax: +41 22 791 14807
Email: lofowongd@who.int

Mrs Françoise FONTANNAZ
Technical Officer
Department of Food Safety, Zoonoses and
Foodborne Diseases (FOS)
World Health Organization (WHO)
20 Avenue Appia
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Phone: +41 22 791 3697
Fax: +41 22 7914807
Email: fontannazf@who.int

Dr Patience MENSAH
Programme Manager
Food Safety and Nutrition
WHO Regional Office for Africa
BP 06, Brazzaville, Congo
Phone: +47 241 39775
Fax: +47 241 39501/3
Email: menashp@afro.who.int

Dr Mohamed ELMI
Coordinator, Environmental Health
Regional Adviser, Food and Chemical Safety
Abdul Razzak Al-Sanhouri St
P.O. Box 7608 Nasr City
Cairo 11371, Egypt
Phone: +20 2 2276 5384
Fax: +20 2 2276 5415
Email: elmi@emro.who.int

M Luc Frédéric INGENBLEEK
Conseiller FAN
Sécurité Sanitaire des Aliments et Nutrition
Bureau de la Représentation au Bénin
01 B.P. 918 Cotonou
Phone: +229 21 30 1907/21 301753
Fax: +229 21 304208
Email: ingembleek@bj.afro.who.int

ANNEXE II

AMENDEMENTS AU MANUEL DE PROCÉDURE

À sa trente-quatrième session, la Commission du Codex Alimentarius a adopté les amendements suivants.

Comité du Codex	Objet	Référence
CCPFV	Amendement au mandat du Comité du Codex sur les fruits et légumes traités	REP 11/PFV, Annexe II (adopté avec un amendement. Voir le par.20)

Amendement proposé au mandat du Comité du Codex sur les fruits et légumes traités

Élaborer des normes mondiales et d'autres textes apparentés pour tous les types de fruits et légumes traités, y compris, sans s'y limiter, les produits en conserve, déshydratés et surgelés, les jus et les nectars de fruits et de légumes.

ANNEXE III

**LISTE DES NORMES ET DES TEXTES APPARENTÉS ADOPTÉS
PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS
À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION**

Partie 1 – Normes et textes apparentés adoptés à l'étape 8

Normes et textes apparentés	Référence	Statut
Limites maximales de résidus pour la narasine (dans les tissus de porc); et la tilmicosine (dans les tissus de poules/poulets et de dindons)	REP11/RVDF, Annexe III	Adopté
Lignes directrices pour l'analyse des risques liés à la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire	REP11/AMR, Annexe II	Adopté
Annexe aux Directives concernant l'étiquetage nutritionnel : Principes généraux pour l'établissement de valeurs nutritionnelles de référence pour les vitamines et les sels minéraux pour la population générale	REP11/NFSDU, Annexe II	Adopté
Norme régionale pour la farine de sagou comestible	REP11/ASIA, Annexe II	Adopté
Amendements à la norme pour les huiles végétales portant un nom spécifique : inclusion de l'oléine de palmiste et de la stéarine de palmiste	REP11/FO, Annexe II	Adopté
Code d'usages pour l'entreposage et le transport des huiles et des graisses comestibles en vrac : critères pour évaluer l'acceptabilité de substances en vue de leur inclusion dans une liste de cargaisons précédentes acceptables	REP11/FO, Annexe III	Adopté
Code d'usages pour l'entreposage et le transport des huiles et des graisses comestibles en vrac : liste de cargaisons précédentes acceptables	REP11/FO, Annexe IV	Adopté
Révision des Directives sur l'incertitude de mesures	REP11/MAS, Annexe II	Adopté
Dispositions relatives aux additifs alimentaires de la <i>Norme générale pour les additifs alimentaires</i> (NGAA)	REP11/FA, Annexe III	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Limites maximales de résidus de pesticides	REP11/PR, Annexe II	Adopté
Norme pour la sauce de poisson	REP11/FFP, Annexe III	Adopté
Norme pour les tamarillos	REP11/FFV, Annexe III	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)

Normes et textes apparentés	Référence	Statut
Révision des directives sur l'étiquetage nutritionnel : Liste des éléments nutritifs qui sont déclarés dans tous les cas, de façon soit obligatoire soit volontaire	REP11/FL, Annexe II	Adopté
Partie 2 – Normes et textes apparentés adoptés à l'étape 5/8 (avec omission des étapes 6 et 7)		
Normes et textes apparentés	Référence	Statut
Norme pour la noix de coco desséchée (Révision de la Norme CODEX STAN 177-1991)	REP11/PFV, Annexe III	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Annexe pour certains champignons de couche (Révision de la Norme CODEX STAN 55-1981) (<i>Pour inclusion dans la Norme Codex pour certains légumes en conserve</i>)	REP11/PFV, Annexe IV	Adopté
Norme pour les pousses de bambou en conserve (Révision de la Norme CODEX STAN 241-2003)	REP11/PFV, Annexe V	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Norme régionale pour la coriandre du Mexique	REP11/LAC, Annexe II	Adopté
Norme régionale pour la lucuma	REP11/LAC, Annexe III	Adopté
Norme régionale pour la sauce chili	REP11/ASIA, Annexe III	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Directives pour la maîtrise de <i>Campylobacter</i> et de <i>Salmonella</i> spp dans la chair de poulet	REP11/FH, Annexe III	Adopté
Révision du Code d'usages international recommandé en matière d'hygiène pour le captage, l'exploitation et la commercialisation des eaux minérales naturelles (CAC/RCP 33-1985)	REP11/FH, Annexe V	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Code d'usages pour l'entreposage et le transport des huiles et des graisses comestibles en vrac : liste de cargaisons précédentes acceptables	REP11/FO, Annexe V	Adopté
Dispositions relatives aux additifs alimentaires de la <i>Norme générale pour les additifs alimentaires (NGAA)</i>	REP11/FA, Annexe III	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Révision du Système de classification des aliments de la NGAA (catégories d'aliments 05.1, 05.2. et 05.4)	REP11/FA, Annexe VIII	Adopté
Amendements du <i>Système international de numérotation des additifs alimentaires</i>	REP11/FA, Annexe XII	Adopté
Normes d'identité et de pureté des additifs alimentaires	REP11/FA, Annexe XIII	Adopté

Normes et textes apparentés	Référence	Statut
Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des distillés de fruits à noyaux par l'éthyle de carbamate	REP11/CF, Annexe II	Adopté
Limites maximales de résidus de pesticides	REP11/PR, Annexe III	Adopté avec une exception (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Révision des directives sur l'estimation de l'incertitude des résultats pour la détermination des résidus de pesticides (Annexe à CAC/GL 59-2006)	REP11/PR, Annexe X	Adopté
Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche (section sur le poisson fumé et définitions pertinentes)	REP11/FFP, Annexe V	Adopté avec amendements (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Amendement de la section 3.4.5.1 Eau du Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche	REP11/FFP, Annexe VI	Adopté
Amendement de la Norme pour les bâtonnets de poisson surgelés	REP11/FFP, Annexe XI	Adopté
Norme pour les piments forts	REP11/FFV, Annexe IV	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Compilation de textes du Codex sur l'étiquetage applicables à l'étiquetage des aliments dérivés de la biotechnologie moderne	REP11/FL Annexe III	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Norme régionale pour la harissa	REP11/NEA, Annexe III	Adopté (excepté la section sur les méthodes d'analyses, voir le point 5 de l'ordre du jour)
Norme régionale pour le halva avec tahiné (halwa shamia)	REP11/NEA, Annexe IV	Adopté (excepté la section sur les méthodes d'analyses, voir le point 5 de l'ordre du jour)

Partie 3 – Autres normes et textes apparentés pour adoption

Normes et textes apparentés	Référence	Statut
Amendements des dispositions relatives aux additifs alimentaires pour les antioxydants et les conservateurs dans la catégorie d'aliments 04.1.2.2 « Fruits secs » de la NGAA	REP11/FA, par. 26	Adopté avec un amendement (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Révision de la Section 4 « Transfert des additifs alimentaires » du préambule de la NGAA	REP11/FA, Annexe IX	Adopté

Normes et textes apparentés	Référence	Statut
Amendement des « Notes explicatives sur l'organisation du SIN » dans la section 1 des <i>Noms de catégorie et du Système international de numérotation des additifs alimentaires</i> (CAC/GL 36-1989)	REP11/FA, par.148	Adopté
Méthodes d'analyse figurant dans les normes Codex à différentes étapes	REP11/MAS, Annexe III	Adopté avec amendements (voir le point 5 de l'ordre du jour)
Amendement du préambule de la section 6, Produits d'aquaculture du Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche	REP11/FFP, Annexe II	Adopté

ANNEXE IV

**LISTE DES PROJETS DE NORMES ET DE TEXTES APPARENTÉS ADOPTÉS
À L'ÉTAPE 5 PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS
À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION**

Normes et textes apparentés	Référence
Projet de révision de la <i>Norme pour le sel de qualité alimentaire</i> (CODEX STAN 150-1985)	REP11/FA, Annexe XI
Projet de niveau maximal pour la mélamine dans les aliments (<i>préparations liquides pour nourrissons</i>)	REP11/CF, Annexe III (Voir Point 5 de l'ordre du jour)
Projet de limites maximales de résidus de pesticides	REP11/PR, Annexe IV
Projet de révision de la Classification Codex des produits destinés à l'alimentation humaine et animale - <i>Fruits tropicaux et subtropicaux hétérogènes – à pelure comestible ; fruits tropicaux et subtropicaux hétérogènes – à pelure non comestible.</i>	REP11/PR, Annexe VIII
Projet de Norme pour la chair crue, et surgelée de muscle adducteur de coquille Saint-Jacques et de pétoncle	REP11/FFP, Annexe VII
Projet de Norme pour les ormeaux frais/vivants et congelés	REP11/FFP, Annexe X
Projet de norme pour la grenade	REP11/FFV, Annexe V
Projet de définition des valeurs nutritionnelles de référence	REP11/FL, Annexe IV
Projet de code d'usages régional pour les aliments vendus sur la voie publique (Proche-Orient)	REP11/NEA, Annexe II (Adopté à l'étape 8, voir Point 5 de l'ordre du jour)

ANNEXE V

**LISTE DES NORMES ET DES TEXTES APPARENTÉS RÉVOQUÉS PAR LA COMMISSION DU
CODEX ALIMENTARIUS À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION**

Normes et textes apparentés	Référence
Dispositions relatives aux additifs alimentaires de la Norme générale pour les additifs alimentaires (NGAA)	REP11/FA, par. 83 et 88, Annexe IV
LMR pour des combinaisons pesticides / produits	REP11/PR, Annexe V
CAC/RCP 25-1979 – Code d'usages international recommandé pour le poisson fumé	REP11/FFP, par. 70
CODEX STAN 55-1981 – Norme Codex pour les champignons de couche en conserve	REP11/PFV, par. 84

ANNEXE VI

**LISTE DES PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS APPROUVÉS EN TANT QUE
NOUVEAUX TRAVAUX PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS
À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION**

Comité responsable	Normes et textes apparentés	Référence	Code de travail
CCRVDF	Critères de performance des méthodes d'analyse de résidus multiples de médicaments vétérinaires (Annexe des "Directives pour la conception et la mise en oeuvre d'un programme national de réglementation d'assurance de la sécurité alimentaire concernant les risques liés à l'utilisation de médicaments vétérinaires sur des animaux producteurs d'aliments" (CAC/GL 71-2009)	REP11/RVDF, Annexe V	N01-2011
CCRVDF	Liste des médicaments vétérinaires à évaluer ou à réévaluer en priorité par le JECFA	REP11/RVDF, Annexe VI	en cours
CCEURO	Norme régionale pour la "Chanterelle" fraîche	REP11/EURO, Annexe II	N02-2011
CCEURO	Norme régionale pour l'Ayran	REP11/EURO, Annexe III	N03-2011
CCNFSDU	Inclusion d'une nouvelle Partie B concernant les enfants présentant une insuffisance pondérale dans la Norme pour les aliments transformés à base de céréales destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge (CODEX STAN 74-1981)	REP11/NFSDU, Annexe V	N04-2011
CCASIA	Norme régionale pour la tempe	REP11/ASIA, Annexe IV	N05-2011
CCFFV CCASIA (voir Point 9 de l'ordre du jour)	Norme régionale pour le durian	REP11/ASIA, Annexe V	N06-2011
CCFH	Directives pour le contrôle des parasites zoonotiques dans la viande : <i>Trichinella spiralis</i> et <i>Cysticercus bovis</i>	REP11/FH, Annexe VI	N07-2011
CCFH	Annexe sur les melons au Code d'usages en matière d'hygiène pour les fruits et légumes frais (CAC/RCP 53-2003)	REP11/FH, Annexe VII	N08-2011
CCFO	Norme pour les huiles de poisson	REP11/FO, Annexe VI	N09-2011
CCFO	Amendement aux paramètres pour l'huile de son de riz dans la Norme pour les huiles végétales portant un nom spécifique	REP11/FO, Annexe VII	N10-2011
CCMAS	Principes concernant l'utilisation des échantillonnages et des essais dans le commerce	REP11/MAS, Annexe IV	N11-2011

Comité responsable	Normes et textes apparentés	Référence	Code de travail
	international des denrées alimentaires		
CCCCF	Niveaux maximaux pour l'arsenic dans le riz	REP11/CF, Annexe IV	N12-2011
CCS	Norme pour la "Panela"	REP11/LAC, par. 135	N13-2011
CCASIA	Norme régionale pour les produits d'algue Porphyra	REP11/ASIA, par. 144 et REP11/FFP, par. 176	N14-2011
CCFFP	Critères/Paramètres pour les méthodes de dépistage des biotoxines dans la Norme pour les mollusques bivalves vivants et crus	REP11/FFP, par. 119-121	N15-2011
CCFFP	Code d'usages pour le poisson et les produits de la pêche (section sur le caviar d'esturgeon)	REP11/FFP, par. 178	N16-2011
CCFFV	Norme pour le fruit de la passion doux	REP11/FFV, par. 143	N17-2011
CCFL	Inclusion de nouvelles substances dans les Directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique	REP11/FL, Annexe VI	N18-2011
CCPFV	Norme pour certains légumes surgelés	REP11/PFV, par. 116-117	N19-2011
CCPFV	Norme pour certains fruits en conserve	REP11/PFV, par. 116-117	N20-2011
CCPR	Liste des priorités pour l'établissement de LMR pour les pesticides	REP11/PR, Annexe XI	en cours
CCNEA	Norme régionale pour le doogh	REP11/NEA, par. 80-82	N21-2011
CCMAS	Définitions et critères pour les méthodes brevetées dans les normes Codex à intégrer dans le Manuel de procédure	REP11/MAS, par. 78	procédure

ANNEXE VII

**LISTE DES TRAVAUX INTERROMPUS PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS
À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION**

Comité responsable	Normes et textes apparentés	Référence
CCFO	Amendement à la norme pour les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive : teneur en acide linoléique	REP 11/FO par. 59
CCFA	Projet et avant-projet de dispositions relatives aux additifs alimentaires de la (NGAA) (excepté la disposition correspondante aux caroténoïdes dans la catégorie d'aliment 02.1.2 huiles et graisses végétales)	REP11/FA par. 75 et 83, Annexe V
CCFL	Projet d'amendement à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées: définitions (Étiquetage des aliments et ingrédients obtenus à l'aide de certaines techniques de modification génétique/génie génétique)	REP11/FL, par. 122

ANNEXE VIII

PRÉSIDENCE DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CODEX

Organes subsidiaires créés en vertu de l'Article XI.1(b)(i)

Code	Organe subsidiaire	Membre responsable	Statut
CX 703	Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers	Nouvelle-Zélande	Ajourné <i>sine die</i>
CX 708	Comité du Codex sur les produits cacaoés et le chocolat	Suisse	Ajourné <i>sine die</i>
CX 709	Comité du Codex sur les graisses et les huiles	Malaisie	Actif
CX 710	Comité du Codex sur les sucres	Colombie	Actif
CX 711	Comité du Codex sur les additifs alimentaires	Chine	Actif
CX 712	Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire	États-Unis d'Amérique	Actif
CX 713	Comité du Codex sur les fruits et légumes traités	États-Unis d'Amérique	Actif
CX 714	Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires	Canada	Actif
CX 715	Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage	Hongrie	Actif
CX 716	Comité du Codex sur les principes généraux	France	Actif
CX 718	Comité du Codex sur les résidus de pesticides	Chine	Actif
CX 719	Comité du Codex sur les eaux minérales naturelles	Suisse	Ajourné <i>sine die</i>
CX 720	Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime	Allemagne	Actif
CX 722	Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche	Norvège	Actif
CX 723	Comité du Codex sur l'hygiène de la viande	Nouvelle-Zélande	Ajourné <i>sine die</i>
CX 728	Comité du Codex sur les protéines végétales	Canada	Ajourné <i>sine die</i>
CX 729	Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses	États-Unis d'Amérique	Ajourné <i>sine die</i>
CX 730	Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments	États-Unis d'Amérique	Actif
CX 731	Comité du Codex sur les fruits et légumes frais	Mexique	Actif
CX 733	Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires	Australie	Actif
CX 735	Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments	Pays-Bas	Actif
Groupes intergouvernementaux spéciaux			
CX 803	Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur l'alimentation animale	Suisse	Actif

Organes subsidiaires créés en vertu de l'Article XI.1(b)(ii)

Code	Organe subsidiaire	Membre responsable
CX 706	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe	Coordonnateur pour l'Europe
CX 707	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique	Coordonnateur pour l'Afrique
CX 725	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Coordonnateur pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CX 727	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Asie	Coordonnateur pour l'Asie
CX 732	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest	Coordonnateur pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest
CX 734	Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient	Coordonnateur pour le Proche-Orient